

Alors que le mark a atteint son cours maximum

## La Banque de France se déclare opposée à un flottement du franc

Boucs émissaires

UNE fois de plus, le système monétaire européen traverse une crise grave. La décision de la Bundesbank de ne pas réduire son taux d'escompte a provoqué, dès jeudi après-midi, une véritable tempête sur les marchés des changes, affectant toutes les devises encore reliées entre elles au sein de ce système, le franc français notamment. Et, une fois de plus, la recherche des responsables conduit les observateurs à Francfort ou à Londres. Ce ne sont pourtant là que des boucs émissaires. La loi d'un marché « déréglé » à l'excès - le marché des capitaux - est aussi en cause.

La Bundesbank aurait tué le SME, dit-on. A première vue, l'assassin ne serait désigné de lui-même. En ne réduisant que l'un de ses taux directeurs, la « Buba », son président, le « dogmatique » Helmut Schlesinger, et son conseil, ce groupe de « potentats régionaux », ont préféré les intérêts allemands à ceux de l'Europe, la stabilité du deutschemark et la lutte contre l'inflation à la survie du SME. L'égoïsme allemand serait ainsi à l'origine de la crise.

SURTOUT, la Bundesbank aurait tué le SME, dit-on. A première vue, l'assassin ne serait désigné de lui-même. En ne réduisant que l'un de ses taux directeurs, la « Buba », son président, le « dogmatique » Helmut Schlesinger, et son conseil, ce groupe de « potentats régionaux », ont préféré les intérêts allemands à ceux de l'Europe, la stabilité du deutschemark et la lutte contre l'inflation à la survie du SME. L'égoïsme allemand serait ainsi à l'origine de la crise.

Il est cependant trop facile d'attribuer la responsabilité de la crise actuelle à la « Buba » ou aux spéculateurs anglo-saxons, voire à la presse londonienne. Depuis quelques jours, celui-ci faisait savoir, par l'intermédiaire notamment du quotidien britannique le « Financial Times », que seule une forte baisse de tous les taux directeurs allemands, d'un point si possible, élèverait les tensions monétaires et permettrait aux pays européens en récession (la France ou l'Espagne) de réduire le loyer de l'argent chez eux.

Le SME, ce système qui tente d'associer un projet économique (une monnaie unique) à une ambition politique (l'unité européenne), est en crise, car il n'est plus alimenté par une véritable perspective. Le doute autour de la mise en œuvre du traité de Maastricht, pourtant ratifié par les Douze - s'est généralisé. Mais le SME est aussi la victime d'un environnement international particulièrement hostile. Il s'insère dans un marché des changes, qui est le plus fluide et le plus « déréglé » que l'on ait jamais connu. La libéralisation des mouvements de capitaux, avec le développement de l'informatique et des télécommunications, conduit à un marché qui fonctionne pratiquement 24 heures sur 24 et où les transactions sont extrêmement rapides et peu coûteuses. Y réintroduire de la rigidité - avec une taxe sur les transactions par exemple - pourrait peut-être contribuer à réduire le jeu parfois insensé de la spéculation.

La crise du système monétaire européen s'est intensifiée jeudi 29 juillet. La décision de la Bundesbank de ne pas baisser son taux d'escompte - le taux Lombard - a considérablement affaibli plusieurs monnaies face au mark, dont le franc. Jeudi soir, les autorités monétaires françaises se sont réunies autour d'Edouard Balladur. Le premier ministre s'est également entretenu vendredi matin avec François Mitterrand, tandis que la monnaie allemande atteignait le cours maximal autorisé face au franc dans le SME (3,4305 francs). La Banque de France, qui avait jusque-là gardé le silence, acceptant l'envoie des taux d'intérêt à court terme, a déclaré qu'un flottement du franc n'était pas à l'ordre du jour.



### « Une journée très ordinaire »

par Michel Noblecourt

La troisième bataille du franc, après celles de septembre 1992 et janvier 1993, se révèle encore plus rude qu'on ne l'avait craint. Faute de prendre la décision attendue - une baisse significative de son taux d'escompte - la Bundesbank n'a pas fait le geste permettant de réduire les tensions au sein du système monétaire européen (SME). Elle préfère continuer à acheter massivement du franc. C'est une bien mauvaise nouvelle pour Edouard Balladur, au moment même où il affecte le montant du surplus de l'emprunt d'Etat, en privilégiant des mesures aptes à soulager la trésorerie des entreprises et donc à éviter de coûteux dépôts de bilan. Le succès

de l'emprunt témoigne d'une certaine confiance intérieure. La crise monétaire, elle, met en péril la politique du franc fort, la spéculation visant à faire sortir le franc du SME. Face à cette tourmente, M. Balladur et les autorités monétaires gardent leur sang-froid. A l'issue d'une réunion de crise, dans la soirée du jeudi 29 juillet, avec le gouverneur de la Banque de France, le directeur du Trésor et le ministre de l'économie, le premier ministre a déclaré : « C'est une journée très ordinaire. » Il sait pourtant que c'est la politique économique qu'il a mise en œuvre depuis quatre mois - en défendant comme son prédécesseur « le franc stable » - qui se trouve menacée. Pour conjurer la

spéculation, la France doit compter sur la poursuite d'une action concertée avec l'Allemagne, mais la question est bien de savoir si elle aura les moyens de résister. Déjà la Banque de France a dû relâcher ses taux à court terme - allant ainsi à l'encontre du mouvement de baisse amorcé depuis avril - mais il n'est pas sûr qu'elle puisse en rester là. Si la crise perdure, M. Balladur risque d'être obligé de faire le contraire de ce qu'il a fait jusqu'à présent et, pour éviter à tout prix une sonie du SME tant souhaitée par les spéculateurs mais aussi par certains hommes politiques de la majorité, de renouer avec des taux d'intérêt élevés.

Lire la suite

et nos informations page 19

## Villages-fantômes au Liban du Sud

Sous les bombes israéliennes, de rares habitants se terrent dans une zone désertée

NABATIYÉ

de notre envoyée spéciale

Seuls les obus qui tombent à intervalles réguliers trouent un silence impressionnant. Nabatiyé, une ville de 50 000 habitants, est déserte. Pas une âme qui vive dans des rues comme labourées, obstruées de fils électriques coupés, de verre brisé. A 10 kilomètres à la ronde, plus une voiture sur les routes, surplombées par les collines d'où tire l'artillerie israélienne. Le Nabatiyé de 1993 n'est plus celui de 1982, qui avait accueilli avec du riz les soldats israéliens venus mettre un terme aux « excès » de la résistance palestinienne. A l'époque, les rues grouillaient de monde. Aujourd'hui, les rares habitants encore présents se terrent. Trois ans de présence israélienne et huit ans de harcèlements meurtriers ont convaincu tout le monde qu'Israël est bien l'ennemi. Dans son hôpital déserté, car dépourvu de toutabri, et qui n'assure plus que les premiers soins, le docteur Daniel Kobissi soupire : « Les Israéliens commencent à perdre leur intelligence. »

Ils ne font plus la différence entre le Hezbollah et les autres. Ils savent bien qu'on ne peut rien faire contre le Hezbollah, et quand les gens ont un mort, ils n'accusent pas les intégristes, mais Israël qui tire sur les civils. »

« Depuis quatre jours, ils bombardent le quartier de Beydya, on n'arrive pas à comprendre pourquoi », renchérit le docteur Ali Kasso. Ce jeune chirurgien, formé en URSS, a perdu la veille sa maison, quand des hélicoptères se sont abattus sur des voitures garées à proximité. « Ma famille est maintenant à Beyrouth, dit-il, mais je ne sais pas ce qu'on va faire après. »

Les rares hôpitaux encore en service manquent de fioul et le seul bien équipé est difficilement accessible, car trop près des lignes israéliennes. « Nous n'arrivons pas à y évacuer les blessés et Israël tire indistinctement sur toutes les voitures qui circulent », affirme le docteur Kobissi.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite et nos informations page 3

## 44 600 chômeurs supplémentaires en juin

En juin, le chômage a augmenté de 1,4 %, et l'ANPE compte 44 600 demandeurs d'emploi supplémentaires, en données corrigées des variations saisonnières. Cette brutale aggravation porte à 3 185 800 le nombre des chômeurs et un nouveau sommet est ainsi atteint. Sur douze mois, la hausse correspond à 281 100 personnes de plus à la recherche d'un emploi dans une conjoncture très déprimée.

Après le relatif répit du mois de mai (+ 0,9 %), le mouvement de dégradation du marché du travail retrouve la tendance observée en mars et avril. A ce rythme, les chiffres du chômage devraient encore s'élargir au cours des prochains mois, avec l'inscription des jeunes qui sortent du système scolaire.

page 24

### SANS VISA

#### Foz-de-Iguaçu, des chutes en or

Les chutes de cette ville brésilienne de deux cent mille habitants sont une attraction mondiale et une mine de devises.

Lire également nos rubriques Table, Escapes, Livres et Jeux.

pages 11 à 14

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet-août 1993  
Numéro spécial

### ■ Les conflits du Proche-Orient

Israéliens et Palestiniens ont commencé de négocier fin octobre 1991 à Madrid. Ces pourparlers, qui ont le mérite d'exister après quarante-trois ans de froid glaciaire, traînent en longueur. L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 suivie par la guerre du Golfe ont compliqué d'ailleurs la situation au Proche-Orient. Saddam Hussein, toujours au pouvoir à Bagdad, continue de défier l'ONU. Le Liban, où les armes se sont tuées, traverse une grave crise économique. De nombreux problèmes demeurent sans solution : l'exode des populations ou la répartition des richesses du sous-sol. Au sommaire des clés de l'info : la nouvelle vague de privatisations, dix années de pouvoir socialiste en Espagne, les élections au Cambodge, les interminables négociations du GATT, la crise au Japon, la révision de la Constitution française, la correction des variations saisonnières, le prix du bac, les supercoupes de football.

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

### L'ÉTÉ FESTIVAL

## Avignon, l'angoisse sur scènes

Les drames du monde contemporain étaient cette année au centre de spectacles plus nombreux et plus suivis

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Un seul classique a été donné cette année au Festival d'Avignon. Tous les autres spectacles étaient directement branchés sur le monde contemporain : guerres, exils, angoisse du futur et des lendemains qui déchantent, l'angoisse était partout palpable. Pourtant, bien que la fréquentation touristique de la région avignonnaise soit en baisse, le festival 1993 qui est sur le point de s'achever compte sur 115 000 entrées, ce qui signifie environ 10 % de plus qu'en 1992. Augmentation due à celle des places offertes au public, et qui avoisine les 20 %. En effet les spectacles sont plus nombreux, joués plus longtemps, et l'aménagement de la cour du lycée Saint-Joseph compense en partie la fer-

meture de la Carrière Callet et des Taillades. Deux endroits découverts par Peter Brook, respectivement en 1983 (le Mahabharata) et en 1991 (la Tempête).

Rien ne dit qu'ils ne seront pas utilisés au prochain festival, si le programme comporte des productions susceptibles de s'y adapter, esthétiquement et économiquement parlant - ouvrir la Carrière coûte 1 million de francs avant même d'y installer le premier comédien. Au cours de la traditionnelle conférence de presse-bilan, le directeur du Festival, Bernard Faivre d'Arcey, n'a voulu dévoiler aucun de ses projets pour l'année prochaine. Echaudé par la réduction de 5 % de sa subvention accordée par le ministère de la culture le 17 juin, c'est-à-dire à une date où les affiches étaient tirées et les contrats signés, il refuse de

s'avancer tant qu'il ne sera pas officiellement fixé sur le montant des subventions qu'il touchera. Pour leur part, la ville et le département ont maintenu leurs participations : 7 millions de francs pour la première, 3,6 millions de francs pour le second. Mais plusieurs mécènes se sont désengagés. La région, qui a amputé son budget culturel de 30 %, n'a réduit que de 15 % ce qu'elle accorde au Festival. Au bout du compte, il manquera entre 700 000 et 800 000 francs à récupérer sur le budget de l'an prochain.

« Avec moins d'argent, les spectacles seraient moins nombreux, sans doute, mais se joueraient davantage. Le public, quoi qu'il en soit, ne serait pas pénalisé », affirme Bernard Faivre d'Arcey.

COLETTE GODARD

Lire la suite page 15



هذه امن الاصل







## EUROPE

Les pourparlers de Genève

## Les négociateurs internationaux proposent la création d'une « Union des Républiques » bosniaque

Les négociateurs internationaux ont proposé, jeudi 29 juillet, à Genève un nouveau plan de règlement de la crise bosniaque prévoyant la décapage de la Bosnie-Herzégovine en trois « Républiques unies », tandis que les chefs des trois parties au conflit – Serbes, Musulmans et Croates – ont donné l'ordre à leurs forces de respecter un cessez-le-feu général. Toutefois, les combats se sont poursuivis jeudi sur les principaux fronts de Bosnie, notamment à Sarajevo.

GENÈVE

de notre correspondant

Très proche des vues serbes et croates, le nouveau plan de paix présenté, jeudi après-midi, par les coprésidents de la conférence sur la Yougoslavie, le Britannique David Owen pour la CEE et le Suédois Thorvald Stoltenberg pour l'ONU, prévoit la constitution d'une « Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine », décapant la République actuelle en trois États ou entités. Pour éviter au plan tout rigidité, des dispositions tendant à ouvrir la voie à des assouplissements, voire à des dérogations, sont prévues.

À la tête de cette « Union », la présidence serait exercée alternativement, tous les quatre mois, par les présidents des trois Républiques « unies ». Les prises de décision devraient se faire par consensus, ce qui paraît assurément utopique, étant donné le degré de haine atteint entre les trois communautés – musulmane, serbe et croate. Le pouvoir central aurait la responsabilité des affaires étrangères et du commerce extérieur.

Accueil mitigé

Ni l'« Union », ni aucune des Républiques qui la composent ne conserverait de force armée. Le texte précise bien que « toutes les forces existantes seront progressivement désarmées et démobilitées sous le contrôle de l'ONU et de la CEE ». Le premier ministre de l'« Union » devra être désigné par la présidence, sur proposition

faite par chacun des présidents des trois Républiques. Il devra appartenir à « un peuple différent » de celui du ministre des affaires étrangères.

Les trois Républiques devront être des démocraties dans lesquelles les premières élections devront se dérouler sous la surveillance de l'ONU. Un Parlement central devrait être élu par les Parlements des Républiques à raison d'un tiers de ses membres pour chacune. L'instauration d'une Cour suprême, d'une Cour constitutionnelle et d'une Cour des droits de l'homme est prévue. La double nationalité serait autorisée. En principe, la protection des minorités devrait être assurée. Quant au découpage territorial, il devra encore faire l'objet d'un marchandage serré.

L'accueil de ce nouveau projet par les parties en présence, dont les responsables sont réunis depuis mardi à Genève, a été, dans un premier temps, mitigé. Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a estimé que le plan des négociateurs internationaux était globalement « acceptable », même s'il fallait y apporter des « changements

mineurs ». Quant aux Croates, ils n'ont pas fait de commentaires dans l'immédiat.

La présidence bosniaque, dont sept des dix membres sont présents à Genève, apparaît, elle, divisée. Ces derniers – musulmans, serbes et croates – ne semblent pas s'accorder sur le degré de compromis auquel ils doivent se résoudre. Dès jeudi soir, le Croate Mile Akmadzic se disait persuadé que la présidence finirait par accepter le plan international. Toutefois, un autre membre – serbe, lui – de la présidence, Miro Lasovic, qualifiait le projet Owen-Stoltenberg d'« inacceptable », laissant cependant entrevoir la possibilité d'un compromis.

Tous les protagonistes bosniaques ainsi que les présidents de Serbie, Slobodan Milosevic, de Croatie, Frajo Tujman, et du Monténégro, Momir Bulatovic, devaient se retrouver une nouvelle fois, vendredi, autour d'une même table de négociations pour donner suite à la proposition de MM. Owen et Stoltenberg.

ISABELLE VICHNIAC

Un mort et dix-sept blessés

## Les « casques bleus » espagnols attaqués près de Sarajevo

Un « casque bleu » espagnol a été tué et 17 autres ont été blessés en Bosnie-Herzégovine lors d'une attaque d'artillerie contre leurs positions, a rapporté, vendredi 29 juillet, l'agence EFE. Six blessés sont dans un état grave, a précisé l'agence, citant des sources proches du ministère espagnol de la défense.

Les soldats ont été atteints à Jablanica, vendredi à l'aube. Situé au sud-ouest de Sarajevo, cette ville est sous le contrôle des forces musulmanes. Dix « casques bleus » espagnols – sur les 1 200 que compte la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) – ont été tués en Bosnie-Herzégovine au cours des trois derniers mois.

À la suite de l'attaque, dimanche

par les forces serbes, d'une unité de « casques bleus » français à Sarajevo, le commandement de la FORPRONU avait menacé de riposter désormais à tout tir dirigé contre ses effectifs. Quant au dispositif aérien confié à l'OTAN – sous la responsabilité des Nations unies – pour protéger les « casques bleus » stationnés en Bosnie-Herzégovine, il devrait être opérationnel en début de semaine prochaine, a assuré le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, alors que l'OTAN avait fait savoir qu'il était en place depuis le 22 juillet. Paris a, pour sa part, demandé le 27 juillet à l'ONU d'accélérer la mise en œuvre de la couverture aérienne des « casques bleus ».

## EN BREF

La Bosnie demande à la Cour internationale de nouvelles mesures conservatoires contre la Yougoslavie. – La Bosnie-Herzégovine a demandé à la Cour internationale de justice (CIJ) de décréter de nouvelles mesures conservatoires contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Serbie et Monténégro, indique un communiqué de la CIJ publié, jeudi 29 juillet, à La Haye. La Bosnie affirme dans sa demande que la RFY « planifie, prépare, conspire et négocie la partition, le démembrement, l'annexion ou l'incorporation de l'Etat souverain qu'est la Bosnie-Herzégovine ». – (AFP)

La Croatie réclame une réunion du Conseil de sécurité sur l'« agression » musulmane en Bosnie. – Le gouvernement croate a réclamé, jeudi 29 juillet, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour arrêter l'« agression » extrémiste musulmane » contre les régions de Bosnie peuplées en majorité de Croates, selon l'agence officielle Hina. Zagreb exprime sa « profonde préoccupation et son indignation » devant le « nettoyage ethnique et l'extermination des Croates » auxquels se livreraient les forces musulmanes bosniaques, demandant au Conseil de sécurité de « prendre des mesures assurant une protection efficace » des Croates bosniaques. – (AFP)

## AZERBAÏDJAN

## La ville d'Agdam a été pillée et brûlée par les forces arméniennes

La ville azerbaidjanaise d'Agdam, tombée aux mains des forces arméniennes il y a une semaine, « a été dévastée et incendiée », a déclaré, jeudi 29 juillet, l'ambassadeur d'Azerbaïdjan aux Nations unies, Hassan Hassanov. Un journaliste étranger qui s'était approché de cette ville située à l'est du Haut-Karabakh avait parlé, mercredi, de l'épaisse fumée qui montait de la ville et de villages avoisinants. « Dans la nuit du 26 ou 27 juillet, a précisé l'ambassadeur, après qu'elles eurent fini de piller, les troupes arméniennes ont mis le feu à la ville, qui comptait avant la guerre soixante mille habitants ». Des pillages et mises à feu avaient aussi accompagné la prise par les Arméniens des villes de Choucha et de Kelbadjar en avril, selon les organisations humanitaires sur place.

## La condamnation de l'ONU

D'autre part, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé, jeudi 29 juillet, que « les forces d'occupation » se retirent « immédiatement, complètement et inconditionnellement » du district azerbaidjanaise d'Agdam « et de toutes les autres zones récemment occupées de la République azerbaidjanaise ». Dans une résolution (853) adoptée à l'unanimité, le Conseil condamne « toutes les actions hostiles dans la région, en particulier les attaques dirigées contre la population civile et les bombardements des zones habitées ». – (AFP, UPI, Reuters)

ITALIE : après l'attentat de la via Palestro

## Les Milanais entre colère et perplexité

Les obsèques des victimes de l'attentat de la via Palestro devaient avoir lieu vendredi 30 juillet à Milan en présence du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro.

MILAN

de notre envoyé spécial

En faisant exploser, mardi soir, une voiture piégée bourrée d'explosifs, les terroristes ont rappelé aux Milanais la composition du tissu humain de cette cité dont ils sont si fiers, parfois jusqu'à l'arrogance. Des cinq victimes en effet, un seul est originaire de Lombardie, le policier municipal Alessandro Ferrari, trentenaire, venu de Bergame et adhérent récent de la Ligue lombarde. Trois autres victimes, des pompiers qui accompagnaient Ferrari pour intervenir sur la Fiat Uno dont sortait une fumée suspecte, venaient de l'autre Italie, de Terni, en Ombrie, ou de Naples et de Catanzaro, dans le sud.

Et puis, il y avait Driss Moussaoui, ce pauvre hère marocain de quarante-quatre ans, veu dormir sur un banc de jardin public, après une journée de cette galère métropolitaine qui est son lot depuis près de dix ans. Clandestin, sans domicile fixe, vivant si l'on peut dire de ventes à la sauvette de cigarettes de contrebande, il a tout de suite été reconnu à l'hôpital des Frères de la Bienfaisance où il est décédé dès son arrivée.

## « Stratégie de la tension »

Souvent, les nuits d'hiver glaciales, il tentait de se faire hospitaliser ici pour trouver un gîte. On le renvoyait, il faisait scandale. La police arrivait. Driss espérait alors qu'à défaut d'hôpital, la prison serait son abri pour la nuit. La surcharge des établissements pénitentiaires italiens ne permet plus ce genre de charité. On le renvoyait à la rue et dans le froid. Vendredi, Driss le paria est associé au deuil des Milanais. Le maire de la ville, Marco Formentini, membre de la Ligue, en poste depuis le 3 juillet, a demandé au consul du Maroc de rechercher sa famille pour qu'elle puisse assister aux obsèques et être dédommée. Lorsqu'on s'attaque à ses

petites gens, Milan crie sa colère. Dès que fut connue la nouvelle de l'attentat, jeudi vers minuit, la foule s'est rassemblée à proximité des lieux, sur la place Cavour, mais aussi dans un endroit symbolique de la « terreur noire » : la place Fontana, près de l'Orchestra. Là, le 12 décembre 1969, l'explosion d'une bombe à la Banque nationale de l'agriculture avait fait seize morts, donnant le macabre coup d'envoi d'une série d'atten-

sans visage, chacun se croit autorisé à désigner le coupable qui l'arrange. A gauche, on est persuadé que les « forces obscures des services déviés », noyautés par l'extrême droite, sont les responsables du crime, elles qui veulent en semant la terreur interrompre le processus de rénovation démocratique en cours dans le pays.

Pour la Ligue, au contraire, il s'agit d'une « punition » que les terroristes auraient voulu infliger



tats meurtriers participant de la « stratégie de la tension » des années 70.

Ce courant spontané s'organisait dès le lendemain matin en dépit de l'absence, pour cause de vacances, de nombreux responsables politiques et syndicaux. La gauche et les syndicats revenaient en masse jeudi matin sur la place Fontana, défilant derrière une banderole portant le simple mot « démocratie ».

## Propos musclés

Les militants et sympathisants de la Ligue, nouvelle force montante de la ville et de la région, préfèrent se rassembler devant la mairie, devenue leur place forte depuis le triomphe de cette formation, le 21 juin dernier aux élections municipales.

Cette division traduit bien la perplexité qui a fait suite à l'émotion et à la colère : lorsque les criminels restent sans voix et

à Milan pour s'être donné une municipalité dominée par les partisans de la « République du Nord », Umberto Bossi, le chef de la Ligue, va beaucoup plus loin en parlant d'une « bombe d'Etat » dont les auteurs se trouvent « au cœur même des institutions en train de mourir. Cet attentat me rappelle les dernières actions criminelles du phalangisme espagnol. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs qu'il est revendiqué par une certaine phalange armée », affirme-t-il.

Ces propos musclés, destinés à déstabiliser le gouvernement de Rome – obéissant aux élections pour l'Assemblée de la Ligue s'estime actuellement bien placée, mettent le maire de Milan, Marco Formentini, quelque peu en porte-à-faux. En fonction depuis moins d'un mois, porté par la vague montante de la Ligue, il est aujourd'hui d'abord soucieux d'apparaître comme celui qui unit ses concitoyens face à l'adversité plutôt que comme celui qui mobilise ses partisans pour partir à l'assaut du pouvoir.

## Détermination des autorités

Tout le monde cependant se rejoint sur un point : le soutien aux juges milanais de l'opération « Mains propres ». Dans les deux cortèges, celui de la gauche comme celui de la Ligue, nombreux étaient les slogans invitant les magistrats à ne pas se laisser impressionner par la terreur. Ceux-ci ont d'ailleurs immédiatement répondu présents : « Ils (les terroristes) se font des illusions s'ils espèrent arrêter le changement », affirme Saverio Borelli, procureur général de Milan. Gerardo D'Ambrosio, coordinateur de l'opération « Mains propres », est encore plus ferme : « Nous sommes prêts à donner jusqu'à notre vie pour pouvoir continuer à faire notre travail », explique-t-il, en signalant qu'après l'attentat de nombreux magistrats lui ont fait savoir qu'ils allaient suspendre leurs vacances pour se remettre au travail.

Cette détermination des autorités politiques et judiciaires n'est pas pour déplaire à la majorité des Milanais qui voudrait bien, en rentrant de vacances, retrouver leur ville nettoyée des miasmes de corruption et d'incurie administrative. Cependant, l'attentat de la via Palestro et surtout la personnalité des victimes leur ont donné l'occasion de réfléchir à certains slogans simplistes propagés par ceux qui voudraient détacher la Lombardie et le nord de l'ensemble italien.

Sur les lieux de l'attentat, une vieille dame venue porter un modeste bouquet en souvenir des victimes s'en prend à un propagandiste exalté de la Ligue : « Il y a tant de gens qui sont morts avec Garibaldi pour l'unité de l'Italie, et vous voulez qu'il y ait d'autres qui meurent pour qu'elle se divise ! »

LUC ROSENZWEIG

CROATIE : malgré les menaces serbes de bombardement

## Le pont de Maslenica a été ouvert à la circulation

Le pont de Maslenica (en Dalmatie) a été ouvert, jeudi 29 juillet, à la circulation automobile sous contrôle de la police croate, a annoncé l'agence officielle croate Hina. En vertu d'un accord conclu à la mi-juillet par les autorités croates et les rebelles serbes de Krajina, les forces de Zagreb doivent avoir évacué cette région au 31 juillet, avant que celle-ci ne soit confiée aux « casques bleus ».

Le gouvernement croate a, toutefois, réaffirmé que les forces serbes remettent leur armement lourd à la Force de protection de l'ONU (FORPRONU).

La monnaie croate reprend le nom que lui avaient donné les Oustachis. – Le Parlement croate a décidé, jeudi 29 juillet, de changer le nom de la monnaie nationale – le dinar – pour lui donner celui de « kuna », employé par le régime pro-nazi dirigé par Ante Pavelic durant la seconde guerre mondiale, de 1941 à 1945. Le dinar était la monnaie en circulation dans l'ex-Yougoslavie, dont le nom avait été repris par la République de Croatie au lendemain de son indépendance. – (Reuters)

Avec Le Monde sur Minitel - par téléphone

Admission :

INA - ENSAE SEA

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Le Monde des DEBATS

## QUELLE LANGUE POUR L'EUROPE ?

Si l'Europe se fait vraiment elle devra bien parler un langage commun. Forcément l'anglais ? Les jeux ne sont pas faits, mais presque, du moins pour la communication utilitaire. Comment alors sauver la culture européenne, qui ne peut s'exprimer qu'à travers une langue ou des langues européennes ?

Numéro spécial été - 30 F

L'ABUS D'ALCOOL

شركة ابي الحسن

(Publicité)

ITALIE : après l'attente

# Années entre colère et pitié

Après une longue attente, les Italiens ont pu voir, hier, le visage de leur président de la République, Oscar Luigi Scalfaro. Le chef de l'Etat a été élu le 10 mai 1992, mais sa prise de fonction a été retardée par des problèmes de santé. Hier, à 8 heures, il a officiellement commencé son mandat. Scalfaro, 78 ans, est un homme discret, modeste, qui a passé une grande partie de sa vie à l'étranger. Il a été élu président de la République à la suite de la démission de Ciriaco De Mita. Scalfaro a été élu par le Parlement italien, composé de la Chambre des députés et du Sénat. Il a obtenu 585 voix sur 630. Scalfaro est un homme de loi, ancien juge, qui a travaillé pendant des années à la Cour de cassation. Il a une longue expérience de la magistrature et de la politique. Sa prise de fonction est attendue avec intérêt par les Italiens, car il est considéré comme un homme capable de mener à bien son mandat. Scalfaro a promis de travailler pour la paix et la stabilité du pays. Il a également promis de défendre les droits de l'homme et de promouvoir la justice sociale. Sa prise de fonction marque le début d'une nouvelle ère pour l'Italie.



Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a officiellement commencé son mandat hier. Il a été élu le 10 mai 1992, mais sa prise de fonction a été retardée par des problèmes de santé. Scalfaro, 78 ans, est un homme discret, modeste, qui a passé une grande partie de sa vie à l'étranger. Il a été élu président de la République à la suite de la démission de Ciriaco De Mita. Scalfaro a été élu par le Parlement italien, composé de la Chambre des députés et du Sénat. Il a obtenu 585 voix sur 630. Scalfaro est un homme de loi, ancien juge, qui a travaillé pendant des années à la Cour de cassation. Il a une longue expérience de la magistrature et de la politique. Sa prise de fonction est attendue avec intérêt par les Italiens, car il est considéré comme un homme capable de mener à bien son mandat. Scalfaro a promis de travailler pour la paix et la stabilité du pays. Il a également promis de défendre les droits de l'homme et de promouvoir la justice sociale. Sa prise de fonction marque le début d'une nouvelle ère pour l'Italie.

## Un ancien président du conseil en cause dans le scandale Enimont

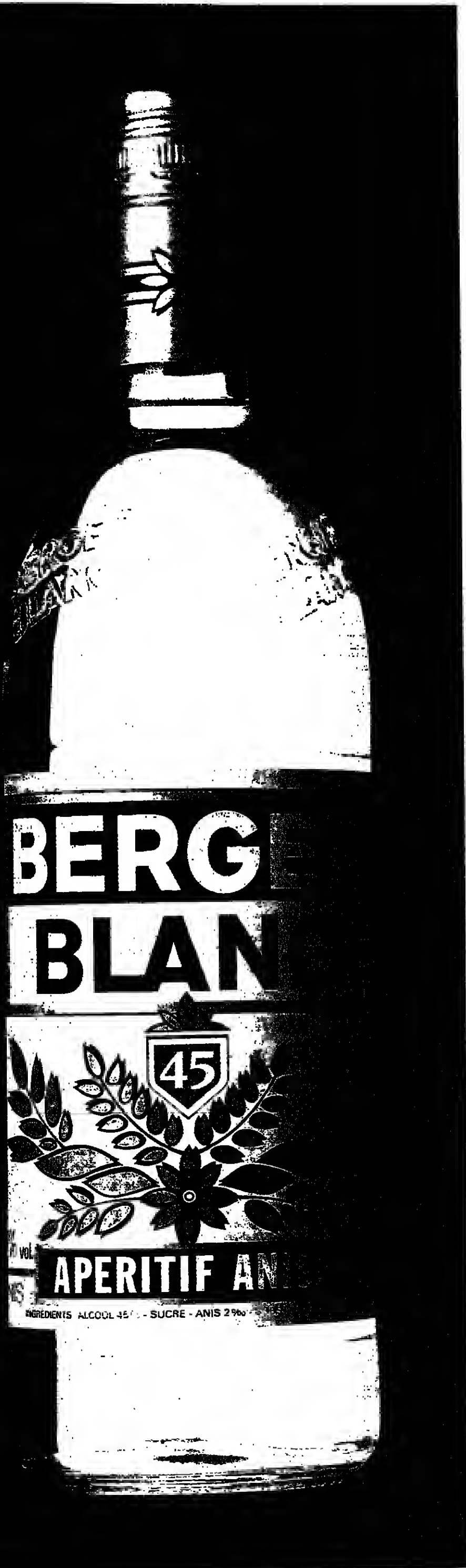
Un ancien président du conseil, Oscar Luigi Scalfaro, est en cause dans le scandale Enimont. Scalfaro a été élu président de la République le 10 mai 1992, mais sa prise de fonction a été retardée par des problèmes de santé. Scalfaro, 78 ans, est un homme discret, modeste, qui a passé une grande partie de sa vie à l'étranger. Il a été élu président de la République à la suite de la démission de Ciriaco De Mita. Scalfaro a été élu par le Parlement italien, composé de la Chambre des députés et du Sénat. Il a obtenu 585 voix sur 630. Scalfaro est un homme de loi, ancien juge, qui a travaillé pendant des années à la Cour de cassation. Il a une longue expérience de la magistrature et de la politique. Sa prise de fonction est attendue avec intérêt par les Italiens, car il est considéré comme un homme capable de mener à bien son mandat. Scalfaro a promis de travailler pour la paix et la stabilité du pays. Il a également promis de défendre les droits de l'homme et de promouvoir la justice sociale. Sa prise de fonction marque le début d'une nouvelle ère pour l'Italie.

Le Monde

## LES PARADOXES DE LA PAUVRETE

REPORTAGE

de Jean Guéhenneuc



EN ETE,  
L'EAU  
EST  
ENCORE  
PLUS RARE.  
NE LA  
GASPILLEZ  
PAS.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

Dessins



## AFRIQUE

TUNISIE : M. Ben Ali reconduit à la tête du RCD

## Le congrès du parti au pouvoir est placé sous le signe de la « persévérance »

TUNIS

de notre correspondant

En plaçant sous le signe de la « persévérance » son congrès quinquennal qui s'est ouvert jeudi 29 juillet à Tunis, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui exerce sans partage le pouvoir, en a d'emblée tracé la voie. Ce sera la continuité et aucun changement n'est à attendre dans la ligne suivie depuis l'accession à la tête de l'Etat, il y a bientôt six ans, de M. Ben Ali, qui a été reconduit par acclamations, dès le début des assises, à la présidence du parti.

Lors de la séance inaugurale, le président a prononcé un discours délibérément mobilisateur, en rappelant que le RCD est le concepteur « des grandes orientations de la politique générale du pays » et qu'il lui appartient d'approfondir et d'enrichir les réformes politiques, économiques, sociales, culturelles... déjà entreprises et « qui ont commencé à porter leurs fruits prometteurs ».

Pour M. Ben Ali, le congrès doit représenter « l'annonce d'une nouvelle étape dans la vie du parti et de la nation », et s'« il est indispensable de prendre énergiquement les choses en main », il faut savoir, a-t-il averti les mille huit cents congressistes, que « l'époque de la torpeur, du laxisme et de l'antipolitisme est désormais révolue ».

## Intérêts et privilèges

S'il a tenu à insister sur une nécessaire participation accrue à la vie publique des femmes et de la jeunesse, « qui n'ont pas bénéficié de tout l'intérêt qui leur est dû », le président n'a abordé dans le détail aucun des grands problèmes qui

demeurent au centre du débat, dans les différents milieux politiques et socioprofessionnels : la démocratisation, dont la pratique est encore souvent éloignée des discours officiels ; le pluralisme, à huit mois des prochaines élections législatives, qui devraient permettre, après un amendement du code électoral, l'entrée de représentants de l'opposition (invitée à l'ouverture du congrès) à la Chambre des députés ; la place qu'il convient de réserver au social, à l'heure de l'économie de marché...

Autant de questions qui ont fait l'objet de débats souvent très vifs, lors des réunions préliminaires au congrès, tenues au cours des derniers mois dans les différentes structures du RCD, au sein desquelles demeurent encore des nostalgiques du parti unique, attachés à leurs intérêts et à leurs privilèges. Est-ce la raison pour laquelle M. Ben Ali a cru bon d'insister longuement sur son opposition à l'« émergence de courants, d'aires ou de factions » ?

Quoi qu'il en soit, la discipline étant de règle, surtout à la veille de la formation du nouveau comité central (1), aucune synthèse ne s'imposait. Et il y a tout lieu de penser que les projets de motions et résolutions préparés par des commissions, présidées pour la plupart par des membres du gouvernement, seront adoptés sans la moindre difficulté.

MICHEL DEURÉ

## SOMALIE

## Rome et Washington veulent « réactiver le processus de paix »

L'Italie et les Etats-Unis se sont déclarés d'accord pour « réactiver le processus de paix » en Somalie, jeudi 29 juillet, au cours d'une réunion entre le ministre des affaires étrangères italien Beniamino Andreatta et le coordinateur en Somalie du département d'Etat américain David Shinn.

Alors qu'une vive controverse avait opposé le gouvernement italien aux Nations unies, mi-juillet, à propos du rôle de l'ONU en Somalie, le ministre italien a souligné dans un communiqué la « concor-

dance de vues » de l'Italie et des Etats-Unis sur « la nécessité de préserver et de relancer les objectifs politiques de la présence des Nations unies » en Somalie.

Sur place, le redio du général Mohamed Farah Aidid, qui émet clandestinement, a appelé la population à lacer des attaques-suicides contre les forces de l'ONU, en s'attachant des grenades sur le corps et en se jetant sur le quartier général des Nations unies comme « des bombes humaines ». — (AFP.)

ANGOLA : une démarche de députés français de la majorité en faveur de l'UNITA. — Dans une lettre adressée à l'ambassadeur d'Angola à Paris, sept députés français ont fait part, jeudi 29 juillet, de leur souhait de renouer, en octobre, sept parlementaires de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), dans le cadre d'un « jumelage symbolique ».

L'invitation émane de cinq élus UDF (Didier Bariani, Daniel Colin, Claude Gosselin, Gilles de Robien et Yves Verwilt) et de deux RPR (Eric Rault et Jacques Maccieu-Arns). Les élections législatives de septembre 1992 en Angola avaient été rapidement suivies de la reprise de la guerre, à la suite de la défaite de l'UNITA. — (AFP.)

CONGO : l'opposition a libéré dix-sept prisonniers. — La coalition de l'opposition a libéré, jeudi 29 juillet, dix-sept personnes qu'elle détenait à la suite de la crise politique. Selon certaines d'entre elles, qui étaient détenues au domicile de l'opposant Bernard Kolelas, quatorze autres personnes, gravement blessées au cours de tortures, auraient disparu. L'opposition a reproché à la mouvance présidentielle de ne pas avoir libéré ses propres prisonniers. — (AFP, Reuters.)

LIBERIA : le président intérimaire appelle à l'unité la France et la Grande-Bretagne. — Le président du gouvernement intérimaire, Amos Sawyer, a lancé, jeudi 29 juillet à Monrovia, un appel à la France et à la Grande-Bretagne afin que la mise en œuvre du processus de paix soit accélérée. Au cours d'une conférence de presse, il a souligné qu'une demande prise en compte par les Etats-Unis. Selon l'ambassade américaine à Monrovia, Washington a fourni 270 millions de dollars en assistance aux victimes du conflit et 28,7 millions de dollars à la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest. — (AFP.)

MALAWI : le pouvoir exerce la

## ASIE

JAPON : face à une coalition d'opposition sans imagination

## Yohei Kono succède à Kiichi Miyazawa à la tête du Parti libéral-démocrate

TOKYO

de notre correspondant

En quarante-huit heures, le Japon a connu deux changements de chef de gouvernement. Le 28 juillet, Yohei Kono a succédé à Kiichi Miyazawa à la tête du Parti libéral-démocrate. Succédant à son tour à la présidence du PLD, M. Kono a obtenu deux cent-huit voix contre cent cinquante-neuf pour M. Watanabe. Il sera la tâche, aussi nouvelle que délicate, de diriger un PLD entré dans l'opposition. Son passé d'ex-« dissident » réformateur et une bonne image dans les médias constituent ses principaux atouts.

La nouvelle donne politique suscitée des commentaires mitigés dans la presse et l'opinion : beaucoup semblent partager le sentiment du comte de Lampédule dans le *Guépard* : « Tout bouleverser pour que rien ne change ». Incontestablement, des changements sont intervenus. Pour la première fois depuis 1955, le PLD ne sera sans doute plus au pouvoir dans quelques jours et, autre première, le parti socialiste (PSJ) participera à un cabinet de coalition, ce qui ne lui était pas arrivé depuis 1947. Mais la mutation reste incomplète.

## M. Hata dans l'ombre

C'est sans doute ce qui explique le scepticisme et une certaine indifférence de l'opinion qui assiste, des jeux de pouvoir sans doute plus ouverts qu'auparavant, car les protagonistes sont plus divers, mais dont la substance fait défaut. Le seul point acquis est que le PLD est, momentanément, évincé du pouvoir. Excepté l'instabilité et les risques de paralysie politique, les Japonais ne semblent pas attendre grand-chose d'une coalition qui met fin au règne du PLD sans proposer autre chose... que la poursuite de la politique de ce dernier. La plateforme présentée jeudi par la coalition pour l'ouverture d'un « nouveau chapitre » dans l'histoire du Japon est d'une imagination générale.

A part la réforme électorale, leur cheval de bataille, les partis coalisés s'engagent à respecter la Constitution, à poursuivre la politique diplomatique et de défense existante, à jouer un rôle actif dans le maintien de la paix et du désarmement, à maintenir le traité de sécurité avec les Etats-Unis, à poursuivre la coopération avec les Nations unies pour les missions de paix et à contribuer à la stabilité en Asie.

PHILIPPE PONS

## Un ancien conservateur dissident

TOKYO

de notre correspondant

Agé de cinquante-six ans, Yohei Kono a été parmi les membres du PLD qui, dans les années 70, avaient senti que le parti au pouvoir commençait à dériver dangereusement d'un usage massif de fonds politiques dans les élections par le premier ministre Kakuei Tanaka et la symbiote du plus alarmant. Fils de l'une des grandes figures du camp conservateur d'après-guerre, M. Kono, qui avait commencé sa carrière comme homme d'affaires, a été élu pour la première fois à la Diète en 1987. Il quitta le PLD en 1978 pour former le Nouveau Club libéral, dont il assumait la présidence.

Cette initiative fut suivie par l'opinion publique mais n'eut pas un grand avenir. Manque de fonds, orientation peu claire, faible représentation, le NCL ne joua jamais un grand rôle sinon de force d'appoint du PLD : ce fut notamment le cas à la suite des élections de 1993. M. Kono devint en 1995 ministre des affaires étrangères et des techniques du cabinet Nakasone, mais ne démit jamais un portefeuille important. En 1998, dix ans après leur incartade, amère, M. Kono et les autres membres du NCL retournèrent dans le giron du PLD. Mambro du clan Miyazawa, M. Kono assumait actuellement les fonctions de chef du secrétariat du cabinet.

Ph. P.

Ambassadeur de Singapour depuis 1978

## David Marshall a quitté la France

David Saul Marshall, ambassadeur de Singapour en France depuis juillet 1978, a quitté définitivement son poste, vendredi 30 juillet. Avec son départ, c'est une des figures les plus flamboyantes du monde diplomatique parisien qui s'en va. Connu pour son franc-parler et son amour de la vie, francophile et francophone dans l'âme, « J'ai découvert la langue française comme un canard trouve son lac », dit-il — cet avocat, né en 1908 d'une famille d'origine juive irakienne, a eu une carrière exceptionnelle avant de représenter son pays en France : prisonnier des Japonais pendant la guerre, premier chef du gouvernement de

l'Etat sous les Britanniques (1955-1956) — c'est à cette époque qu'il négocia avec Zhou Enlai le départ des derniers juifs de Chine — il s'opposera, comme juriste et humaniste, à l'antiracisme de son successeur Lee Kuan Yew. David Marshall a aussi été trente-huit ans l'avocat du consulat général et de l'ambassade de France. Pendant son séjour en France, d'une exceptionnelle durée, il aura été l'avocat permanent et convaincant d'un renforcement de la présence française en Asie du Sud-Est qui ne se réduise pas aux pays de l'ex-Indochine.

P. de B.

## A TRAVERS LE MONDE

## EGYPTE

Middle East Watch demande que cessent les exécutions d'islamistes

L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Middle East Watch (MEW) a demandé, dimanche 25 juillet, aux pays occidentaux de « condamner publiquement » les procès d'islamistes égyptiens devant des tribunaux militaires et les exécutions des accusés condamnés à mort par ces tribunaux.

Dans un communiqué, MEW demande particulièrement à l'administration Clinton de rappeler aux autorités égyptiennes que l'aide américaine est interdite aux pays dont le gouvernement est engagé dans une pratique de violations flagrantes des droits de l'homme. L'aide américaine à l'Egypte s'élève à 2,1 milliards de dollars par an. Quinze militants islamistes ont été exécutés ces deux derniers mois en Egypte sur décision de tribunaux militaires, à la suite de procès qualifiés d'« iniques » par Amnesty International.

Dans une déclaration à des journalistes égyptiens, le ministre de l'Intérieur Hassan El Ali a reconnu que des violations des droits de l'homme avaient été commises à l'encontre de terroristes présumés égyptiens, mais il a précisé qu'il s'engageait à enquêter sur tous les « excès » qui pourraient avoir lieu. — (AFP, AP.)

## HONGKONG

Le gouverneur Patten s'impatiente de la lenteur des négociations avec Pékin

Le gouverneur de Hongkong a manifesté, jeudi 29 juillet, à Londres son impatience sur l'état des négociations sino-britanniques pour l'organisation d'élections dans la colonie, craignant que na vienne un moment « où il sera trop tard ». « Je ne pose pas d'ultimatum ni de date limite », a déclaré Chris Patten à l'issue d'un entretien avec le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd. « Mais il y a un point au-delà duquel on ne peut aller si l'on veut voir des élections libres et justes ». Les négociations, commencées en avril, ont pour but de trouver un compromis sur l'organisation de la dernière consultation dans le territoire avant son retour à la Chine en 1997. Pékin a, en effet, catégoriquement rejeté les réformes démocratiques présentées par M. Patten en octobre dernier. — (AFP.)

## TURQUIE

Enlèvement d'un journaliste d'un quotidien pro-kurde

Un journaliste du quotidien pro-kurde *Ogur Gundem*, Farhat Tepe, a été enlevé, mercredi 28 juillet à Bitlis, dans l'est du pays, par une organisation inconnue. L'Unité turco-ottomane de vengeance, probablement un groupe nationaliste turc opérant dans le sud-est anatolien, à majorité kurde. Cette organisation a réclamé en échange de la libération du journaliste, celui des « quatre Français » enlevés par le PKK, le parti des séparatistes kurdes, selon *Ogur Gundem*.

Par ailleurs, l'organisation humanitaire Médecins du monde s'est déclarée prête, jeudi, à « faciliter sur les plans politique et humanitaire » la libération des six touristes, dont quatre Français, retenus en otages par le PKK. La veille, dans un communiqué daté du mercredi 28 juillet, l'Armée populaire de libération du Kurdistan, aile militaire du PKK, faisait savoir « être disposée à libérer les touristes en cas d'intervention d'organisations internationales ». « Si une organisation internationale sera forcée au Kurdistan, les touristes seront relâchés », ajoutait le communiqué. Plus de cent « rebelles » kurdes ont été d'autre part tués ces derniers jours dans la région d'Agri lors d'opérations de l'armée turque, selon le préfet de cette région. — (AFP, Reuters.)

## Le Monde

PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements :

46-62-74-43

## POLITIQUE

La préparation de

## Les minoritaires du PS « mitterrandiste »

Francis Mitterrand n'avait pas envoyé de message aux socialistes lors de leurs deux congrès à Lyon. Debut juillet, il avait expliqué qu'il n'avait pas le temps de le faire. Mais la veille du congrès de la gauche, il avait écrit à la gauche du PS les prochaines élections sont cruciales pour le PS. Il a écrit : « Le PS est le seul parti capable de mener à bien la tâche de la gauche. C'est pourquoi, en tant que président de la République, j'ai adressé un message au congrès de la gauche ».

Le message de M. Mitterrand a été reçu avec une certaine émotion par les socialistes. Mais il a été interprété de différentes manières. Certains ont vu dans ce message une volonté de rapprochement avec la gauche. D'autres ont vu une volonté de séparation. Mais il a été interprété de différentes manières. Certains ont vu dans ce message une volonté de rapprochement avec la gauche. D'autres ont vu une volonté de séparation.

## POINT DE VUE

## Adieu à la gauche

par Maurice Laperrousse

Bien nombre de socialistes ont été surpris par le message de M. Mitterrand. Ce message, qui était censé être un message de rapprochement avec la gauche, a été interprété de différentes manières. Certains ont vu dans ce message une volonté de rapprochement avec la gauche. D'autres ont vu une volonté de séparation. Mais il a été interprété de différentes manières. Certains ont vu dans ce message une volonté de rapprochement avec la gauche. D'autres ont vu une volonté de séparation.

## Perpignan montre la voie

Aussi différents soient-ils, les socialistes, aujourd'hui, la même combat au sein des Verts et de la gauche. Ils ont le même objectif : la victoire. Mais ils ont des méthodes différentes. Certains ont choisi la violence. D'autres ont choisi la non-violence. Mais ils ont le même objectif : la victoire.

Les résultats décevants aux élections législatives, qui n'ont pas permis la recomposition politique espérée autour d'un épiscopat écologiste, nous interpellent : face aux mutations angossantes de nos sociétés et à la complexité des rapports démographiques, économiques et sociaux qui se jouent à l'échelle planétaire, l'alternative écologiste n'est-elle pas la seule véritablement nouvelle ?

55



## POLITIQUE

La préparation du congrès d'octobre

# Les minoritaires du PS défendent une ligne « mitterrandiste » et européenne

François Mitterrand n'avait pas envoyé de message aux socialistes lors de leurs états généraux, à Lyon, début juillet. Lors de son entretien télévisé du 14 juillet, il avait expliqué qu'il réservait cette attention aux congrès du PS. Les prochaines assises sont prévues pour le mois d'octobre mais, par personnes interposées, le président de la République a déjà adressé son message au congrès : un message européen.

Si l'on considère que la motion déposée par Louis Mermaz et Roland Dumas, deux de ses proches et anciens ministres, se réclame de la fidélité au mitterrandisme, que celle des amis de Jean Poperen - repus à l'Elysée récemment - mène contre Michel Rocard une charge qui ne saurait lui déplaire et que, enfin, les amendements qui préparent deux autres anciens ministres, Martine Aubry et Elisabeth Guigou, citées par le chef de l'Etat le 14 juillet, reflètent à l'évidence ses pensées sur ce que devraient être les orientations du PS dans la période à venir, François Mitterrand a fait parvenir, par personnes interposées, trois messages aux socialistes.

Alors qu'aucun entretien avec le président de la direction nationale du PS n'est inscrit sur l'agenda de

M. Mitterrand, l'entourage de ce dernier constate que les ponts sont rompus. L'initiative de cette cassure doit-elle être imputée à l'ancien premier ministre, qui avait déclaré par exemple, pendant la campagne des élections législatives, que les Français avaient « un compte à régler » avec le chef de l'Etat ? Ou bien revient-elle à ce dernier, qui a toujours refusé son aval à la candidature - « virtuelle », puis « naturelle », enfin probable - du maire de Conflans-Sainte-Honorine à sa succession ? On observe en tout cas, à l'Elysée, que M. Rocard inscrit son entreprise de conquête de l'opposition dans une logique de rupture avec l'ère Mitterrand, ce qui ne peut gêner le président de la République à y apporter son concours.

M. Aubry et Guigou, qui avaient adressé à M. Rocard une lettre critiquant les insuffisances de la motion « Refonder », s'enveniment par les courants majoritaires pour le congrès d'octobre, estiment que leurs observations n'ont pas été prises en compte et prévoient de présenter, à la rentrée, des amendements soumis au vote des militants. Les sujets sur lesquels porteront ces amendements sont révélateurs : il s'agit, d'abord, de défendre le bilan des socialistes au pouvoir et la politique européenne menée par M. Mitterrand. Les deux anciens ministres demandent, en outre, une meilleure définition des priorités

économiques et sociales et des choix plus précis en matière de lutte contre le chômage. La présentation d'amendements ne pouvant servir de base à une candidature au futur conseil national du parti, M. Aubry et Guigou pourraient figurer sur le contingent de sièges réservés aux fabriqués par l'accord conclu début juillet entre les courants principaux.

### « L'unité dans la clarté »

MM. Mermaz et Dumas ont eboisé, eux, une autre méthode, celle d'une motion, intitulée « Unité dans la clarté », qui dénonce le fait que « les postes sont déjà réservés entre les courants » et refuse cette « confiscation de la parole des militants ». « Pour nous, écrivent ses auteurs, l'unité - que nous voulons - résultera d'un dialogue franc et sincère et conduira une recherche collective. Préférer se tourner vers l'avenir plutôt que de s'étendre sur le bilan... » Depuis 1988, estiment-ils, une coupure certaine s'est manifestée entre les socialistes et le monde du travail... « Ces deux anciens ministres et leurs amis critiquent l'hypothèse, aujourd'hui abandonnée, d'un changement de nom du PS et affirment : « Nous devons être fiers du parti de Jean Jaurès, de Léon Blum et de François Mitterrand. » Sans attaquer ouvertement M. Rocard et ses

alliés, leurs propositions, appuyées sur les thèmes traditionnels du PS, laissent transparaître le soupçon de réversionnisme à l'encontre de la direction du parti.

La critique du rocardisme est, en revanche, tout à fait explicite dans la motion des amis de M. Poperen, intitulée : « Face aux grands défis : une volonté à gauche ». Pour ses auteurs, « l'arrivée du courant rocardien à la tête du PS » est « la consécration d'une ligne de consensus, de refus de la confrontation sociale ». « C'est le regret d'initiatives d'ensemble, d'une dynamique du mouvement social, affirmant les bénéfices du pragmatisme parcellaire du socialisme de proximité : la paix sociale par les sources merguez. » Ils défendent, au contraire, l'idée que l'« alternance démocratique » doit aller de pair avec un « nouveau contrat social », qui suppose « la conjugaison, pour la cohésion de l'ensemble des forces du travail » en Europe.

L'engagement européen est souligné, aussi, dans le texte de MM. Mermaz et Dumas, comme il doit l'être dans les amendements de M. Aubry et Guigou, alors que la motion « Refonder » refuse l'amalgame entre européens de gauche et de droite. Faut-il voir la nouvelle frontière entre le rocardisme et le mitterrandisme ?

PATRICK JARREAU

### POINT DE VUE

## Adieu à la gauche

par Maryse Lapergue

BON nombre d'écologistes s'accrochent à la gauche mytique, celle des valeurs, que chacun évoque de la façon qui lui convient : la saute (européenne), le diable, pour Dominique Joyeux, qui voit en Jean-Pierre Chevènement le jacobin, l'allié naturel des écologistes, après avoir roulé pour Michel Rocard (et contre la candidature écologiste) entre les deux tours des législatives et pour Guy Herminier, Alain Lipietz, son complice des Verts pluriels, volant, quant à lui, au secours de... Georges Marchais ! A la saute suppléée pour les notables de Midi convertie à l'écologie politique, comme Yves Piatrasinski, quand celle-ci leur ouvre les portes des antichambres (et des ministères) ministérielles et qui, aujourd'hui, échoue aux législatives et proximité de l'échec européen obligent, voudraient offrir le mouvement écologiste à Teple via les radicaux de gauche (ressuscités par la grâce de l'Internet) comme l'écologie du PS. A la saute maugouille parfumée d'OPA politique, enfin, pour les anciens gauchistes, comme Harlem Désir, qui trouvent dans la soudaine nostalgie qu'ils éprouvent pour le grand frère social-démocrate l'occasion de s'adonner aux manœuvres d'appareil qu'ils préfèrent à toute autre pratique politique.

### Perpignan montre la voie

Aussi différents soient-ils, ils mènent, aujourd'hui, le même combat au sein des Verts et de Génération Ecologie : sauver la gauche ou la refonder, la recomposer - peu importe le terme - à tout prix. Allés objecter en la circonstance, ils déboulent ceux qui ont accepté de tuer le père (le collectivisme sous toutes ses variantes), meurtre qui n'était pour eux que parodie et simulacre. Refusant inconsciemment la faillite du marxisme, minimisant l'ampleur de la déroute des appareils politiques, ils récusent tout passage à l'acte qui se traduirait par « l'adieu au prolétariat » et l'adieu aux partis censés l'incarner.

Les résultats décevants aux élections législatives, qui n'ont pas permis la recomposition politique espérée autour d'un épiscopat écologiste, nous interpellent : face aux mutations angossantes de nos sociétés et à la complexité des rapports démographiques, économiques et sociaux qui se jouent à l'échelle planétaire, l'alternative écologiste n'est pas convaincante. Moins rassurante que les appareils traditionnels, pourtant très contestés, l'écologie politique n'a pas conduit sur un électorat inquiet. Elle se trouve ainsi à la croisée des che-

mine : soit témoigner, soit composer.

A Perpignan, trois mois à peine après la ratification de la loi, lors d'élections municipales entrecoupées, les électeurs ont renvoyé sèchement la liste UPR, conduite par deux députés RPR et UDF et truffée de conseillers généraux et de responsables de partis « traditionnels ». Trois mois après un vote féroce qui démentait les sondages - notamment en ce qui concerne les écologistes - les électeurs ont porté à la mairie d'une ville de plus de cent mille habitants une liste « modératiste », conduite par un CDS dissident et où figuraient (et sont élus) sept membres de la Génération Ecologie, parmi des socioprofessionnels, des régionalistes, des diverses formations (MRG, réformateurs, PS, RPR) et, pour bon nombre d'entre eux, encore encartés.

A Perpignan, Génération Ecologie se réjouit de son passage à l'acte : face à une équipe qui accepte lucidement d'être un laboratoire de réflexion et d'action, l'opposition municipale est faite aujourd'hui de quatre groupes, le PS, le RPR, l'UDF et le Front national. Incidents et des militants politiques et gauchistes, l'expérience perpignanaise est totalement cohérente dans la société française de 1993. Et c'est pour cela qu'elle n'intéresse pas les idéologues, dans le mouvement écologiste comme dans les autres formations politiques, bien qu'elle suscite intérêt et soutien de partout en France.

Qu'en est le mouvement écologiste ? Il est durement secoué par son enfance perdue de la gauche, qui pensait le ressusciter via la pensée écologiste, seul remède acceptable à leur désert idéologique. Chez les Verts, nourris depuis leur fondation d'une culture d'opposition, l'arrivée de la droite au pouvoir provoque la montée d'une réflexion basiste, des réflexes basistes, ce qui bloque l'organisation, aujourd'hui au point de stratégie.

Il appartient à Génération Ecologie, dans le droit fil de l'écologie réaliste qui a présidé à sa fondation, de refuser l'enfermement simpliste du débat gauche-droite. Elle doit contribuer avec modestie et pragmatisme à l'émergence d'alliances d'un nouveau type, loin des sentiers battus du champ politique traditionnel. Parce que notre démarche est improbable, comme l'a été, il y a une année, la construction de Génération Ecologie, nous réussirons notre aventure.

Maryse Lapergue, adjointe (GE) au maire de Perpignan, est conseillère régionale du Languedoc-Roussillon.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre d'Alain de Benoist

Après l'article de Roger-Pol Droit intitulé « Les mots et les faits » (Le Monde du 17 juillet), Alain de Benoist nous a adressé la lettre suivante :

Etant une nouvelle fois mis en cause par M. Roger-Pol Droit, je tiens à apporter les réponses suivantes.

Un jour et ce jour est publié par une vingtaine d'éditeurs de toutes opinions. M. Droit en choisit un qui lui convient, en l'occurrence l'un de mes éditeurs allemands, M. Wiegert Grabert. Il fait de croire qu'un auteur partage nécessairement les idées de ceux qui l'écrivent ou celles des auteurs avec lesquels il voisine. Il affirme que cet éditeur, qui n'avait pas trois ans en 1945, est un ancien collaborateur de Rosenberg (sic). Il m'attribue, chez cet éditeur, la direction d'un « ouvrage sur la Grande Allemagne », ce qui est faux, car cet ouvrage n'a jamais existé. (Je le défie bien entendu de produire un tel document.) Il met en cause un livre, paru dans une collection que je dirige, sur un peintre allemand qu'il accuse mensongèrement d'avoir été « sollicité pour un monument en l'honneur de Heydrich ». Ce livre, qui n'a pas été écrit par moi, ne se trouve dans aucune bibliothèque et ne se trouve dans aucune bibliothèque.

M. Droit met également en cause la mémoire de l'un des plus célèbres archéologues de ce siècle, Herbert Jankuhn, qui fut en effet, en compagnie de quelques trois cents autres personnalités de toutes opinions, membre du comité de patronage de la revue *Neuzeitliche Erde*. L'accusation, après d'autres, de pillages archéologiques dans l'Europe occupée, est la dédicace d'apporter la moindre preuve à l'appui de cette fable. M. Droit ignore visiblement (ou veut ignorer) que l'insurrection ouverte après la guerre à ce sujet s'est conclue par un non-lieu et l'objet des plus hautes distinctions officielles, tant en Allemagne qu'à l'étranger. J'en tiens la liste détaillée à sa disposition. En France, c'est Simon Kalifa, membre du Centre d'études supérieures et de recherches sur les relations ethniques et le racisme européen de l'université Paris-XIII, qui rendait « hommage à la prudence, à l'objectivité, au talent et à l'opiniâtreté de Herbert Jankuhn » (*Etudes germaniques*, 1957, p. 361).

M. Droit prétend s'en tenir aux « faits ». Il n'a retenu que de microscopiques et il les sélectionne à sa guise. Il préfère parler des livres que j'ai écrits plutôt que de ceux que j'ai publiés. Il tient pour nulles les centaines de pages que j'ai consacrées à la critique du racisme et de la xénophobie, du nationalisme et du darwin-

nisme social. Il m'attribue des « liens » avec le Front national, dont la presse me traite régulièrement dans la boue pour avoir déclaré publiquement que les vues de ce mouvement, particulièrement en ce qui concerne l'immigration, ne soulèvent le cœur. Bref, il procède selon la méthode dite aux Etats-Unis « *Start with a conclusion* », qui consiste à écartier par avance tous les faits qui démentent la thèse que l'on entend soutenir.

Les éditions Grabert, à Tübingen, s'affirment révisionnistes depuis des années. Elles ont publié des ouvrages sous l'égide des chambres à gaz, tel le *Mythe d'Aschwinz*. Le « révisionnisme » figure explicitement sur la couverture de leur catalogue, parmi les axes de leur politique éditoriale. D'anciens nazis y publient. Alain de Benoist, qui dirige une collection.

L'éditeur actuel, Wiegert Grabert, succède en 1976 à son père, Herbert Grabert. Celui-ci figure du courant raciste « völkisch », considérant le national-socialisme comme une nouvelle religion, destinée à remplacer toutes les autres. Il travailla effectivement, de 1941 à 1945, au ministère des territoires de l'Est du Reich Rosenberg (voir sur ce point l'ouvrage de Kurt Tautz, *Beyond Engel and Siewitz*, *German Nationalism since 1945*, Wesleyan University Press, 1967, pp. 333-334).

Alain de Benoist n'a en effet pas dirigé l'ouvrage intitulé *Gedanken zu Grossdeutschland*, publié en 1990 sous la direction de Stefan Ullrich, non pas chez Grabert, mais chez Arno, éditeur de Berlin. Il a collaboré à ce livre dans lequel figurent notamment des contributions de Wolfgang Streeck, personnalité de l'extrême droite allemande, et de Marcus Baur, de la mouvance « nationale-socialiste ».

Dans la collection qu'il dirige chez Grabert, Alain de Benoist édite un ouvrage consacré au peintre Wilhelm Petersen, auteur d'une œuvre destinée à transmettre par l'image les valeurs du nazisme. L'ouvrage comporte deux cents illustrations. Quant à la lettre de Himmler à Petersen à propos d'un monument en l'honneur de Heydrich, elle se trouve mentionnée dans l'ouvrage de Joseph Wolf, *Die Bildende Kunst im Dritten Reich* (Sigmund Maier Verlag, 1963, p. 180).

Quant à l'archéologue Herbert Jankuhn, ancien grand SS et qui fut membre du comité de patronage de la revue *Neuzeitliche Erde*, de nombreux éléments sur ses comportements et ses pillages se trouvent dans l'ouvrage de référence de Michael H. Kater, *Das „Ahnenerbe“ der SS, 1933-1945* (Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1974). L'auteur de cette étude sur l'institution culturelle de la SS montre, notamment p. 156 et 157, comment Jankuhn et son Sonderkommando visitèrent les musées russes juste après une offensive, sous prétexte de « protéger » les œuvres d'art en les envoyant à Berlin.

La phrase de Simon Kalifa, en 1957 dans les *Etudes germaniques*, ne concerne nullement le comportement de Jankuhn pendant la guerre. Elle figure dans le bref compte-rendu d'un ouvrage de cet archéologue, paru en 1955, qui relate des fouilles menées en territoire allemand. La phrase citée par Alain de Benoist est copiée de son contexte, où il n'est question que de méthode scientifique. — R.-P. D.

## COMMUNICATION

Le renouvellement de la concession de la chaîne cryptée

# Canal Plus dans la ligne de mire du gouvernement

Jacques Friedmann, ancien président d'Air France et ancien conseiller d'Edouard Balladur, devrait être prochainement chargé par le gouvernement d'une mission concernant le renouvellement de la concession de Canal Plus.

Créée en 1984, la chaîne cryptée que dirige André Rousselet a en effet été placée sous le seul régime juridique qui existait à l'époque. Celui de la concession. Accordée en mars 1984, cette concession, en principe renouvelable, arrive à échéance dans deux ans, le 6 décembre 1995. Sauf modification du contrat de concession, il n'y a donc pas d'urgence.

Mais la loi du 30 septembre 1986, votée pour unifier le paysage audiovisuel, a changé la donne et oblige aujourd'hui les parties à rediscuter le dossier deux ans avant l'échéance. Car cette loi ne prévoit pas le renouvellement des concessions. Elle instaure un régime de droit commun unique pour toutes les chaînes privées, celui de l'autorisation. A ce moment dit, Canal Plus bascule du régime de la concession négociable avec les pouvoirs publics au régime de l'autorisation qui le place face au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). En vertu de la loi de 1986, seul le CSA est en mesure d'attribuer les autorisations d'émettre. Le réseau bertzien sur lequel Canal Plus est actuellement diffusé doit donc, à l'expiration de la concession, faire l'objet d'un appel d'offres ouvert à tous les candidats. On comprend qu'André Rousselet regimbe.

Un débat juridique difficile vient

d'anc de commencer. Canal Plus défend bec et ongles son droit à un renouvellement de concession, sur la base d'un décret du 14 mars 1986 qui approuve la concession et le cahier des charges. Le gouvernement, de son côté, dénuée avec quelque effacement le monopole de fait de Canal Plus sur la télévision payante et cherche une faille dans le système. M. Traubert, ministre de la culture, avait déjà ouvert le débat en demandant que le délai de diffusion des films sur Canal Plus, actuellement d'un an après leur sortie en salle, soit rallongé. La mission de M. Friedmann aura donc officiellement pour but de calmer un conflit potentiel et de traiter le dossier sereinement. La chaîne ne manque pas d'arguments : elle est devenue un groupe de communication à l'échelle européenne qu'il serait malvenu de mettre en difficulté. Elle est conçue également autour d'un « concept » (droits aux films et aux retransmissions sportives de haut niveau) qu'elle ne saurait trahir sans risquer d'ébranler les bases mêmes de son succès. Le gouvernement semble toutefois décidé à trouver prise sur un « système Canal Plus » qui verrouille toute nouvelle entrée dans le champ de la télévision payante. Reste que la Bourse a très mal réagi, jeudi 29 juillet, à l'annonce de la mission de M. Friedmann : le titre Canal Plus a chuté de 2,5 %. Une baisse qui devrait profiter politiquement à André Rousselet.

YVES MAMOU

### Six mois après sa création

## Le GIE « l'Express »-« le Point » reçoit l'aval de M. Alphanbéry

Edmond Alphanbéry, ministre des finances, qui présentait à la presse, jeudi 29 juillet, le rapport annuel de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), a annoncé qu'il avait donné son aval au groupement d'intérêt économique (GIE) créé en janvier 1993 par les hebdomadaires *l'Express* et *le Point*. Cette décision a été prise, a-t-il précisé, « après examen du dossier par le Conseil de la concurrence ».

La Générale occidentale, filiale du groupe Alcatel Alsthom et propriétaire de *l'Express*, avait imaginé, peu après son rachat de l'hebdomadaire *le Point*, de regrouper certains de ses titres dans une opération de fusion. Cette dernière opération, qui vient d'être autorisée, le conseil de la concurrence ayant jugé que, au sein du marché publicitaire, les hebdomadaires ne constituaient pas un marché spécifique.

### Examen du dossier des « DNA »

Edmond Alphanbéry a également indiqué que ses services examinaient le dossier du rachat des *Deuxième Nouvelles d'Alsace* (DNA) par le groupe de presse Hershman. « Ce n'est qu'après cet examen que je me prononcerai sur une éventuelle saisine du Conseil de la concurrence ».

a ajouté M. Alphanbéry en estimant que « sur le plan concurrentiel », le problème est d'abord, « celui du marché publicitaire, national et local ». Le ministre de la Justice devrait également se prononcer sur la légalité de l'opération. Il s'agit de savoir si le groupe Hershman, même s'il n'est pas le seul acheteur, viole la loi du 1er août 1986, qui fixe les seuils de concentration en matière de presse. C'est en tout cas la question que le dossier de la vente des DNA par Hachette devait officiellement prendre en compte.

Cette prise de contrôle majoritaire va-t-elle faire l'objet d'un maintien de cours, c'est-à-dire d'une extension de l'offre aux actionnaires minoritaires qui détiennent 49 % des titres ? La question n'a pas encore été abordée publiquement, mais une telle opération risque d'aggraver singulièrement la facture pour MM. Vernes et Hershman, qui devraient débours dans ce cas près de 300 millions de francs supplémentaires.

Enfin, M. Alphanbéry, qui a plaidé longuement en faveur du droit des consommateurs, a entrepris « de faire rétablir, sur France 3, à une heure de grande écoute, les émissions des organisations de consommateurs ». Exclues depuis décembre 1992 des heures de grande écoute, ces émissions, prévues par le cahier des charges de la chaîne, retrouvent leur créneau dans ce cas près de 300 millions de francs supplémentaires.

Y. M.

### La retransmission des événements sportifs à la télévision

## Le CSA donne un avis positif aux projets de décrets

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui avait été saisi pour avis par le gouvernement des projets de décrets destinés à régler les relations complexes entre les institutions sportives et les chaînes de télévision, a estimé, mercredi 28 juillet, que « le libre accès aux événements sportifs posé par la loi ne peut connaître de dérogeation qu'en raison des seules contraintes exigées par le bon déroulement de la compétition et par les capacités d'accueil de l'enceinte sportive ». Le CSA ajoute qu'« en fonction de ces contraintes », il appartient aux organisateurs de la manifestation sportive de « fixer le nombre des accreditations ». En revanche, la répartition de ces accreditations entre les équipes de télévision demandées ne devrait pas être laissée au bon vouloir des organisations sportives mais « aux syndicats

de presse reconnus par les organisations professionnelles, priorité étant accordée » aux chaînes de télévision « détentrices de droits exclusifs de retransmission ». Le CSA précise que « les équipes de télévision ont pour tâche de servir le public en offrant un accès aux événements sportifs qu'avec une seule caméra, sans autorisation expresse des organisateurs de la manifestation pour un nombre supérieur. Il conviendrait également de préciser, ajoute le CSA, que la diffusion des images captées par les services non détentrices de droits ne peut s'effectuer qu'à l'issue de la retransmission en clair de la manifestation par le service titulaire des droits ou après la retransmission en crypté de la compétition lorsqu'un service de télévision en crypté est le seul concessionnaire des droits d'exploitation ».



# SOCIÉTÉ

## Le cas Petetin

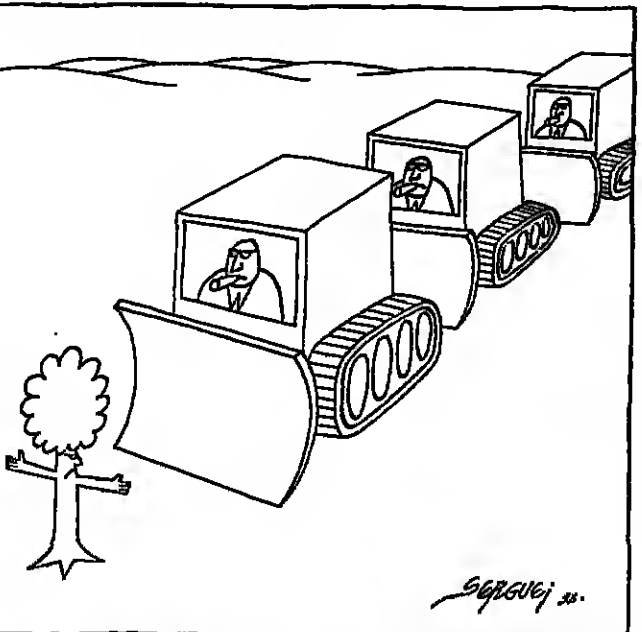
L'écologiste du Somport est en prison pour quatorze mois, victime d'une répression judiciaire disproportionnée

Eric Petetin est un cas. Issu de la bourgeoisie bordelaise, ancien élève du collège jésuite Tivoli et diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, il a consacré sa thèse de maîtrise d'histoire au père Dieudonné, un jésuite de Bordeaux qui avait organisé la résistance à l'occupant dans les Hautes-Pyrénées, et qui avait fondé le camp Bernard-Rouleau, à Barèges, où Eric Petetin passa plusieurs étés.

Tout naturellement, objet de la conscience, l'étudiant bordelais est affecté à l'Office national des forêts (ONF), à Mont-de-Marsan. Mais il s'y morfond et grette le papier et décide de faire son service civil en allant aider les paysans de la mon-

mieux placé pour mener la lutte contre le tunnel routier. Le 26 août 1991, avec une trentaine de militants de la Coordination pour le sauvetage active de la vallée d'Aspe, Eric Petetin arrache symboliquement les piquets et les rubans que les géomètres ont installés sur le futur rampe d'accès. Deux jours après, il est condamné à quinze jours de prison avec sursis pour dégradation de biens et entrave à la liberté du travail.

Les condamnations, en outre, vont plus loin, qu'il s'agisse d'outrage à agent lorsque Eric Petetin, une plume dans les cheveux, exécute une danse d'indien autour des gendarmes, ou lorsque des échauffourées



tagne, pendant deux ans. Cet acte d'insoumission à l'ONF lui vaudra son premier procès à Pau, où il sera condamné à 500 francs d'amende.

Saisi par le virus de la montagne en contact des paysans et bergers qu'il a aidés pendant son service, il décide d'y rester et prend en gérance un bistrot à Etsaut (Pyrénées-Atlantiques), le Randonneur, qui sert de rendez-vous à tous les grimpeurs, verapapeurs et escaladeurs de la montagne pyrénéenne. Puis, avec quelques amis objecteurs et insoumis, il s'installe dans la gare désaffectée de Ceste-Eygun, en vallée d'Aspe, où il crée l'association la Goutte d'eau, en référence au poème de Victor Hugo et à une minuscule prise bien connue des grimpeurs. Sans parler, bien sûr, de celle qui fera, plus tard, déborder le vase!

### Danse d'Indien autour des gendarmes

Lointain écho du camp Bernard-Rouleau de sa jeunesse, la Goutte d'eau devient un centre d'hébergement qui accueille à la fois des adeptes du tourisme alternatif, des insoumis et des écolocuteurs en difficulté. La gare, louée à la SNCF, devient trop petite et un wagon est acheté pour être transformé en local supplémentaire.

C'est alors que survient l'affaire du tunnel du Somport, en 1991. Les pouvoirs publics veulent élargir la route qui serpente en vallée d'Aspe jusqu'au col du Somport, dans le parc national des Pyrénées, et creuser un tunnel pour éviter le col. C'est le point de passage obligé de la liaison autoroutière entre Pau et Serres, à laquelle les élus français et leurs homologues espagnols tiennent beaucoup.

Aussitôt, Eric Petetin prend la tête de la résistance au projet. Etant sur place, sur cette voie ferrée désaffectée qui franchit précieusement le massif en tunnel, mais qui a été désaffectée après un accident, l'incrimination est lo-

Yves Boisset, venu réaliser un long métrage de fiction, en juin, a été vu interdire le site par des partisans du tunnel, sous prétexte qu'il avait déjà réalisé un reportage pour la télévision qui leur avait déplu. Chantage et menaces ont été le lot de toute l'équipe pendant le tournage, pourtant transféré dans une autre vallée. Bref, les procédures des partisans du tunnel - y compris l'incendie du wagon de la Goutte d'eau - n'ont jamais été sanctionnées, ni même poursuivies.

Les autorités policières et judiciaires ont préféré concentrer leur rigueur sur Eric Petetin, l'écologiste insoumis, l'homme qui, depuis vingt ans (il en a aujourd'hui quarante), nargue leur autorité et brave les lois - encore que, en 1992, le Conseil d'Etat lui ait donné raison en annulant la première déclaration d'utilité publique du tunnel. Eric Petetin dérange. Son maintien en prison en souligne beaucoup. Lâchement.

ROGER CANS

Après plus de deux ans d'enquête

## Les assassins présumés d'une adolescente mis en examen et écroués à Metz

Deux hommes soupçonnés d'avoir assassiné une adolescente de quatorze ans, en mai 1991 près de Metz (Moselle), ont été mis en examen, mercredi 28 juillet, par le juge d'instruction messin Michel Albayrac, pour « assassinat, viol et tentative de viol ». L'un des deux suspects, Michel Guillaume, est le cousin de la victime, l'autre un « routard » âgé de trente-trois ans, Francis Heaulme, soupçonné de plusieurs autres meurtres.

### NANCY

de notre correspondant

Elle s'appelait Laurence, elle avait quatorze ans. C'était une adolescente gaie et enjouée, elle aimait la fête foraine. Dans la nuit du 7 au 8 mai 1991, elle est allée à la foire de mai à Metz. Le destin a voulu qu'elle croise ses meurtriers. On a retrouvé son corps dénudé, frappé de dix coups de couteau dans un champ près d'un petit village de Moselle, à Ruy, tout près de son domicile. Elle avait été violée.

Après vingt-six mois d'une enquête qualifiée d'« historique » par le juge d'instruction messin Michel Albayrac, les meurtriers présumés ont été interpellés. L'un est le cousin germain de la jeune fille, Michel Guillaume, vingt ans, un garçon décrit comme calme et pondéré. Ouvrier dans une fabrique de batteries de voitures, il a été mis en examen pour viol et assassinat.

Le second, Francis Heaulme, trente-trois ans, pourrait être un « serial killer » (un « tueur en série ») : il était déjà mis en examen pour quatre meurtres et soupçonné de trois autres. En Lorraine, les sections criminelles de la police judiciaire ont d'ailleurs ouvert des dossiers portant sur des meurtres non élucidés.

Fils d'un ouvrier lorrain alcoolique et violent, Francis Heaulme a perdu sa mère en 1984. Ce décès marque le début d'une vie d'errance et de violence. Le 8 mai 1986, le meurtre, dans un gymnase de Périgueux, d'un appelé du contingent, Laurent Bureau, avec comme complice présumé Didier Gentil (le meurtrier de la petite Céline Jourdan à la Motte-du-Caire en 1988), pourrait être le premier d'une longue série.

Au fil de ses déplacements en France - il a été aperçu dans trente-sept départements différents entre 1987 et 1990 - de foyers d'accueil en communautés d'Emmali, il aurait tué à plusieurs reprises jusqu'à sa rencontre avec Laurence.

### Travail de fourmis

Le mardi 7 mai 1991, vers 20 h 30, l'adolescente rejoint des amis de la foire de Metz, où se trouve également son cousin Michel. Francis Heaulme se mêle au groupe. Plus tard, c'est dans la voiture de Michel Guillaume que les deux hommes vont suivre Laurence lorsqu'elle rentre chez elle. Ils bousculent son scooter et entraînent la jeune fille dans un champ. Après le meurtre, les deux hommes ramassent ses vêtements, les éparpillent dans la région pour donner le change. Ils vont se quitter et ne se reverront plus.

Commençant alors une gigantesque enquête de gendarmerie, un travail de fourmis : 2 500 pièces de procédure, 10 000 vérifications, 15 000 voitures contrôlées. Une cellule spéciale d'investigation est créée qui travaille avec les moyens les plus modernes. Un noyau de trente suspects est déterminé. Parmi eux se trouve Michel Guillaume, qui sera placé trente-six heures en garde à vue sans résultats. Les gendarmes s'intéressent aux auteurs de crimes sexuels : le Néerlandais Christian van Geloven est interrogé, sans résultats.

Mais la gendarmerie n'obtient pas, même si l'analyse de l'empreinte génétique n'aboutit pas. Il y a quelques semaines, un renseignement parvient aux enquêteurs : un homme, incarcéré à Reims, était à Metz le soir du drame. C'est Francis Heaulme. Transféré à Metz, interrogé sans relâche, il craque et dénonce Michel Guillaume.

Son avocat, M. Dominique Bopp, souligne que son client s'est montré « très coopératif » avec le juge d'instruction. Au cours de l'interrogatoire, toujours volubile puis en transe, Heaulme a reconnu la tentative de viol et l'assassinat. Guillaume, accusé, a reconnu le viol, mais nie l'assassinat.

MONIQUE RAUX

Les suites de l'affaire du match Valenciennes-Marseille

Le président de la Ligue de football confirme que des sanctions seront prises

Le président de la Ligue nationale de football (LNF), Noël Le Graët, s'est rendu, jeudi 29 juillet, à Valenciennes, où il a été accueilli, à sa demande, par le juge d'instruction Bernard Boffy, chargé de l'enquête sur la corruption présumée au cours du match Valenciennes-O M. Après son entrevue avec le magistrat, M. Le Graët a confirmé que des sanctions devraient être prises prochainement contre les différents protagonistes de cette affaire.

Noël Le Graët a estimé que la Ligue possédait désormais suffisamment d'éléments pour prendre des mesures disciplinaires. « Il y a quand même des gens qui ont touché de l'argent et il y en a ou moins un qui en a donné, donc je pense que nous avons au moins un début », a-t-il indiqué avant de préciser : « Si seuls les joueurs devaient être pénalisés, en ce qui me concerne je n'en tirerais aucune satisfaction ».

Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM au moment des faits, pourrait donc, lui aussi, être sanctionné. Quant au club marseillais, on imagine mal comment il pourrait échapper à des sanctions si l'un de ses joueurs (Jean-Jacques Eydie, qui aurait servi d'intermédiaire auprès des Valenciennes-Burrucaga, Robert et Glassmann) et l'un de ses principaux dirigeants (M. Bernès) devaient être suspendus ou radiés.

L'Union européenne de football (UEFA) a fixé au 30 août la date butoir pour confirmer l'écoulement de l'OM dans la coupe d'Europe des clubs champions. D'éventuelles sanctions devraient donc être prises avant la fin du mois, ce qui paraît difficile compte tenu de la complexité des procédures à suivre.

### Mise sous séquestre de documents de RTL et de TF1

En marge de cette affaire, le tribunal de Paris, saisi en référé, jeudi 26 juillet, par Bernard Tapie, qui lui demandait de faire placer sous séquestre les enregistrements des interventions radiotélévisées du procureur de la République de Valenciennes en vue d'un éventuel procès, n'a accordé, jeudi 29 juillet, qu'une partie des mesures réclamées.

Le tribunal, présidé par Jacqueline Coehard, a débouté le président de l'OM de son action contre France 2 et France 3, jugeant que les documents diffusés par ces chaînes ou risquaient pas de disparaître puisqu'ils sont conservés par l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Et, en revanche, le magistrat a déclaré que les bandes magnétiques de TF1 et RTL devraient être mises sous séquestre. Enfin, sur décision du conseil des prud'hommes, le club de Valenciennes devra verser à son ancien attaquant Christophe Robert la somme de 250 000 francs au titre de primes non régularisées ainsi que 80 000 francs correspondant à son salaire du mois de juin. L'évocat de Christophe Robert a qualifié de « coïncidence » le fait que le montant des primes en question corresponde précisément à la somme qui avait été découverte dans le jardin de la tante du joueur.

Une cinquième personne mise en examen dans l'affaire du jeune Grenoblois aspergé d'essence. - Une femme de vingt-trois ans, soupçonnée d'avoir participé avec quatre complices à l'agression d'un jeune homme aspergé d'essence et transformé en torche vivante, dans la nuit du 20 au 21 juillet, à Grenoble (le Monde du 29 juillet), a été mise en examen pour tentative d'assassinat et écrouée, mercredi 28 juillet, à la maison d'arrêt pour femmes de Chambéry (Savoie). Les quatre hommes, déjà détenus à la maison d'arrêt de Vercors (Isère) et la jeune femme, Nadine Granger, ont été recherchés à la suite de l'agression de Bienvenu Sanchez, vingt-trois ans, qu'ils accusaient d'avoir commis un cambriolage. La victime, brûlée au troisième degré sur 80 % du corps, est toujours dans le coma à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon.

## M. Balkany envisage de renforcer des policiers municipaux

Le préfet de police de Paris envisage de renforcer les effectifs des policiers municipaux dans les zones à forte densité de population.

Les policiers municipaux de Paris ont été renforcés à l'occasion de la manifestation du 28 juillet. Le préfet de police, Jean de Gaudemar, a annoncé que les effectifs seraient augmentés de 100 hommes.

Le préfet de police a également annoncé que les policiers municipaux seraient renforcés dans les zones à forte densité de population, notamment dans le quartier de la Gare.

## Renforts de police et de gendarmerie

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

## Les Champs-Élysées

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

## REFLEXES

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.

Les forces de l'ordre ont été renforcées pour faire face à la manifestation du 28 juillet.



## SOCIÉTÉ

En leur accordant des «prérogatives semblables» à celles des gardiens de la paix

### M. Balkany envisage de renforcer les pouvoirs des policiers municipaux

Chargé depuis le 1<sup>er</sup> juillet d'une mission sur les polices municipales que lui a confiée le premier ministre, Patrick Balkany, député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Levallois, a rendu publics, jeudi 29 juillet à Nice, les grandes lignes du rapport qu'il ramènera prochainement au gouvernement. Après avoir affirmé sa volonté d'accorder aux policiers municipaux qu'assimile le «même pouvoir» que les gardiens de la paix (le Monde du 13 juillet), M. Balkany a détaillé le contenu de son rapport qui donnera lieu à un projet de loi présenté par le ministre de l'Intérieur lors de la session d'automne du Parlement.

commence l'enquête judiciaire. Ils participent donc aux tâches de surveillance et de sécurité, notamment l'interpellation des contrevenants en flagrant délit, l'usage des pouvoirs nocturnes, etc. Ce que, d'ailleurs, ils font déjà à 90 % pour répondre aux besoins de la population mais qu'ils feront, désormais, dans le cadre de la loi.

Les policiers municipaux seront habilités à effectuer des contrôles d'identité, mais uniquement «dans le cadre conventionnel», a ajouté le maire de Levallois. Dans les communes urbaines, les polices municipales seront placées sous la direction d'un cadre de la police nationale, volontaire pour effectuer cette mission et détaché auprès du maire de la commune qui le recrutera sur une liste nationale d'aptitude.

#### Agrément du procureur de la République

Les policiers municipaux devront recevoir une formation initiale, spécifique à leur corps, de l'ordre de trois mois, qui leur sera dispensée dans les écoles de la police nationale et sera suivie d'une formation continue. «Les policiers nationaux ne pourront pas dire, a souligné M. Balkany, que les policiers municipaux ne sont pas bien formés puisqu'ils les auront formés eux-mêmes.»

A propos du recrutement, M. Bal-

kany a indiqué que chaque policier municipal, nommé par le maire après avoir satisfait aux épreuves d'un concours de type national - équivalent à celui des gardiens de la paix mais présenté dans la commune où le candidat «a envie de travailler» - devra recevoir l'agrément du procureur de la République (qui pourra le lui retirer en cas de faute). S'agissant de l'armement, le maire de Levallois a estimé «normal» qu'un policier qui risque sa vie à tout moment soit armé de façon à se défendre en cas de légitime défense. Avant sa prise de fonction, «les armes à balles, à double détente», M. Balkany a reconnu «qu'un policier municipal n'a pas vocation à jouer les cow-boys ni à être un spécialiste du RAID. Il a vocation à se défendre quand on lui tire dessus».

Le député (RPR) des Hauts-de-Seine a enfin été évasif au sujet des signes distinctifs des policiers municipaux : «Il n'y a pas de raison d'habiller un policier municipal comme un gendarme de sapeur. Il doit porter à mon avis, un uniforme bleu marine avec la mention de «police municipale». Je ne vois pas quel est l'intérêt, pour un contrevenant, de faire la distinction entre un policier municipal et un policier national, a conclu M. Balkany, puisqu'ils sont appelés à avoir des prérogatives semblables».

GUY PORTE

Le plan gouvernemental pour la ville

### M. Balladur estime «capital de trouver des réponses claires et efficaces» aux problèmes des banlieues

Edouard Balladur a présenté, jeudi 29 juillet, avec Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la ville, le plan d'urgence gouvernemental de 5 milliards pour les banlieues défavorisées, à l'issue du comité interministériel des villes (le Monde du 30 juillet). Le premier ministre a déclaré que c'est «à ce prix que les conditions de vie de millions de Français concernés par la politique de la ville pourront être améliorées».

Le problème de la ville et des banlieues constitue aux yeux de M. Balladur «une difficulté majeure». «Nous ne voulons pas d'une société à plusieurs vitesses. Nous ne voulons pas d'une société qui fabrique sans cesse plus d'exclus et plus de marginaux. Nous ne voulons pas d'une société qui soit ressentie comme injuste et comme injuste. Nous voulons au contraire une société plus juste et plus solidaire. (...) La ligne directrice de l'action du gouvernement est de faire en sorte que notre pays retrouve une certaine prospérité et le progrès économique. Mais une autre ligne directrice, c'est la conviction que cela ne suffit pas et que notamment l'effort vers la justice et la solidarité conserve une importance décisive».

Le premier ministre a critiqué la politique des gouvernements

précédents en rappelant que ses services avaient pratiqué à un bilan des actions entreprises : «Cette opération-remise a permis de constater que les objectifs de la ville étaient peu clairs et mal définis, et surtout que les procédures étaient complexes, trop nombreuses et trop rigides», a-t-il traqué, en ajoutant qu'il «était indispensable et capital de trouver des réponses claires et efficaces» aux problèmes des banlieues. C'est en tout cas l'objectif qu'il a fixé aux mesures qui viennent d'être prises.

Pierre Cardo (UDF) est sceptique. «Pierre Cardo, député (UDF) des Yvelines, maire de Chantilly-le-Vieux, a indiqué, jeudi 29 juillet sur RTL, que s'il avait relevé des choses intéressantes dans les mesures annoncées, le gouvernement risque néanmoins d'être «à côté de la solution», aussi longtemps qu'on n'aura pas compris qu'il faut mieux financer des actions, des emplois plutôt que des équipements». Il souhaite que «l'on se donne un peu de temps de réflexion pour orienter la politique de la ville correctement». «Ce qui nous pèse le plus, sur le terrain, a-t-il ajouté, c'est de voir les choses changer sans arrêt».

Les réactions à la décision du Conseil constitutionnel

### Les syndicats se félicitent de l'annulation de la loi sur les universités

De nombreux syndicats d'enseignants et d'étudiants ont accueilli avec satisfaction l'annulation de la loi constitutionnelle de la loi, adoptée le 6 juillet au Sénat, autorisant les universités à s'organiser de façon autonome en dérogeant à la loi Savary de 1984 (le Monde du 30 juillet). Un recours auprès du Conseil constitutionnel avait été déposé par les sénateurs socialistes.

Le SGEN-CFDT, qui avait déjà signalé l'inconstitutionnalité de la proposition de loi lors de la réunion du 29 juin du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNER) - qui l'avait lui-même rejetée - estime que la décision du Conseil constitutionnel «rétablit la clarté dans les règles du jeu universitaire». Les syndicats de la Fédération syndicale unitaire de l'enseignement et de la recherche (FSU), se félicitent de l'annulation d'une loi qui, selon eux, «remettait en cause l'unicité du service public national de l'enseignement supérieur». De même, les étudiants de

l'UNEF approuvent une décision qui évite «la privatisation des universités et la perte de fait du caractère national des diplômes». Tandis que ceux de l'UNEF-ID espèrent que «M. Fillon saura tirer les leçons de cette affaire».

De son côté, Martine Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 29 juillet, que l'annulation de la loi sur les universités par le Conseil constitutionnel est une «victoire du droit, dont le groupe socialiste se réjouit d'avoir pu jouer un rôle décisif». Elle a déclaré que l'Assemblée nationale comme au Sénat il a mené avec détermination le combat pour la défense des libertés des enseignants-chercheurs, pour l'égalité de traitement entre les universités françaises et donc, aussi, entre les étudiants. Il estime cependant que l'annonce, par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, d'une réforme totale de la loi Savary en 1995 «justifie que la plus grande vigilance soit maintenue».

Après le retrait de neuf tests de dépistage du virus du sida

### Le ministère de la santé adresse ses recommandations aux préfets de région et de département

Après l'annonce du retrait du marché de neuf réactifs de dépistage jugés «insuffisamment performants» (le Monde des 28 et 30 juillet), le ministère de la santé a annoncé, jeudi 29 juillet, qu'il venait d'adresser par télé «à l'ensemble des préfets - et pour une diffusion large - les informations utiles aux personnes qui s'interrogent sur la nécessité éventuelle de refaire un test de l'infection par le virus du sida».

Le risque de résultat faussement négatif «concerne peu de personnes», précise la note d'information signée du professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, les réactifs ayant été motivés par la moindre fiabilité de certains réactifs «lorsque le test avait été effectué à une période trop proche d'un éventuel moment de contamination (moins de trois mois)».

Il est donc conseillé aux «seules personnes qui auraient fait l'objet d'un test moins de trois mois après avoir été exposées à un risque de contamination, sans test de contrôle ultérieur, de consulter leur médecin pour examiner avec lui les conditions de réalisation du premier test et envisager l'opportunité d'un nouveau test».

Les préfets ont pour coignée d'adresser copie de cette note aux centres de dépistage anonymes et gratuits ainsi qu'à l'ensemble des lieux habituels à pratiquer ces tests. «Les médecins et les pharmaciens biologistes sont informés par l'intermédiaire de leur ordre», et les hôpitaux et les associations de lutte contre le sida le sont «directement», précise le texte.

M. Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, s'est par ailleurs expliquée, jeudi 29 juillet sur TF1, sur la façon dont l'information avait été diffusée : «Le service compétent ne nous a pas prévus, il a suivi probablement directement l'Agence française du sang», a-t-elle déclaré, ajoutant qu'«il aurait été préférable que nous ayons eu moins vingt-quatre heures pour pouvoir d'abord prévenir les laboratoires concernés».

**Le Monde ÉDITIONS**

**Où va l'État ?**

La souveraineté économique et politique en question sous la direction de René Lenoir et Jacques Lesourne

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Renforts de police et ouverture de parkings

### Les Champs-Élysées sous surveillance

Vantée comme «la plus belle avenue du monde», les Champs-Élysées vont devenir l'une des mieux gardées. Le conseil de Paris a récemment adopté un certain nombre de mesures destinées à faire diminuer le nombre des délits sur l'avenue (le Monde du 7 juillet). Depuis le début de l'année, six cent cinquante délits, dont un quart de vols à la tire, ont été enregistrés. Plus de trois cents personnes ont été interpellées, dont nombre de vendeurs à la sauvette. Selon Jacques Chirac, maire de la capitale, «les Champs-Élysées renoués constituent un formidable appel pour diverses populations. La petite délinquance, le colportage et plus récemment la vente de drogue sont en train d'y trouver leur terrain d'élection».

C'est pourquoi vingt-cinq gardiens supplémentaires seront affectés au commissariat du huitième arrondissement à compter du 1<sup>er</sup> septembre. Les patrouilles seront donc plus fréquentes et les agents-domicile fixés seront

transportés systématiquement à la maison de Nanterre. La brigade anticriminalité de l'arrondissement concentrera ses efforts sur ce secteur. Mais la sécurité passe aussi par l'enlèvement des voitures et des motos en stationnement. Pour les premiers, un parking souterrain de huit cent cinquante places vient d'ouvrir. Il fera plus que compenser les quatre cents emplacements de surface désormais interdits. Sa sécurité sera assurée par des caméras vidéo et des rondes de gardiens. Aux motos, on propose, dans quelques semaines, des trottoirs équipés d'arceaux dissuasifs. Des «pervaneches», patrouillant jour et nuit sur l'avenue, s'efforceront de faire enlever les véhicules, qu'ils soient à deux ou à quatre roues, vers la préfecture de la rue Foch. Ces dispositions entrèrent en vigueur en septembre 1994, à l'achèvement du chantier de rénovation.

Les Champs-Élysées seront alors ambragés par une seconde

rangée de platanes ajoutant deux cent cinquante arbres de haute tige à ceux qui s'y dressaient déjà. Le nouveau mobilier urbain dessiné par les architectes Jean-Michel Wilmotte, Norman Foster et Bernard Huet sera en place : canotières à lampes de sodium, fœtus tricolores en forme de totems, bancs en bois tropicaux, abribus transparents et colonnes Morris avec cabines téléphoniques, poteaux d'acier.

De son côté, le comité des commerçants des Champs-Élysées, présidé par Roland Pozzo di Borgo, va s'efforcer d'animer l'avenue et de lui redonner son lustre d'antan. Nacturnes, parades automobiles, «pavés» de cinéma, colloques, sont programmés à partir de novembre 1994. Ne manquent qu'à la fête que les publicités lumineuses qui ont désormais totalement disparu. Les Champs, certains s'en désolent, ne seront pas Broadway.

MARC AMBROISE-RENDU

## REPÈRES

### ASSURANCES

#### Médiateurs pour assurés mécontents

Les assurés en conflit avec leur mutuelle ou leur compagnie d'assurance pourront, à partir du mois d'octobre, faire appel à un médiateur indépendant. Cette mesure a été décidée par le comité de liaison de l'assurance, qui réunit la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), Groupama (assurance agricole) et le Gama (groupement de mutuelles). Des personnalités extérieures aux assurances, intervenant sous le couvert de toutes les procédures de médiation épuisées. Quel que soit l'avis de ces médiateurs, l'auteur de la réclamation pourra toujours saisir la justice.

Selon la FFSA, 60 000 réclamations sont déposées, alors que les assureurs gèrent 150 millions de contrats et qu'ils traitent 10 millions de sinistres par an. Chaque assureur aura la possibilité de nommer son médiateur. Trois personnalités ont déjà été choisies : pour la FFSA, M. Baudet, directeur du centre de documentation et d'information pour l'assurance ; pour Groupama, de M. Chérilac, procureur général honoraire près la Cour de cassation, et M. Durry, professeur de droit à l'université Paris-II, pour le Gama.

► Renseignements : Médiation assurance, Tour Gallieni 2, BP 53, 93171 Bagnolet Cedex.

### ILE-DE-FRANCE

#### Reprise du chantier de l'autoroute A 86

Les travaux des derniers 3,5 kilomètres de l'autoroute A 86, dans la traversée de Drancy et Bobigny (Seine-Saint-Denis), ont repris lundi 26 juillet. Suspendu en septembre 1992 par le ministre des transports à la suite de protestations d'élus et de riverains exigeant que les habitants de l'Est parisien bénéficient des mêmes égards que ceux de l'ouest de l'Île-de-France, le chantier comporte maintenant des améliorations qui devraient réduire à moins de 60 décibels le bruit des voitures. Il prévoit la couverture totale de la trémie centrale à Bobigny, la couverture de la bretelle d'entrée de la rue Diderot à Drancy et l'allongement de l'avenue et de la manœuvre Diderot. Le chantier, dont le coût s'élève à 2,6 milliards de francs, devrait être achevé au printemps 1998. (Corresp.)

### NUCLÉAIRE

#### Nouvelle fuite radioactive au centre d'études de Cadarache

Une «fuite de liquide légèrement radioactif» s'est produite au Centre d'études nucléaires du CEA de Cadarache (Bouches-du-Rhône), lundi 26 juillet, à la suite d'un inci-

dant d'exploitation survenu dans un atelier de traitement de l'uranium. La direction de l'établissement, qui a annoncé l'incident, jeudi 29 juillet, propose de le classer «au premier niveau de l'échelle de gravité» (qui en compte six).

Indiquant que «le non-fonctionnement de l'alarme niveau haut d'une cuve à effluent» a entraîné «le déversement de quatre litres d'une solution faiblement radioactive en uranifère», elle précise que la fuite «n'a eu aucune incidence sur le personnel et l'environnement». Le 21 juin, dans le même centre, une fuite de liquides faiblement radioactifs s'était produite dans une station de traitement des effluents (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet).

Création d'un consortium européen pour améliorer la sûreté nucléaire des pays de l'Est. Les cinq grandes compagnies du cycle du combustible nucléaire d'Europe occidentale ont officiellement créé, jeudi 29 juillet, un consortium européen visant à améliorer le traitement des matières nucléaires dans les pays de l'ex-URSS. Réunis pour l'occasion à Bruxelles, les opérateurs de la COGEMA (France), du BNFL (Grande-Bretagne), du BELGONUCLEAIRE (Belgique), du GNS (Allemagne) et de l'ENUSA (Espagne) ont précisé que l'action de l'EFCC (European Fuel Cycle Consortium) «portera sur l'ensemble des installations du cycle, ainsi que sur la gestion des combustibles usés».

**TOULON ÉVÉNEMENT NOTUOT**

**DU 4 AU 9 AOUT 1993**

**Richard Bohringer**

**raconte**

**Toulon.**

**SAOAGITE**

## Une adolescente écroulée à Metz

Une adolescente de 15 ans, habitant à Metz, s'est écroulée dans la rue, le 28 juillet, à la suite d'une crise d'épilepsie. Elle a été transportée à l'hôpital, où elle est actuellement sous surveillance médicale.

La jeune fille, qui souffre d'épilepsie, avait été prise d'une crise pendant qu'elle se promenait dans le jardin de sa maison. Ses parents ont immédiatement appelé les secours.

Le médecin traitant de la jeune fille a déclaré que cette crise était inhabituelle pour elle. Il a recommandé une surveillance accrue et a prescrit un traitement supplémentaire.

La famille est actuellement en contact avec les services de santé publique pour évaluer les risques et prendre les mesures nécessaires.

## Le conseil de l'éléphant

Le conseil de l'éléphant, qui réunit les chefs de file des différents groupes politiques, s'est réuni jeudi 29 juillet à Paris pour discuter de la situation politique et des perspectives de la coalition.

Les participants ont abordé les questions de la réforme de l'État, de la politique économique et sociale, ainsi que de la coopération internationale. Des décisions importantes ont été prises concernant la stratégie de la coalition pour les élections prochaines.

Le conseil a également discuté de la nécessité de renforcer la coordination entre les différents ministères et de promouvoir une politique plus cohérente.

Les conclusions du conseil seront présentées lors d'une conférence de presse prévue pour le début de la semaine prochaine.

Le conseil de l'éléphant a réaffirmé son engagement à servir les intérêts de la France et de ses citoyens.

**ENQUÊTES SUR DROITE EXTRÊME**

**MONZAT**



## CARNET DU Monde

## Anniversaires de mariage

- Louis-Noël, Eliane, Jacqueline, Jacques, Jean-Lou, Marie-Dominique, Marielle, Henri-Charles, Pierre-Yves, Anne, ainsi que Claire, Emmanuelle, Jean, Laurent-Noël, Sidonie, Pierre, Marie-Pierre, Bruno, Jean-Baptiste, Pierre-Étienne, Cyrille, François-Régis, Anne-Laure, Isabelle, Béatrice, Pierre-Lou, Fanny, Théophile, ainsi que Pierrette, Charlotte, souhaitent à

Pierre et Blanche

un joyeux anniversaire pour leurs soixante ans de mariage.

01034 Selley,  
01263 La Cluse.

## Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

médecin général Jean HUBERT,

survenu le 29 juillet 1993, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le jeudi 29 juillet.

De la part des familles Hubert, Brui, Delecluse, Suborin, Manier et Gaud.

M<sup>me</sup> Pierre Hubert, 18, rue du Refuge, 78007 Versailles Cedex.

- M<sup>me</sup> Bernard Manliot, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Denis Neveux, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-François Manliot, ses enfants.

Nicolas, Guillaume, Gabrielle, Anne-Laure, ses petits-enfants.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Manliot, leurs enfants et petits-enfants.

Ses frères, belle-sœur, neveux et nièces.

Ses oncles, tantes, cousins et cousines.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès subi de

M. Bernard MANLIOT,

chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 28 juillet 1993, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 3 août, à 16 heures, en l'église Saint-Martin des Martres-de-Veyre, suivie de l'inhumation au cimetière des Martres-de-Veyre (Puy-de-Dôme).

13, rue de la Corniche, 78270 Rolleboise.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-29-94

Tarifs : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et abonnés : 90 F

Communications : 100 F

Thèmes étudiants : 60 F

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.

Suzanne, Béatrice, Renée, ses filles.

Ses grands et petits-enfants, s'excusent.

Yankel OKSEBERG,

trente-neuf ans, déporté sans retour à Auschwitz le 31 juillet 1942 par le convoi n° 13.

Parti de Pithiviers (Loiret) où, parce qu'il était juif, la police de Vichy l'avait interné après l'avoir raillé.







## Le pigeon

L'ISANT l'excellent bouquin de Jean des Cars, *la Princesse Mothilde* (Perrin éd.), j'y apprendrais que cette dernière (chez qui, plus tard, on devait si mal manger, à en croire les Goncourt), alors jeune fille, échangeait avec son frère sa part de pigeon contre un morceau de veau. N'était-ce point de déprécier ce volatile qui, même en dehors de sa version « sauvage » (palombe ou ramier) peut, bien élevé, se révéler bien agréable à déguster. Surtout jeune (le pigeonneau !) lorsqu'il a la peau rosée et légèrement blanchâtre selon son origine, le croupion dodu et la chair fondante !

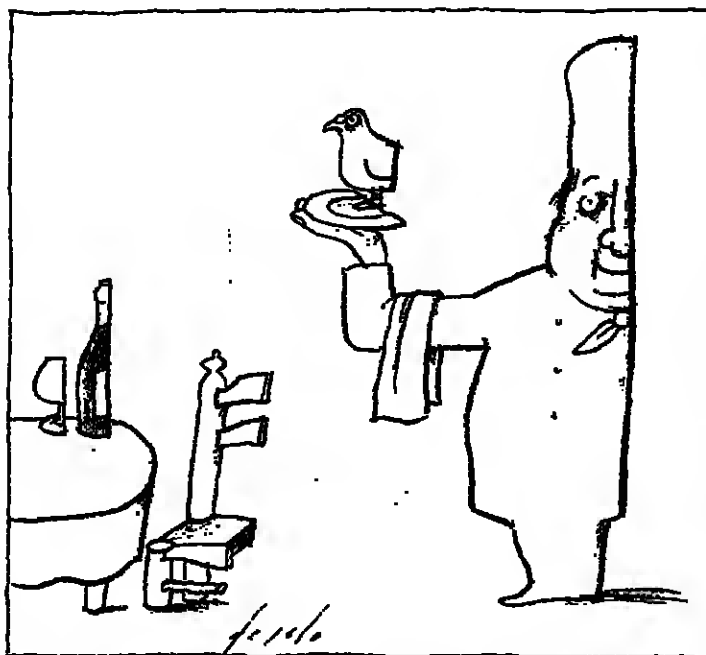
Auguste Escoffier, dans son *Guide culinaire* (1), précise que l'on ne doit employer en cuisine que de jeunes sujets ayant atteint leur complet développement, ajoutant : « Un sujet d'une année doit être considéré comme un vieux pigeon et rigoureusement écarté de toute préparation culinaire outre que des farces ». C'est pourquoi il use du terme pigeon-

neau pour les quelque quarante recettes qu'il donne. Aujourd'hui, peut-être parce que les bons pigeons sont chers, peut-être aussi parce qu'ils sont moins « goûtes » de la clientèle et de ce fait plus rares sur les cartes, ils y sont facturés solidement.

Et, surtout, cela autorise des restaurateurs malins à ne proposer que des demi-pigeons (l'autre année, dans une maison renommée de la Côte, mon épouse s'est vu servir quasi juste une aile de l'oiseau-pigeon à grand prix, qui mieux est). C'était peut-être pour illustrer l'expression argotique « se faire pigeonner » ? En tout cas j'imaginai un « ajout » conciliant la fable de La Fontaine :

Deux pigeons s'aimaient  
(d'amour tendre  
Un troisième survint...  
Cela fit six portions !

Découverts ces beaux et bons oiseaux de moins d'un an, de bon et sain élevage « fermier », reste à les cuisiner. La recette qui vient aussitôt à l'esprit est celle, classi-



que, du pigeon rôti aux petits pois. Je ne sais plus quel humoriste, se promenant aux Tuileries et voyant s'abattre à ses pieds un vol de pigeons, leur proposait gentiment : « Venez à la maison, il y a des petits pois qui vous attendent ! »

« Mettons aux petits pois l'oiseau cher à Cypris », ajoutait Dumas qui, dans son *Grand Dictionnaire de cuisine*, propose une quinzaine de recettes : à la broche, à la crapaudine, au sang, au blanc, etc. Jean des Cars ne nous dit point comment étaient apprêtés

## dans l'assiette

ceux proposés à la petite Mathilde mais une chose est sûre : ils étaient servis entiers ! Ce n'est que depuis quelques années qu'il est proposé en moitié sur les cartes ! Mais, dans les bonnes maisons, entier et déposé, il reste un plat de choix. Ainsi, chez Lasserre, le pigeon André Malraux. D'environ 300 grammes, l'animal est vidé, désossé du côté du dos (mais en ne l'incisant que jusqu'au milieu !) puis farci d'un mélange de lardons, condiments (échalotes hachées, thym, laurier, épices), cèpes en dés, foie gras de canard, crêpes de coq, saisis et enfin cuit en sautoir, au four, avec une noix de beurre. Il se révèle excellent. Au point que, le nom de Malraux intervenant peut-être aussi, il s'en vend une cinquantaine par semaine.

En province, on le trouve plus aisément sur les cartes. A Caen c'est Aux Echevins (35, rue de Trouville, tél. : 31-84-10-17). A Roanne, chez les Troisgros, vous aurez le choix, selon l'occasion, entre le pigeon à la gousse d'ail en chemise et les pigeonneaux « sable doré » (nappés d'une sauce mie de pain rissolée) tandis que Daguin, à Auch, propose quelquefois un pigeon rôti à l'ail croustillant et la tomate douce. Et qu'à L'Oratoire de Boumonville, J.-A. Chariol mitonne en saison ses pigeons à l'ail nouveau accompagnés d'un gratin de brocolis. Enfin, à Crispier (2), près de Lausanne, Freddie Girardet « compote » un pot-au-feu (un demi-oiseau de 400 grammes par convive) qui fait parler de lui. Il me fait penser à la compote de pigeons que sert M. Clapart à ses invités (lire *Un début dans la vie* de Balzac) et qui était, dit l'auteur : « D'un goût si faire croire que les anges l'avaient surveillé ».

La Reynière

(1) Le livre d'Escoffier, ainsi que celui d'Al-Bab, viennent d'être réédités chez Flammarion.  
(2) C'est chez Girardet que l'on fera en septembre le trente-cinquième anniversaire de la revue gastronomique belge *Plaisirs*. Gastronomie Magazine de René Gessier.

## Exotism

Contournant les stéréotypes, un ouvrage collectif invite à argenter les derniers tenders non battus de la Camargue aux Alpilles.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

Le Camarguais, ce n'est pas un être étranger, c'est un être différent. C'est un être qui a su garder son identité, son caractère, son mode de vie, son mode de pensée, son mode de sentir. C'est un être qui a su résister à l'assimilation, à l'uniformisation, à la standardisation. C'est un être qui a su rester lui-même, qui a su rester Camarguais.

## TÉLEX

**Mieux connaître Troyes.** Jusqu'au 29 août, le public est invité, à travers dix expositions consacrées au patrimoine, aux métiers, à l'architecture, à l'urbanisme et à l'art contemporain, à mieux connaître la ville de Troyes. Renseignements à la Mairie du Boulanger, 42, rue Paillet de Montabert, tél. : 25-43-55-00.

**Tivoli, à Copenhague.** L'un des plus anciens et des plus célèbres parcs d'attractions du monde (ouvert seulement quatre mois et demi, il accueille 4,5 millions de visiteurs par an), fêtera ses cent cinquante ans le 15 août. A cette occasion, une grande exposition se tiendra, du 29 juillet au 28 octobre, à la Maison du Danemark, sur les Champs-Élysées, à Paris, ville où le fondateur du parc, Georg Carstensen, trouva l'essence de son inspiration. Seront présentées toute une série d'affiches

décrivant non seulement l'histoire du jardin, mais reflétant également l'évolution de l'art pictural européen.

Renseignements à l'ambassade du Danemark au 44-31-21-31. Réserver son vol en juillet ou en août, décoller entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 novembre, rester sur place sept jours minimum et quatre-vingt-dix jours maximum, revenir entre le 8 septembre et le 15 décembre, telles sont les conditions fixées par le voyageur Forum Voyages (renseignements au 47-27-36-37 pour Paris, 05-05-36-37 pour la province) pour bénéficier de tarifs promotionnels à destination de Washington (2 260 F A/R), Chicago (2 490 F), Miami, Orlando et La Nouvelle-Orléans (2 825 F), Los Angeles ou San-Francisco (3 280 F). A noter qu'une fois émis, les billets ne peuvent être ni modifiés ni remboursés.

## Evasion

## Htes-ALPES

**SAINT-VÉRAN** (parc rég. du Queyras) 2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ete-hiver, plus haute combe d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles - Logis de France. Piscine, tennis, billard, saut, repos. Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres. **HÔTEL LE VILLARD** Tél. : 92-45-92-08 et **HÔTEL LE BEAUREGARD** Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10

## PARIS

**SORBONNE** **HÔTEL DIANA** 73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bains, w.c. Tél. direct, TV couleur, de 300 F à 450 F. Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30.

## PROVENCE

Vivre un moment d'exception... **LE MAS DE L'OLIVIER** HÔTEL \*\*\* piscine, piscine, parking fermé, tennis, golf 9-18. **LES BAUX DE PROVENCE** 13520 Tél. 90.54.35.78 Fax 90.54.44.31

## Le Monde

PUBLICITÉ ÉVASION  
Renseignements :  
46-62-73-22

## CHARENTE-MARITIME

**SAINT-JEAN** (parc rég. du Marais Poitevin) 2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ete-hiver, plus haute combe d'Europe. 2 hôtels 2 étoiles - Logis de France. Piscine, tennis, billard, saut, repos. Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pens., pens. complète, séj. libres. **HÔTEL LE VILLARD** Tél. : 92-45-92-08 et **HÔTEL LE BEAUREGARD** Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10

## HÉRAULT

**SORBONNE** **HÔTEL DIANA** 73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bains, w.c. Tél. direct, TV couleur, de 300 F à 450 F. Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30.

## TOURISME FLUVIAL

3615 code CF. Le Plaisir, la Découverte. Bateaux habitables 2 à 12 personnes.

Tél. 67-29-15-76 - Fax 67-56-22-83. **CANAUX DE FRANCE** BP 8 - 34280 LA GRANGE-MOTTE - 10 % aux lecteurs de *Le Monde*

**Vos voyages à prix sensation 36.15 ALLO**

partir ou **SAHARA** !

UNE SEULE BONNE PISTE : l'expérience, les idées, les guides, et les prix de **RAIDS & MÉHARÉS** (Y.T.O. LE 199 094)

Tél. : 74-60-46-06 ou 81, rue F.-Meunier-Vial, 69400 Villefranche-s/S. pour obtenir toute la documentation

## Les écrans de Poitiers

Au-delà d'objectifs ambitieux et de résultats fièrement proclamés (225 000 visiteurs en 1987, 1,3 million en 1992, et la création, depuis sa fondation, en 1985, de 7 500 emplois sur un total de 15 000 pour l'ensemble de la région), le Futuroscope se présente d'abord et avant tout comme « le parc européen de l'image », thème de ce complexe de loisirs né aux portes de Poitiers de la volonté d'un homme, René Moory, président du conseil général de la Vienne et actuel président du Sénat. Si l'inspirateur du projet est aujourd'hui le second personnage de l'Etat, son « bébé » revendique une position de leader, à l'avant-garde des technologies de la communication.

Dernier né de cette course permanente à l'innovation, l'Imax Solido, procédé cinématographique unique au monde qui restitue, sur un écran hémisphérique de 800 m<sup>2</sup>, une image géante en relief grâce à l'utilisation simultanée de deux films de 70 mm (le format des films de cinéma est de 35 mm) et de deux projecteurs de 180° projetant des images séparées pour l'œil droit et l'œil gauche. Muni de lunettes à cristaux liquides permettant de reconstruire une seule image en trois dimensions, le spectateur est ainsi plongé au cœur du film présenté depuis le 2 juin, *Echou du soleil*, qui mêle scènes réelles et images de synthèse pour illustrer la façon dont la photosynthèse convertit l'énergie du soleil, emmagasinée par les plantes avant d'être restituée aux êtres vivants. Si l'argument ainsi développé passe sans doute au-dessus de la tête du spectateur moyen, l'effet obtenu n'en est pas moins surprenant, qui voit chacun tenter, dans l'obscurité, de capter les divers objets qui semblent voler dans la salle.

Cette nouvelle attraction (le parc, dirigé par Daniel Bulliard, met un point d'honneur à renouveler chaque année ses spectacles) dispute la vedette au Tapis magique inauguré en 1992, ce dernier utilise un double système Imax (deux écrans, l'un vertical, l'autre horizontal, de 700 m<sup>2</sup> chacun) qui donne au spectateur, assis sur un plancher de verre, la sensation de voler ou de flotter sur une image qui défile sous ses pieds, au fil du fabuleux voyage (près de 3 000 km) des papillons « monarches » en route vers leurs quartiers d'hiver, quelque part au cœur des montagnes du Mexique. A peine a-t-on le temps de reprendre ses esprits que le Kinemax voisin (première salle Imax en France) vous invite, sur un écran géant de 600 m<sup>2</sup>, à embarquer, tel Nils Holgersson, le jeune héros du *Merveilleux voyage à travers la Suède* de la Suédoise Selma Lagerlöf, sur le dos d'une famille d'oiseaux sauvages du Canada en route vers la Floride.

De quoi donner le tournis au plus boulimique des cinéphiles, à la fois comblé et menacé d'une overdose d'images dans cet univers où l'on passe d'un écran à l'autre, des puits de pétrole en feu de la guerre du

## ESCALES

Golf (sur un écran semi-sphérique de 180°) à l'Andalousie (sur les 312 m<sup>2</sup> des neuf écrans d'un cinéma circulaire) via un safari au Kenya en relief (grâce, également, à des lunettes spéciales) ou une découverte des grands parcs nationaux d'Espagne et du Venezuela. Avec, également, un film interactif où le spectateur peut intervenir dans le déroulement de l'histoire en choisissant parmi les scénarios qui lui sont proposés. Quant aux amateurs de sensations fortes, ils sont invités à prendre place sur des sièges mobiles, montés sur vérins hydrauliques, avant de se lancer dans une plongée vertigineuse le long des galeries de la mine du diable. Festin royal, presque trop copieux, avec, également au menu, deux bœufes de jeux pour les jeunes, une promenade au fil de l'eau à travers l'Europe et un spectacle aquatique permanent qui, la nuit venue, se transforme tous les soirs du mois d'août puis les samedis, jusqu'au 11 septembre, en une « symphonie des eaux ». Un site à découvrir du haut des 45 m de la gyrotour qui offre une vision panoramique du parc et permet d'apprécier l'architecture futuriste de chacun de ses pavillons.

Etape idéale sur la route des vacances, le Futuroscope justifie un séjour plus long, un forfait famille incluant l'entrée du parc, l'hébergement dans l'un des quatre hôtels économiques du site et la restauration. Le parc qui, tant en matière d'organisation que de décoration, n'a rien à envier à Euro Disney, est ouvert de 9 heures à 19 h 30 en juillet (21 heures jusqu'au 5 septembre), le prix d'entrée s'élevant à 120 F pour les adultes, 90 F pour les cinq/seize ans (200 et 150 F pour deux jours), celui du spectacle laser (gratuit pour les personnes ayant visité le parc dans la journée) à 35 F et 15 F. Le Futuroscope est accessible par la route (RN 10 ou autoroute A 10, 330 km de Paris), le train (une heure trente de Paris-Montparnasse en TGV avec taxis-navettes de la gare pour 35 F A/R) et l'avion (aéroport de Poitiers-Maillé à dix minutes). Informations au 49-49-30-10. A consulter, le Guide Bleu (Hachette) sur Poitiers qui propose six promenades pour découvrir les richesses de la ville et consacrer un chapitre au Futuroscope (45 F).

**Remonter l'Hudson**  
Un voyage qui commence à New-York par un tableau accroché dans l'aile américaine du Metropolitan Museum, parmi les œuvres de paysagistes américains nés avant 1876. Une pirogue glisse paisiblement sur le fleuve Missouri. Le regard du traqueur invite au périple à travers une nature nimbée de la lumière dorée de l'été indien. Le voyage se déroule d'ailleurs du 19 au 26 septembre, au moment, justement, où la forêt nord-américaine se teinte de rouge et d'ambre. Le lendemain, ce n'est pas le Missouri qu'on longe mais les rives

de l'Hudson, au charme duquel Washington Irving fit le premier grand écrivain new-yorkais à succomber. On visite son domaine, Sunnyside, une maison qui mêle style romantique et style gothique. Non loin, Lyndhurst, construit pour le roi du chemin de fer, Jay Gould. Après la découverte du « style fédéral » (balustrades sculptées, porte ornée d'un portique semi-circulaire), dont Boscobel est l'un des plus purs fleurons, après l'Académie militaire de West-Point et les visites de Hyde Park (maison de Franklin D. Roosevelt) et des ateliers de Thomas Cole (créateur de la Hudson River School) et de son élève Frederick Church, la quatrième journée est marquée par une croisière sur l'Hudson, à bord du Rip Van Winkle. Sans oublier une incursion à New-Paltz, célèbre pour la plus vieille rue du pays et une communauté de huguenots français.

Poursuite du pèlerinage littéraire à Hartford, des maisons de Mark Twain et de Harriet Beecher-Stowe, auteur de *la Case de l'oncle Tom*. Un périple qui s'achèvera à Boston, l'Athènes de l'Amérique (Museum of Fine Arts, collection Worcester Museum), avec, non loin de là, Concord (l'âge d'or de la littérature de la Nouvelle-Angleterre symbolisée par Henry D. Thoreau et Emerson, ancêtres des écologistes), Salem (les trésors extrêmes-orientaux du Musée Peabody, la « maison aux sept pignons » qui inspira Nathaniel Hawthorne) et le Cape Ann Museum, riche des ruines du peintre Fitz H. Lane. Un voyage sur les pas des peintres et écrivains du XIX<sup>e</sup> siècle, des gracieuses maisons-yeux aux vieilles auberges et maisons anglaises de Boston, des monts Catskills jusqu'aux plages de l'Atlantique, en compagnie de M<sup>me</sup> Annette Bonnet, professeur, auteur d'une thèse de doctorat sur la littérature et la peinture américaines de cette époque. Huit jours, 13 500 F par personne en chambre double et demi-pension, en hôtels 4 étoiles, avec l'avion et les transferts terrestres. Renseignements auprès de Koré Voyage, 86, bd des Batignolles, 75017 Paris; tél. : 42-93-28-58.

P. F.

## Semaine gourmande

## La Table de Pierre

Pierre Darrieuheron, sud-ouestissime joueur de rugby, a trouvé en Alais Carrère, rugbyman des casseroles, un chef de qualité. Leur joli restaurant à terrasse est de ceux qui font recette au mois d'août. Avec un grand choix d'entrées (60 F), de plats (140 F) et de desserts (50 F), les spécialités du pays, l'andouille, des Bédouins, le salade, la piperade, les chapons à l'entre, les calamars, etc.

Avec aussi le jambon de Bayonne, le foie gras, la rascasse en papillote, un excellent filet d'agneau au curry et menthe fraîche. Outre le gâteau basque et la tourtière laodaise, on retrouvera ici, avec le soufflé, la vieille et oubliée confiture de vieux garçon. Et sur commande ttoro, paella et cassoulet sont à votre service. Ainsi qu'à la carte des vins l'irouléguy. Compter 250/300 F pour un déplacement fastueux.

► La Table de Pierre du 118, boulevard Pershing (place Mithradate-Juin). Tél. : 43-80-88-68. Fermé samedi midi et dimanche. A.E.-D.C.-C.D.

## Le Grenadin

Patrick Cironne est l'un des meilleurs chefs de la capitale, encore que modestement retiré (avec son épouse à la gracieuse réception) dans la petite rue de Naples. Ce Bertrichon astucieux propose quatre menus : Spontané (188 F), L'Égroté (238 F), Séduction de l'été (298 F) et Confiance (320 F), parmi lesquels j'ai apprécié les rillettes de lapereau au gingembre, la rosace de canard aux saisis, l'émincé de foie gras frais de canard sur lit de carottes. Bons vins, notamment venus du Sancerrois.

► Le Grenadin, 44/46, rue de Naples, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-83-28-92. Fermé samedi et dimanche et semaine 15/8. Carte bleue.

L. R.

## Gastronomie

**La Villa Créole**  
Un cadre agréable, un service attentif et une cuisine créole d'une rare qualité. Menu 110 F midi, 189 F le soir avec piano. Jusqu'à 23 h 45 - Froid, midi et dim. 19 F, d'Adin 2<sup>e</sup> - 47-42-84-97. **MARQUÉTE** 100% DE LA CUISINE CRÉOLE

**DODIN BOUFFANT**  
Son bon rapport qualité/prix, menu à 195 F. Poissons, crustacés, cuisine du marché. Service : 12 h 30 à 14 h 30, 20 h à 23 h. 25, rue Frédéric-Sauzet 9-43-25-14. F. dim. Div. sm. - Parking (face 39 bd) SAINT-GERMAIN.

**LE MONIAGE GUILAUME**  
Terrasses, ouvert en AOÛT, F.D. Poissons en arrivage direct. Spécialité de bouillabaisse. Menu, carte d'été : 180 F/240 F. 88, rue Tombelaine, 1<sup>er</sup> - T. 43-23-96-15

**Le Monde**  
PUBLICITÉ GASTRONOMIE  
Renseignements : 46-62-75-31

الطعام الجيد



## dans l'assiette

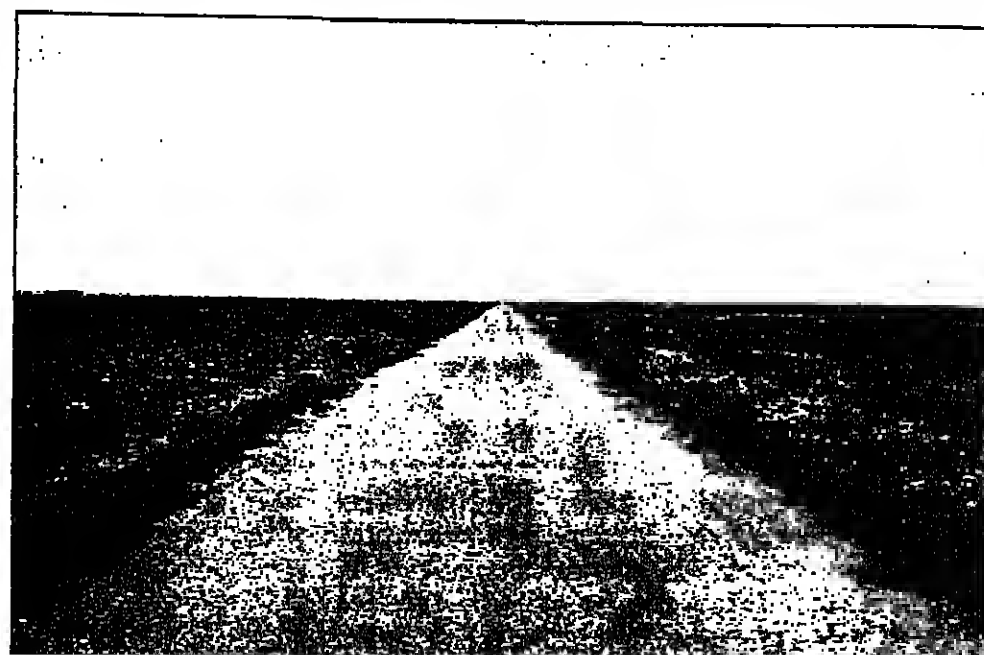
## Exotisme des Bouches-du-Rhône

Contournant les stéréotypes, un ouvrage collectif invite à arpenter les derniers sentiers non battus de la Camargue aux Alpilles.

Le parrainage lourdement officiel, le ton intello de certaines plumes, le parti pris d'insolite claironné d'entrée de jeu, il y avait de quoi indisposer dans ce guide qui n'est surtout pas un, dans ce faux livre de voyage à travers « les » patrimoines du si mal connu département des Bouches-du-Rhône où, en outre, se situe la ville la plus turbulente de France, Marseille (« Le Monde des livres » du 14 mai).

Et puis, au gré de la lecture, on se rend compte que nombre des signatures convoquées sont allées bien plus loin que tout ce qui a été commis depuis longtemps sur ce morceau maritime de la Provence, que ces signatures démontrent avec séduction, surtout pour le lecteur plus familier de Bali ou Bangkok, que de la Crau, ce mini-Sahara jeté entre Alpilles et Méditerranée, à la Sainte-Baume, refuge de la Madeleine non pas de Prout mais de Jésus, se déploient de véritables paysages exotiques, c'est-à-dire d'où surgissent encore des surprises, bref le dépaysement. Les auteurs ont finalement eu raison d'avoir mis en exergue l'insolite de ce patrimoine.

Ainsi, cette Camargue, à elle seule véritable bouche du Rhône, envisagée pour une fois sans petits chevaux immatés (quel incroyable poncif depuis *Crin-Blanc*, film de 1953 du duo Albert Lamorisse), sans gitaneries, sans (né) fast-food planqué dans les roseaux, mais une Camargue comme celle qu'on retrouve au bac de Barcarin, « sous l'autorité du fleuve », une Camargue de flamants roses non bûgnés, non



Entre Arles et Marseille, un vrai désert ignoré: le Crau.

numérotés, non observés, une Camargue avec des vaches pâles dures au dos et, et nous ne vous dirons pas la suite.

Le mal est déjà accompli pourtant puisque « c'est marqué dans un livre », mais au moins lisez-le si vous voulez arpenter les derniers sentiers non battus de la pauvre Camargue livrée à toutes les modes, à toutes les laideurs, à toutes les laideurs fricardes, et néanmoins, l'ouvrage le montre amplement, encore secrètement vierge bien qu'ultra-menacé.

D'autres raretés seront peut-être plus durables dans cette Provence livrée à tous les ravages d'un tourisme bécoté. Elles seront plus durables du moins tant qu'on n'aura pas trouvé les moyens d'empêcher l'arlesienne d'attraper son insolation amoureuse entre Les Baux et Arles... Là on est transporté dans des sites dantesques, inconnus, rayés de « drailles ».

De quoi? Ah! vous n'êtes pas du Midi? Vous ne savez pas ce que c'est que des drailles-là? J'allais vous renvoyer encore chez le libraire mais non, ne vous inquiétez pas, les drailles, ce sont - au milieu de ce *campus lapideus*, né jadis d'une pluie de galets envoyée par Jupiter contre les ennemis d'Hercule, - les chemins de transhumance ovine remontant, dans le terroir arlésien, non pas comme on l'écrit emphatiquement encore ici et là à une « immémoriale Antiquité », mais tout bêtement aux quinzième ou seizième siècles.

souillée par la plus vaste décharge de France et de Navarre, comme un riche raccourci de l'histoire provençale, inédit et vivifiant.

Ainsi que dirait l'autre, ce travail collectif est, « globalement », une réussite. Décidons donc d'oublier le charabia de quelques « brébis » galeuses et dévoilons, avec plaisir et profit, ces Bouches-du-Rhône, le plus exotique sans nul doute de nos départements...

Jean-Pierre Péroncel-Hagoz

► *De l'histoire ou du cabanon, approche insolite des patrimoines des Bouches-du-Rhône*, ouvrage collectif (vingt-neuf auteurs). Présentation de Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, et de Claude Bussière, préfet des Bouches-du-Rhône. 310 p., 100 F, Actes Sud.

► *Le Guide du motard*, éd. de Vents d'Ouest, 344 p., 79 F.

► *Les Plus Belles Randonnées des Pyrénées*, de Jean-François Dauvau, 176 p., 280 F. *Les Cols du parc de la Vanoise*, de Pascal Urdard, 176 p., 280 F. *Les Sentiers de Provence*, de Jean-François Dauvau, 176 p., 280 F. Editions Glénat.

► *La France à moto*. La moto permet de visiter la France d'une façon originale. Elle incite en effet à monter sur les petites routes, nez au vent pour berner tous les parfums de la nature. Elle autorise aussi les haltes les plus imprévues pour admirer un paysage, ou pour s'attarder sur un

site. Elle ouvre souvent des balades par des petits sentiers inaccessibles à d'autres modes de transport. (Imaginez par des passionnés, le *Guide du motard* propose des circuits insolites à travers les principales régions touristiques de l'Hexagone. Circuits qui privilégient ces petites départementales dont les virages reboutent bien souvent les automobilistes. Le guide signale aussi les petits relais sympas et les villages blottis au fond des vallées. Il indique évidemment les réparateurs de motos les plus fiables et n'oublie pas de recommander aux motards de vérifier soigneusement leur plein d'essence... les pompes se faisant de plus en plus rares en rase campagne.

C. de C.

► *Le Guide du motard*, éd. de Vents d'Ouest, 344 p., 79 F.

► *L'Amérique en vedette* avec les guides de voyage des éditions Ulysse. Au menu, plusieurs guides consacrés au Canada (*Québec 93*, *Gites du passant*, *Les Villes de Montréal et de Québec*, *La Gaspésie et les îles de la Madeleine*, *L'Ontario* et *la Colombie-Britannique*), aux Etats-Unis (Nouvelle-Angleterre, Disney World, Floride, l'Etat de New-York) ainsi qu'au Mexique et au Costa-Rica. Deux guides traitent de la randonnée pédestre au Québec et dans le nord-est des Etats-Unis. Des ouvrages distribués en France par Vilo (25, rue Ginoux, 75015 Paris) et l'Asrolabe (46, rue de Provence, 75009 Paris).

► *« Stamboulinisme »*. Aux vacances partant pour la Turquie et souhaitant, dans l'ancienne Constantinople, aller au-delà des stéréotypes des guides, il est conseillé de se munir de « Stamboulinisme », brillant numéro spécial des *Carnets de l'exotisme* consacré aux écrivains et artistes d'hier et d'aujourd'hui inspirés par la métropole du Bosphore (n° 11, juillet 1993,

artistique, sportive, scientifique, militaire et économique locale. Un travail d'érudition qui s'inscrit dans une collection de dictionnaires régionaux dont huit des vingt-deux tomes prévus sont parus : *Dauphiné et Ardeche*, *Langue-d'Oc-Roussillon*, *Lyonnais*, *Midi-Pyrénées*, *Pays de la Loire*, *Savoie et Provence-Alpes-Côte d'Azur*. En coffret, 432 p., quatre mille définitions, six cents illustrations en couleurs, 295 F. Renseignements au (16) 79-72-63-00.

► *Un guide inédit offert par Hertz-France* à ses clients optant pour les formules « vacances » ou « week-end » avec une voiture de catégorie B minimum. Intitulé « Itinéraires en France », conçu et rédigé par le Guide du routard (Hachette), il présente des itinéraires de un, deux ou trois jours au départ de vingt-six villes de l'Hexagone à vocation touristique. Y figurent événements historiques et sites à découvrir ainsi que vingt-six cartes des régions couvertes. Un guide diffusé par les quatre cent vingt agences du réseau Hertz.

## Des îles Caraïbes aux oasis de Perse

Les Mémoires d'un dominicain grand siècle, amateur de rhum, ou celles de deux Anglais arpenter la Route de la soie apportent quelques nouvelles recettes de plaquants voyages immobiles.

C'est n'est pas vain archaïsme que d'avoir placé deux mots obsolètes, « îles » et « Perse », en tête de cette recension puisque les livres concernés nous font remonter vers le temps où ces terres portaient lesdites appellations...

Le Père Jean-Baptiste Labat était un pas banal sujet ensoutané de Louis XIV. Sous prétexte d'amener au « vrai Dieu » et à la France les « idolâtres » d'Afrique noire et d'Amérique indienne, il se fit dominicain et surtout voyageur et chroniqueur des faits et dits « exotiques », parfois les moins susceptibles d'attirer un ecclésiastique... Ses textes sur les Antilles vers 1700, succès de librairie sous Louis XV, lus avec délice encore par Chateaubriand ou Morand, étaient introuvables depuis longtemps dans des éditions abordables.

Avec la version du *Voyage aux îles*, présentée par Michel Le Bris, on dispose désormais de la plus substantielle relation - succulente par la langue employée et les événements relatés - sur les « îles » au Grand Siècle. Tout n'y fut pas « grand », certes, à commencer, on le sait, par l'esclavage - mais comme aime à le répéter Maxime Rodinson, ne jugeons pas nos ancêtres à l'aune de nos propres préjugés ou principes!

Contentons-nous de les observer! De la fabrication du rhum, au demeurer hautement améliorée par Jean-Baptiste Labat, aux « pirates européens unis », en passant par le « dressage » des pauvres gens transportés d'Afrique et les curiosités des mœurs et de la nature aux Caraïbes, on s'instruit à chaque ligne avec ce religieux anticonformiste au point de se livrer aux joies du canot indien, voire de vouloir faire échapper un criminel...

Témoignage de première main encore, sur l'esclavage, mais au moment où, du moins pour les Européens, il devient pratiquement interdit, que celui de Théodore Canot, dans ses *Confessions d'un négrier*. Cet orphelin d'un grognard napoléonien, devenu mousse par misère, allait être l'un des derniers passeurs de « bois d'ébène » entre Afrique et Antilles, entre 1820 et 1840, lorsque ce « métier » devint de plus en plus dangereux.

► *« Poudre-à-Canon »*, maître Théodore n'était pas qu'un baroudeur océanique sans peur ni scrupules. Comme Labat, il avait reçu le don d'une plume nerveuse et réfléchie. Rien ne le rebutait dans ses descriptions, que ce soit les mauvais (ou les bons) traitements réservés aux Noirs achetés sur les côtes africaines, les mutineries féroces, les abordages sanglants, les plaisirs et maladies à Cuba espagnole ou en Guinée pas encore française. Cependant, là où Canot excelle vraiment, c'est dans la description, rarement tentée et presque jamais réussie, des roitelets ara-

bisés du continent noir intérieur ou celle des princes autochtones du littoral, de leurs cours, de leurs us, de leurs luttes intestines et surtout de leur rôle dans la vente aux Occidentaux durant deux siècles, des captifs de guerre ou des condamnés de droit commun, voire des innocents enlevés par seul esprit de lucre.

Si on a trouvé un peu trop éprouvants ces deux récits, on pourra, en compagnie de leur humour natif, se lancer sur la *Route d'Oxiane*, de Robert Byron, ou pister le *Pèlerin de Samarcande*, de Geoffrey Moorhouse. Ces deux Britanniques, le premier en 1933, le second en 1989, parcoururent en solitaires l'Asie centrale, à la recherche des étapes effacées de la Route de la soie, des influences politico-architecturales perses ou russes. Dans ces steppes aussi arides que magnifiques, au fil des caravansérails ruinés ou des banlieues neuves concentrant « toute la tristesse du monde », nos deux philosophes de la randonnée, sans idéologie ni acrimonie, savent partout dénicher le personnage local inénarrable, le minaret ou le mausolée de grand faiseur oubliés dans le désert depuis dix siècles, la notation historique ou contemporaine amenant le sourire ou même le franc éclat de rire. La dédicace absolue, le dépaysement garanti sans bouger de chez soi.

► *Pour jeter quelques gouttes de douceur sans mévier sur ces Antilles souvenues ou cette Asie musulmane bien des fois tragico-comique, ouvrons « Méditerranée » de Gabriel Conesa. Ce modeste pied-noir portant noble moustache blanche a, su, grâce à des vers classiques manipulant un vocabulaire rare, faire surgir une émotion renouvelée de ce sujet archi-rebuté qu'est l'Algérie natale perdue. Une Algérie toujours aux paysages grandioses et aux tempéraments bien trempés et où les « nuits rudoyées de péchés » d'il y a trente ans ressemblent à s'y méprendre à celles d'aujourd'hui, sans parler des « gémissements en geyser de joubail ». Avec pour règle de vie la « communion de la minute », ce « savoir-prophète » de l'instant, ce *carpe diem*, privilège commun à tous les suds, des Antilles à la Perse via la Méditerranée.*

J.-P. P.-H.

► *Voyage aux îles - chronique d'aventures des Caraïbes - 1693-1705*, de Jean-Baptiste Labat, présentation de Michel Le Bris, Phébus, 480 p., 148 F.

► *Confessions d'un négrier - les aventures du capitaine Poudre-à-Canon, trafiquant en or et en esclaves - 1820-1840*, du Théodore Canot. Texte établi par Mortho Neugauer, préface de Michel Le Bris, introduction de Malcolm Cowley, Payot-Voyageurs, 260 p., 64 F.

► *La Route d'Oxiane*, de Robert Byron, traduit de l'anglais par Michel Poiris, préface de Bruce Chatwin, Payot-Voyageurs, 380 p., 72 F.

► *Le Pèlerin de Samarcande - Un voyage en Asie centrale*, de Geoffrey Moorhouse, traduit de l'anglais par Cathie Holmes, Phébus, 205 p., 118 F.

► *Méditerranée*, suivi de *Algérie natale*, de Gabriel Conesa, éd. Saint-Germain-des-Prés, 115 p., 70 F.

► *Les Caraïbes à la loupe* avec les Guides Baedeker (169 F, Hachette) qui comptent vingt-cinq titres avec la sortie de l'Allemagne (réunifiée), de la Corse, de Berlin et de Paris. D'Antigua aux îles Vierges, les composantes de l'arc caraïben, classées par ordre alphabétique, font, enfin, l'objet, en 664 pages

et soixante-huit plans et cartes, d'une description détaillée, surtout pour la Jamaïque, Cuba, la Martinique et la Guadeloupe. Privilegiés, l'héritage culturel et la littérature. Jointe au guide, la grande carte pliée (point fort de la collection) est, ici, particulièrement bienvenue.

## Semaine gourmande

## La Table de Ra

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce

## La Grèce









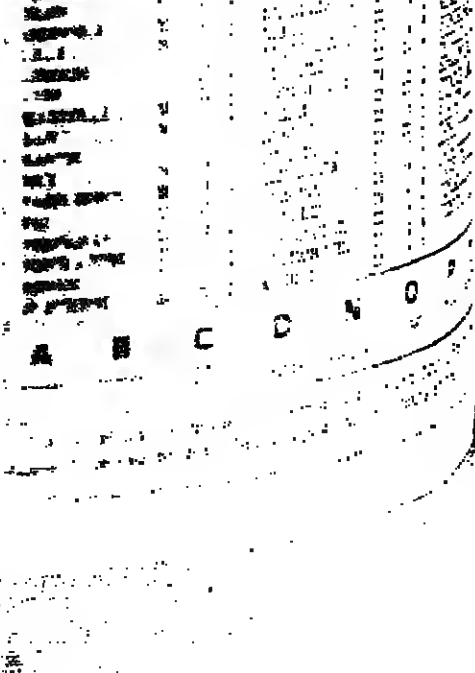
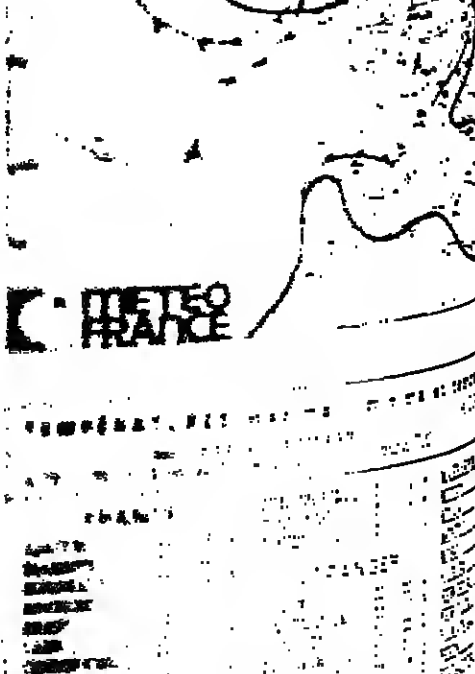
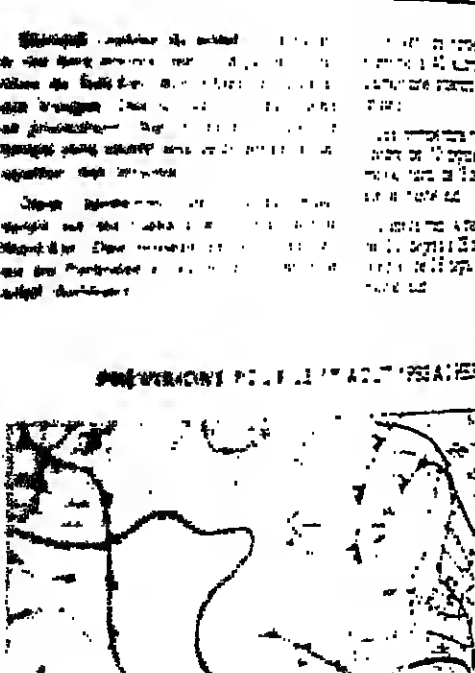






الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# MÉTÉOROLOGIE



## AGENDA

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). Le Premier : 22 h ; sem. 17 h. Rel. dim., lun.  
**ANTOINE - SIMONE-BERRIAU** (42-08-77-71). L'Amour fort : mar., mer., jeu. 20 h 45.  
**ARTISTIC - ATHÉVAINS** (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : mer., ven., sam. 21 h ; jeu. 19 h ; sam. 18 h.  
**BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE** (40-48-90-72). Sur le dos d'un éléphant : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim., lun.  
**SCHRY-ZEBRE** (43-57-51-55). Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30. Tiers bon : mar., jeu., dim. 21 h.  
**BOBINO** (43-27-76-75). Le Pied à l'étrier : 21 h. Rel. dim.  
**CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). Les Zappes : 20 h 15. Rel. dim., lun. La Graphique de Boacop : 21 h 30. Rel. dim., lun., mer. Arctus de Penguern : dim., lun., mar. 22 h 30. Dany Boon : dim., lun., mar. 21 h 15. Nous sommes tous des lapins à six pattes : dim., lun., mar. 20 h.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : ven. 21 h ; sam. (dimanche) 21 h 30 ; sem. 18 h.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU** (40-15-00-15). La Mésolite imaginaire : ven. (dimanche) 20 h 30. La Pitié Martin : sam. (dimanche) 20 h 30.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-18-31). Le Cid : ven. 18 h 15 ; sam., lun., mer. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : jeu. 20 h 30 ; sam., mer. 18 h 30.  
**OUAOUA** (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., lun., mer. 20 h.  
**OUNOIS** (45-84-72-00). Così fa da Ponte ou le Crâne de l'improvisateur : mar., jeu. 21 h.  
**ESPACE MARAIS** (48-04-81-55). Feu la mère de madame : mar., jeu., ven., mar. 21 h 15 ; sam. 20 h ; dim. 18 h. L'île des esclaves : mar., jeu., ven., mar. 20 h 15 ; sam. 19 h ; dim. 15 h. La Moutte : sam. 21 h.  
**FONTAINE** (48-74-74-40). Comédie d'amour : ven., sam. (dimanche) 20 h.  
**GRAND ÉOGAR** (43-36-32-31). Le Système Ribadier : ven., sam. (dimanche) 20 h.  
**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chevre : 19 h 30. Rel. dim. La Léon : 20 h 30. Rel. dim.  
**JARDINS OU PALAIS-ROYAL** (40-28-40-33). Malasangre : ven., sam. (dimanche) 19 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (46-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Eté 88 chez les Pujols : 20 h. Rel. dim. Le Jardin des carices : 21 h 30. Rel. mer., dim. Théâtre rouge. Les Ours Commandements : 18 h. Rel. dim. Ah Si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : 20 h. Rel. dim. Personne n'est parfait : 21 h 30. Rel. dim.  
**MADELEINE** (42-85-07-09). Atout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.  
**MATHURINS** (42-65-60-00). En attendant les bouffes : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun.  
**MÉTAMORPHOSIS** (42-61-33-70). Le Miroir des songes : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., lun. Tonnelle d'été : 15 h. Rel. lun.  
**MICHOÏÈRE** (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schurz : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 18 h. Rel. dim., lun., mer. 20 h.  
**UVRE** (48-74-42-52). Pendant que vous dormiez : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun., mer. 20 h 30.  
**PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)** (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE** (42-27-38-54). Embrassons-nous, Folavivell : sam. 18 h 30 ; sam. dim. 15 h. La Voyance de M. Perrichon : ven., sam. 20 h 30 ; sem., dim. 16 h 30.  
**RANELAGH** (42-68-64-44). Messieurs les ronds-de-cuir : 20 h 30. Rel. lun., mer. 20 h 30.  
**RENAISSANCE** (42-08-18-50). La Java des mémoires : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim., lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Une espérance pour deux : 20 h 45. Rel. dim.  
**SEPTIER DES HALLES** (42-38-37-27). Allais nous plain : mer., mer., jeu. 20 h 30. La Défunt : Éduard et Agripine : mar., mer., jeu. 22 h.  
**SOUS CHÂTEAU (PARC DE LA VILLETTE)** (40-03-75-75). Lear Elephanta : 21 h. Rel. lun.  
**SPLÉNIO SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Improvisation : 20 h 30. Rel. dim., lun. Océan Bézureau : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE O'EGAR** (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacrés Monstres : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURES** (48-08-10-17). Rien ne sert de dormir, faut s'élever l'matin : 22 h. Rel. dim., lun.

(40-28-40-33). Malasangre : ven., sam. (dimanche) 19 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (46-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Eté 88 chez les Pujols : 20 h. Rel. dim. Le Jardin des carices : 21 h 30. Rel. mer., dim. Théâtre rouge. Les Ours Commandements : 18 h. Rel. dim. Ah Si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : 20 h. Rel. dim. Personne n'est parfait : 21 h 30. Rel. dim.  
**MADELEINE** (42-85-07-09). Atout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., lun.  
**MATHURINS** (42-65-60-00). En attendant les bouffes : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun.  
**MÉTAMORPHOSIS** (42-61-33-70). Le Miroir des songes : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., lun. Tonnelle d'été : 15 h. Rel. lun.  
**MICHOÏÈRE** (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schurz : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 18 h. Rel. dim., lun., mer. 20 h.  
**UVRE** (48-74-42-52). Pendant que vous dormiez : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun., mer. 20 h 30.  
**PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE)** (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE** (42-27-38-54). Embrassons-nous, Folavivell : sam. 18 h 30 ; sam. dim. 15 h. La Voyance de M. Perrichon : ven., sam. 20 h 30 ; sem., dim. 16 h 30.  
**RANELAGH** (42-68-64-44). Messieurs les ronds-de-cuir : 20 h 30. Rel. lun., mer. 20 h 30.  
**RENAISSANCE** (42-08-18-50). La Java des mémoires : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim., lun.  
**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Une espérance pour deux : 20 h 45. Rel. dim.  
**SEPTIER DES HALLES** (42-38-37-27). Allais nous plain : mer., mer., jeu. 20 h 30. La Défunt : Éduard et Agripine : mar., mer., jeu. 22 h.  
**SOUS CHÂTEAU (PARC DE LA VILLETTE)** (40-03-75-75). Lear Elephanta : 21 h. Rel. lun.  
**SPLÉNIO SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Improvisation : 20 h 30. Rel. dim., lun. Océan Bézureau : 22 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE O'EGAR** (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacrés Monstres : 22 h. Rel. dim.  
**THÉÂTRE DE OIX-HEURES** (48-08-10-17). Rien ne sert de dormir, faut s'élever l'matin : 22 h. Rel. dim., lun.

## SPECTACLES NOUVEAUX

**L'HEURE ESPAGNOLE**. Tourtour (48-87-82-48) (dim., lun. 19 h 28).  
**MALASANGRE**. Jardins du Palais-Royal (40-28-40-33), mer., jeu., ven., sam. et dim. (dimanche) 19 h 28.  
**LE VOYAGE DE M. PERRICHON**. Pré-Catelan, jardin Shakespeare (42-27-38-54), ven., sam. 20 h 30, sam. et dim. 16 h 30 (3).  
**EMBRASSONS-NOUS, FOLLE-VILLE**. Pré-Catelan, jardin Shakespeare (42-27-38-54), sam., dim. 15 h et sam. 18 h 30 (3).  
**ALLAIS NOUS PLAÎT**. Sentier des Halles (42-36-27-27) (dim., lun.), 20h22 (3).  
**L'AMOUR FOOT**. Antoine-Simone-Berriau (42-08-77-71) (dim. soir, lun.), 20h45 ; s.m., 15 h 30 (3).  
**COSI FA OIA PONTE OU LA CROISIÈRE**. Dancas (45-64-72-00) (dim. soir, lun.), 21 h (3).  
**LE OEFUNT : EDOUARD ET AGRI-PINE**. Sentier des Halles (42-36-37-27), s.m., lun., 22h (3).  
**LES JEUNES PHÈRES**. ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Le Théâtre de Bral : ven., sam. (dimanche) 19 h.  
**THÉÂTRE DÉJAZET** (48-87-52-55). Élia Kalkou : 20 h 30. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE OU TAMBOUR-ROYAL** (48-06-72-34). Dom Juan : 20 h 45. sam. 15 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-56-84-47). Chanté ben ordonné : 21 h. Rel. dim., lun.  
**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-85). Eternel Tango : 21 h. Rel. dim., lun. Western-sole : ven., sam. 20 h ; dim. 15 h.  
**THÉÂTRE MONTORQUEIL** (42-36-38-58). Arlene. Le Retour de M. Leguen : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.  
**TOURTOUR** (48-87-82-48). L'Heure espagnole : 19 h. Rel. dim., lun. Les Rendez-vous : 20 h 30. Rel. dim., lun. La rêve était presque parfait : 22 h. Rel. dim., lun.  
**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Choppia : 21 h. Rel. dim.  
**RÉGION PARISIENNE**  
**AUBERVILLIERS (ESPACE JEAN-RENAUDIE)** (42-65-28-37). L'Ombre : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 17 h.  
**AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JAC-**

## CINÉMA

### LES SÉANCES SPÉCIALES

**ALPHA BRAVO** (A. v.o.) : Orare, 19h (42-09-34-00) 19 h.  
**AU FEU... LES POMPIERS** (Tch. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 36-65-72-05) 16 h.  
**CERCLE DE FEU** (A. v.o.) : La Géode, 19h (40-05-80-00) 19 h 21 h.  
**LA COURSE DE L'INNOCENT** (Fr. It. A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (46-87-18-09) 20 h.  
**CRIN BLANC** (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 15.  
**CROWNING BY NUMBERS** (Int. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.  
**EXCALIBUR** (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.  
**LE FESTIN NU** (Int. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 15 h 30.  
**GROCK** (Sué.) : Ranelagh, 16 (42-68-64-44) 18 h 30.  
**HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS** (Hong Kong, v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 36-65-72-05) 20 h 10.  
**HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS**

II Hong Kong, v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 36-65-72-05) 16 h.  
**I WAS ON MARS** (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 16 h.  
**L'IMPORTANT C'EST D'AIMER** (Fr. It. A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 15.  
**NIGHT ON EARTH** (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 21 h 50.  
**QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ?** (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.  
**REGGAE SUNSPASH** (All. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 17 h 35.  
**RELACHE** (Fr.) : Reflet Médias 1 (ex Reflet Logos II), 5 (43-54-72-71) 36-65-72-05) 18 h.  
**SAILOR ET LULA** (Int. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 36-65-72-05) 18 h.  
**SCITONK I** (All. v.o.) : Studio 28, 18 (46-06-36-07) 19 h, 21 h.  
**THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 36-65-72-05) 22 h 30, 0 h 10.

### LES FILMS NOUVEAUX

**AU BÉNÉFICE DU DOUTE** (F. v.o.) : Film américain de Jonathan Heap, v.o. (42-71-52-36) : Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) 36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-75-55) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) 36-65-71-44).  
**BIG MAN**. Film britannique de David Lean, v.o. : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).  
**CEUR SAUVAGE**. Film américain de Tony Bill, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) 36-65-70-83) ; Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) 36-65-70-82) ; v.f. : Rex le Grand Rex, 2 (42-36-83-93) 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-75-55) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) 36-65-71-44).  
**LE SYNOICAT DU CRIME 2** (F. v.o.) : Film hongkongais de John Woo, v.o. : Gaumont Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) 36-68-75-55).  
**UN JOUR SANS FIN**. Film américain de Herold Rams, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) 36-65-70-83) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) 36-65-70-82) ; v.f. : Rex le Grand Rex, 2 (42-36-83-93) 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-75-55) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) 36-65-71-44).  
**PANIC SUR FLORIDA BEACH**. Film américain de Joe Davis, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55).

Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) 36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-75-55) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) 36-65-71-44).  
**LE SYNOICAT DU CRIME 2** (F. v.o.) : Film hongkongais de John Woo, v.o. : Gaumont Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) 36-68-75-55).  
**UN JOUR SANS FIN**. Film américain de Herold Rams, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) 36-65-70-83) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) 36-65-70-82) ; v.f. : Rex le Grand Rex, 2 (42-36-83-93) 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-75-55) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96) 36-65-71-44).  
**PANIC SUR FLORIDA BEACH**. Film américain de Joe Davis, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55).

## CONFÉRENCES

### SAMEDI 31 JUILLET

Maison de la Villette, angle du quai de la Charante et de l'avenue Corentin-Leprieux, 13 h 30 : « L'architecture du dix-neuvième arrondissement », par A. Oriandini (Maison de la Villette).  
**DIMANCHE 1<sup>er</sup> AOÛT**  
1. rue des Prouvaires, 15 heures : « Le mystère des ovnis, protection spirituelle et avertissement », par J.-M. Smet, et Action et pouvoir des anges », par Nativ (Conférences Natya).

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 31 JUILLET

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 h 15, 14 h 45 et 17 h 45, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Le Palais-Bourbon, siège de l'Assemblée (carte d'identité, nombre limité) », 14 h 30, sortie métro Assemblée nationale, côté Assemblée (D. Bouchard).  
« Découverte de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, église Saint-Julien le Pauvre (Sauvegarde du Patrimoine).  
« Chemin-de-Mars. Visite de l'école militaire », 15 heures, sortie métro Ecole-Militaire (H. Huelier).  
« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Réurrection du passé).  
« Balade et balades autour de la Bastille », 15 heures, sur les marches de l'Opéra Bastille (Paris et son histoire).  
« Saint-Denis : la maison d'éducation de la Légion d'honneur »,

18 heures, 2, rue de la Légion-d'Honneur (Office de tourisme de Saint-Ouen).  
**DIMANCHE 1<sup>er</sup> AOÛT**  
« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque et vivant », 10 h 30, sommet du funiculaire, au fénion Paris autotour, L.A. Lavigne.  
« Moufflard et ses secrets. De la maison du Père Goriot aux convulsions de Saint-Médard et aux arches de Lurçat », 11 heures, 16 h 30 et 18 heures, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Saint-Denis : la cathédrale et les tonneaux de vin », 14 h 30, 2, rue de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis (Office de tourisme).  
« La Mairie juif. Petites synagogues », 14 h 30, métro Saint-Paul (Paris et son histoire).  
« Sous la coupole de l'Académie française », 15 heures, 23, quai de Corné (D. Bouchard).  
« Les Pous à Saint-Ouen, le plus important marché mondial d'antiqui-

tés. Conférence déposée », 15 heures, métro Porte-de-Clichy, court, au fénion Paris autotour, L.A. Lavigne.  
« Les vieux quartiers de l'île de la Cité : de la place Orléans à l'enclos du cloître Notre-Dame », 15 heures, Pont-Neuf, statue de Henri IV (E. Roman).  
« Mystérieuse symbolique de Notre-Dame de Paris. Franc-maçonnerie, Rose-Croix, bouddhisme. Les secrets des premiers bâtisseurs. Le langage des roses », 15 heures, sortie métro Cité (H. Huelier).  
« La place des Victoires et son vieux quartier », 15 heures, sortie métro Louvre-Rivoli (Résurrection du passé).  
« La prison de la Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).  
« Le parc de la Villette à pas onze jardins à thème » (avec projection d'un diaporama sur l'histoire de la Villette), 15 heures, Maison de la Villette.

# Le Monde pour fuir le monde

## Trois conseils pour ne pas manquer le Monde cet été

L'été, la mise en place du Monde en quantité suffisante chez les marchands de journaux est rendue difficile en raison des déplacements de vacances. Dans le souci de mieux vous servir, nous avons installé un système de télé-surveillance des points de vente estivaux les plus sensibles et ouvert un numéro vert gratuit que l'on peut appeler lorsque le journal manque.

De votre côté, lorsque vous restez au même endroit, vous pouvez nous aider en observant quelques pratiques simples, les seules qui permettent une mise en place efficace :

- ◆ Achetez le Monde, si possible, chez le même marchand de journaux tous les jours.
- ◆ Réservez-le pour le lendemain.
- ◆ Si vous préférez recevoir votre journal par la poste, abonnez-vous. C'est possible, même pour quinze jours seulement. Pour profiter de l'abonnement vacances, tapez 3615 LEMONDE code ABO, ou appelez le (16-1) 49-60-32-90.

Si, malgré tous nos efforts, vous ne trouvez pas votre journal, appelez gratuitement le numéro vert : 05-40-14-31 réservé à nos lecteurs et ouvrez 24 heures sur 24 (du 5-7 au 29-8) et nous ferons parvenir le Monde au marchand insuffisamment approvisionné.

# Le Monde des DEBATS

## ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 270 F

OUI, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 301 02 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° ..... Expire à fin ..... / .....

☐ Carte Amex n° ..... Expire à fin ..... / .....

Date et signature obligatoires : .....

Le Monde des débats. Service abonnements.  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex  
sur MINITEL 3615. LE MONDE code ABO  
pour l'étranger : nous consulter au 49-60-32-90,  
pour les abonnements en nombre au 49-60-32-68



## ÉCONOMIE

BILLET

Selon le rapport présenté par M. Alphandéry

## Nationalisme agricole

L'Espagne serait-elle la bête noire des Français que les économistes classent parmi les producteurs du secteur primaire, c'est-à-dire les pêcheurs et les agriculteurs ? La question vient naturellement sur les lèvres, après les incidents qui ont mis aux prises, dans le golfe de Gascogne, les pêcheurs de thon, les arboriculteurs et les chauffeurs routiers.

A la mi-juillet, au large de la Bretagne, les pêcheurs et les fileyeurs avaient déclenché de mini-batailles navales et depuis quelques jours, aux péages autoroutiers, près de Toulouse ou de Bordeaux, des camions venant d'Espagne sont interceptés et leur contenu déversé sur la chaussée et saignée. Motif : les agriculteurs français - poussés par la Coordination rurale - veulent mettre la hache aux importations de produits agricoles, jugés massives et déloyales, non seulement de melons, poivrons, vin (en mai, il s'agissait des fraises) ibériques, mais, dans la foulée, de kiwis néo-zélandais ou de tomates belges. En d'autres temps (pas si éloignés), c'est à des cargaisons de viande britannique ou de poisson scandinave que s'attaquaient les producteurs français en colère face à la chute des cours.

Ces incidents ont provoqué jeudi 29 juillet un visible éternement diplomatique dans les pays concernés. La ministre espagnole de l'Agriculture a officiellement protesté auprès de son collègue français, qualifiant d'« intolérables » les agissements des derniers jours. La ministre belge a, lui aussi, dénoncé les interceptions de camions de tomates, « les entraves à la libre circulation des biens dans la CEE, et les mesures d'intimidation contre les grands magasins qui distribuent des produits belges ».

Général, Jean Puech a diffusé un communiqué alambiqué qui, après la « condamnation » de rigueur, explique que « la seule attitude constructive est de renforcer notre cohésion en présentant un front uni, de redonner une signification précise à la notion de préférence communautaire et de faire aboutir une réforme du marché des fruits et légumes qui date de 1972 ». Les agriculteurs ont besoin d'indications plus précises, notamment sur la conception qu'a le ministre de la préférence communautaire, puisque, jusqu'à plus ample informé, l'Espagne ou la Belgique sont membres de la CEE... Même s'ils traversent actuellement une période difficile, les agriculteurs français auraient tort de continuer à se prendre à leurs voisins européens. La France est le premier exportateur européen de produits agricoles et alimentaires. Faudra-t-il s'exposer à voir, ici ou là, nos cochonnailles, cognac, foie gras, beurres, jetés au bûcher ?

FRANÇOIS GROSCHARD

Les coopératives Pêcheurs de France et le groupe marocain ONA renforcent leur coopération. L'ONA, premier groupe privé marocain, et l'Union des coopératives de pêcheurs de France, numéro un français de la pêche, ont décidé d'apporter plusieurs usines à leur holding commune Pêcheurs de France, qui devrait ainsi devenir le quatrième groupe français des produits de la mer, ont annoncé, mercredi 28 juillet, le président de l'Union, Jean-Luc de Faurand, et l'administrateur délégué de l'ONA, Robert Assaraf. Dès 1994, le chiffre d'affaires de Pêcheurs de France Sa devrait atteindre 450 millions de francs et l'activité devrait « en deux ans maximum » atteindre 600 millions. Les deux actionnaires de Pêcheurs de France ont également décidé de porter à 100 millions de francs le capital du holding, créé en juin 1992 avec simplement 1 million de francs de capital. Cette augmentation sera souscrite à parts égales par l'ONA et l'Union.

## Le gouvernement prépare un projet de loi pour lutter contre la concurrence déloyale

Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a présenté, jeudi 29 juillet, le rapport annuel de la Direction générale de la concurrence, de la répression des fraudes (DGCCRF). Rendu public pour la troisième année consécutive, ce rapport a été projeté sous les feux de l'actualité par les récents changements d'actionnariat autour de la FNAC et des Dernières Nouvelles d'Alsace, qui concernent la grande distribution et la presse, deux secteurs très sensibles en matière de concentration. Dans les deux cas, M. Alphandéry a assuré que la reprise des DNA par le groupe Hersant comme celle de la FNAC - « quel que soit le repreneur » - feront l'objet d'un examen attentif de ses services, avant une éventuelle saisine du Conseil de la concurrence.

En 1992, la DGCCRF a demandé sept fois son avis au Conseil de la concurrence sur des concentrations, contre une seule fois en 1991. Depuis le début de l'année, elle est déjà intervenue cinq fois. Elle vient juste de faire un sujet de la reprise de Discol par Promodes dans le secteur du commerce de gros. Afin de mieux connaître ses principes en matière de concurrence et de concentration, la DGCCRF a publié une « méthode d'analyse pour le contrôle des concentrations ».

Mais le contrôle d'un secteur ne veut pas dire l'interdiction de toute opération de concentration, comme le montrent les feux verts donnés à Cora pour la reprise de SIS (Société européenne de supermarchés), ainsi qu'à l'approvisionnement l'Express-Point autorisé après examen du conseil de la Concurrence (lire page 7).

Le développement d'une politique de la concurrence demeure un des axes prioritaires des services du ministre. En 1992, la DGCCRF a



saisi cinquante fois le Conseil de la concurrence sur ce sujet, soit une fois de plus qu'en 1991, mais beaucoup plus que les années précédentes. Elle a notamment saisi le conseil sur les ports de plaisance après s'être aperçu que les quatre plus importantes entreprises du secteur se partageaient la quasi-totalité du marché. L'instruction de cette affaire est en cours.

## Contrôle redoublé sur les monopoles

Cette politique d'intensification de la concurrence passe par un contrôle redoublé sur les monopoles. Après l'abolition par le gouvernement, en octobre 1992, du monopole des pompes funèbres - marché qui doit être ouvert à la concurrence d'ici trois ans -, l'intention du gouvernement actuel est de se pencher sur les monopoles dans l'énergie, la poste aussi par la rectification d'une plus grande transparence et d'une loyauté de la concurrence. En coopération avec Alais, Madelin, ministre des entreprises, du développement économique, des PME et du commerce et de l'artisanat, un projet

de loi sera présenté cet automne pour lutter contre la concurrence déloyale - ententes, faux rabais, soldes permanents, contrefaçons, publicités mensongères - qui connaît en France une ampleur accrue, en raison de la crise de la consommation. La défense du consommateur constitue en effet l'autre versant de l'action menée par la DGCCRF. En 1992, sont passés sous les fourches caudines de ses agents, les services de plongée sous-marine, les parcs aquatiques et aires de jeux, les services de location de voiture et ceux de dépannage sur route, les contrats de séjours linguistiques. De gravité variable, un certain nombre d'anomalies ont été dénoncées.

Christian Babusiaux, directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, a toutefois constaté que l'accent mis depuis quelques années sur la prévention des accidents domestiques portait enfin ses fruits. En 1992, les statistiques de l'INSEE et celles des hôpitaux ont montré, pour la première fois, une baisse de 10 % des accidents domestiques.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Après la suspension des négociations sur la convention médicale

M<sup>me</sup> Veil veut prouver sa détermination aux assurés en faisant pression sur les médecins

Quarante-huit heures après la suspension des négociations sur la convention médicale, le gouvernement n'est pas décidé à relâcher la pression sur les syndicats de médecins et les caisses d'assurance-maladie. « Il va bien falloir qu'on se mette vite d'accord sur un projet complet de convention médicale acceptable par le gouvernement », indique ainsi Simone Veil, dans un entretien publié dans le Figaro du vendredi 30 juillet. « Septembre serait une date raisonnable, précise le ministre des affaires sociales, c'est en tout cas une date limite pour le gouvernement. Cela lui permet en cas d'échec

de saisir le Parlement d'un projet de loi.

« Comme la détermination du gouvernement de parvenir à 10,7 milliards de francs d'économies en médecine de ville est réaliste et doit être respectée, prévient encore M<sup>me</sup> Veil, il n'est pas question d'accepter des objectifs prévisionnels d'honoraires et de prescriptions qui ne garantissent pas ces économies. » A la veille de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> août, de la baisse de cinq points du taux de remboursement des dépenses d'assurance-maladie, la pression ainsi exercée par le gouvernement est avant tout destinée à

montrer aux assurés sociaux qu'ils ne seront pas les seuls à faire des sacrifices. Le répit que les négociations conventionnelles s'étaient accordées jusqu'au 31 août pourrait bien n'être qu'apparent. Ainsi M<sup>me</sup> Veil a-t-elle déjà fait part de son intention de « rapprocher les points de vue » en reconstruisant, dès la semaine prochaine, les représentants des syndicats de médecins et des caisses d'assurance-maladie. Parallèlement, le gouvernement s'apprête à lancer la signature d'une convention collective de la fin de 1993. Mais CGT et UNIM font une interprétation différente de la loi et des décrets d'application. M. Bosson indique que « dans le domaine de l'embauche, la loi entend instaurer une liberté totale qui, conformément au droit commun, permettrait un rapport direct entre les entreprises de manutention et les ouvriers dockers, qu'ils soient salariés ou occasionnels ». A Marseille, après l'échec d'une réunion paritaire, jeudi 29 juillet, le syndicat CGT des dockers a appelé à une grève de vingt-quatre heures pour vendredi 30 juillet.

V. D.

Les sept sages commenceront leurs travaux en septembre

## La nouvelle commission de privatisation sera présidée par Pierre Laurent

La composition de la nouvelle commission de privatisation est désormais connue. Le gouvernement a rendu publics jeudi 29 juillet les noms des sept sages qui, nommés pour cinq ans, seront chargés d'estimer la valeur des entreprises publiques transférées au privé et de participer à la désignation de leurs futurs actionnaires.

Présidé par Pierre Laurent (soixante-trois ans), président honoraire de section au Conseil d'Etat et ancien patron du Conseil de la concurrence de 1987 à 1993, la commission de privatisation comprend également Pierre Ahy (71 ans), membre du conseil des mines, ancien président de l'Érap (holding cofinancé Elf Aquitaine) et président d'honneur de Gaz de France; André Blanc (62 ans), inspecteur des finances, ancien directeur général de la concurrence et de la consommation (1978-1982), Daniel Deguen (65 ans), ancien président du CCF (1982-1984), Daniel Hus (63 ans), ancien directeur général de la Société générale, Jean Seris (73 ans), ancien chargé de mission à l'Elysée auprès de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) et Michel Vasseur (71 ans), professeur de droit, membre des précédentes commissions.

Selon le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, ces sages ont été recrutés en fonction de leur compétence et de leur indépendance vis-à-vis du gouvernement, des groupes de pression et des grandes entreprises privatisables ou des acquéreurs potentiels.

Nouvelle grève à Marseille

## M. Bosson lance une mise en garde aux dockers

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a adressé jeudi 29 juillet, une lettre de mise en garde à la Fédération CGT des ports et docks et à l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM) dans laquelle il souligne « la volonté du gouvernement de voir appliquée intégralement la réforme de la manutention portuaire mise en place par la loi du 9 juin 1992 ».

Les partenaires sociaux sont actuellement engagés dans une difficile négociation devant aboutir à la signature d'une convention collective de la fin de 1993. Mais CGT et UNIM font une interprétation différente de la loi et des décrets d'application. M. Bosson indique que « dans le domaine de l'embauche, la loi entend instaurer une liberté totale qui, conformément au droit commun, permettrait un rapport direct entre les entreprises de manutention et les ouvriers dockers, qu'ils soient salariés ou occasionnels ». A Marseille, après l'échec d'une réunion paritaire, jeudi 29 juillet, le syndicat CGT des dockers a appelé à une grève de vingt-quatre heures pour vendredi 30 juillet.

Proches de l'âge de la retraite ou l'ayant dépassé (le benjamin de l'équipe a 62 ans), ce sont avant tout des juristes, anciens bants fonctionnaires ou financiers (il n'y a pas d'industriels).

Un seul d'entre eux a l'expérience de telles instances, en ayant été successivement membre de la commission de privatisation installée de 1986 à 1988, puis de la commission d'évaluation des entreprises publiques que présidait jusqu'à présent Yvère Chassagne.

La commission devrait s'installer dès septembre. Dès la semaine prochaine, le gouvernement désignera les banques-conseils chargées d'une évaluation préalable des deux premières entreprises à privatiser, Rhône-Poulenc et la BNP, qui elles-mêmes travailleront de leur côté sur leur propre évaluation. Les sages examineront, par la suite, ces estimations.

Les présidents des entreprises privatisables seront confirmés ou renouvelés au plus tard lors du lancement effectif de la vente de leur entreprise. Les patrons de la BNP, de Rhône-Poulenc et de la Banque Paribas, qui n'ont pas trop de sous à se faire, doivent voir leur mandat validé par leur conseil d'administration. La reconduction de Loïc Le Floch-Prigent, patron d'Elf Aquitaine, dépend, elle, du conseil des ministres. Depuis plusieurs jours, la rumeur lui donne un successeur potentiel : Philippe Jaffré, actuel directeur général du Crédit agricole.

CAROLINE MONNOT

Avec une progression de 1,6 % au deuxième trimestre

## La croissance américaine se révèle plus faible que prévu

Le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 1,6 % ce trimestre annuel au deuxième trimestre aux Etats-Unis, selon une première estimation officielle. L'économie américaine continue donc de croître - c'est la neuvième augmentation trimestrielle consécutive du PIB - mais plus lentement que ce qu'avaient espéré les analystes, qui espéraient un gain de 2,3 % au deuxième trimestre. Ron Brown, secrétaire américain au commerce, annonce sa déception devant ces résultats qui « reflètent une croissance anémique qui ne créera pas les emplois dont nous avons besoin ».

Devant l'essoufflement de la reprise, l'administration Clinton, qui avait déjà reconstruit ses prévisions de croissance pour l'ensemble de l'année, devra de nouveau réviser ses chiffres à la baisse si la mauvaise performance du deuxième trimestre se confirme.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

La décision d

## L'affrontement entre ban

Le taux d'escompte de la Banque d'Allemagne, fixé à 5,5 %, a été maintenu jeudi 29 juillet. Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a décidé de ne pas modifier le taux d'escompte, qui est resté à 5,5 %, malgré la pression des marchés financiers. Le taux d'escompte de la Banque d'Allemagne est le plus élevé d'Europe, ce qui explique que le crédit en Allemagne soit plus coûteux qu'ailleurs. Cependant, la Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a également décidé de maintenir le taux de refinancement à 4,5 %. Le taux de refinancement est le taux auquel la Banque d'Allemagne prête de l'argent aux banques commerciales. Ce taux est également resté inchangé, malgré la pression des marchés financiers. La Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

## Une glorieuse et douloureuse

Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a également décidé de maintenir le taux de refinancement à 4,5 %. Le taux de refinancement est le taux auquel la Banque d'Allemagne prête de l'argent aux banques commerciales. Ce taux est également resté inchangé, malgré la pression des marchés financiers. La Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a également décidé de maintenir le taux de refinancement à 4,5 %. Le taux de refinancement est le taux auquel la Banque d'Allemagne prête de l'argent aux banques commerciales. Ce taux est également resté inchangé, malgré la pression des marchés financiers. La Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

Satisfactions et réactions

## Satisfaction en Allemagne, silence en France

Provoquant un tel effet sur les marchés financiers, la décision de la Bundesbank d'abaisser ses taux de refinancement, en laissant inchangés les taux d'escompte, a été perçue en Allemagne comme une victoire. Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a également décidé de maintenir le taux de refinancement à 4,5 %. Le taux de refinancement est le taux auquel la Banque d'Allemagne prête de l'argent aux banques commerciales. Ce taux est également resté inchangé, malgré la pression des marchés financiers. La Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

Si la DIHT (fédération des banques de commerce et d'industrie allemandes) critique l'action de la Bundesbank, c'est pour le qualifie d'« action risquée pour la stabilité des prix » et pour mettre en garde les autorités monétaires contre une « banalisation de l'inflation ». De même, l'Institut économique du Parti libéral (FDP), Otto Lambdson, estime que « les tensions au sein du SME ne sont pas un argument suffisant pour l'assouplissement du SMU ».

Le conseil des gouverneurs de la Banque d'Allemagne a également décidé de maintenir le taux de refinancement à 4,5 %. Le taux de refinancement est le taux auquel la Banque d'Allemagne prête de l'argent aux banques commerciales. Ce taux est également resté inchangé, malgré la pression des marchés financiers. La Banque d'Allemagne a souligné que son objectif principal est de maintenir la stabilité monétaire et qu'elle ne se laisse pas influencer par les fluctuations des marchés financiers.

## Taux d'escompte et taux Lombard

Les banques centrales utilisent, dans la mise en œuvre de leur politique monétaire, deux taux d'escompte, qui fixent le prix des avances consenties aux établissements financiers. Ces taux d'intérêt influencent ceux du marché monétaire (où les banques prêtent et empruntent de la liquidité à court terme) et de la, le coût du crédit dans l'ensemble de l'économie. Les deux principaux taux directeurs de l'Allemagne sont le taux d'escompte et le taux Lombard. En général, le conseil de la Bundesbank, lorsqu'il ajuste sa politique monétaire, modifie les deux taux. Mais il peut choisir, comme le 29 juillet, d'agir sur l'un seulement.

Le taux d'escompte marque la limite inférieure du taux de l'argent sur le marché monétaire tandis que le Lombard détermine la limite supérieure. Les

## L'AGENDA

Vacances, tourisme, loisirs

Camping espagnol sur la côte. Sotomayor, 40 F. Cours d'espagnol, ville. 1200 F. Anjo, 228, 32011 Carcassonne - Esp.

PALAVAS-LES-FLOTS (34250), loue villa 1200 F. V. 7, 3. M. J. T. Tél. : (06) 81-95-90-73.

Part. vd Harley-Davidson 1340 cm<sup>3</sup>, 1990, 14000 km, 40000 F. 10 options, bon état. Prix 110000 F. Tél. dom. ap. 20h. 42-94-87-27. Tél. bur. 42-92-61-19.

automobiles

de 5 à 7 CV

A vendre RS GTL 1984 très bon état général, pneus neufs, 100 000 km, 12 000 F. Tél. bureau : 49-32-77-96. Tél. domicile : 64-30-69-94.

## DEMANDES D'EMPLOI

H. 87 ans, 15 ans exp. cherche poste

CHAUFFEUR-LIVREUR Perm. VL, permis et rég. partie. Et. v. par. Tél. : 48-47-90-27 (répondant).

H. 47 ans, époux et femme, ing. ONAM en inform., ayant assuré la fondation de PGD de Sète d'imp., pour s'investir, résid. de Sète, 64-54-76. Tél. : (06) 97-94-54-93.

J.F. bac + 2 comptable rech. employeur par contr. qualif. 2 ans en vue DECF. Pas renseignements. Tél. : 60-84-42-91.

INGÉNIEUR universitaire 37 ans, 37 ans ELECTRONIQUE INFORMATIQUE : - Maîtrise d'œuvre. - Gestion des hommes. - 10 années d'expérience. Tél. : 45-93-33-48.

Traductrice française, allemand, anglais, japonais et espagnol, diplômée à Genève, actuellement au Japon, cherche poste à plein temps ou à temps partiel. Tél. : 42-94-87-27. Tél. bur. 42-92-61-19.

J.F. 28 ans ch. poste stable m. temps. 100000 francs exp. Secré. TTX. 48-09-34-28.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publi », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

## REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

18<sup>e</sup> arrdtM<sup>me</sup> MARCADET 2 p. 43 m<sup>2</sup> récent (1984) et 78 000 F. 42-97-73-73 (P-d).

94

Val-de-Marne

Nogent, proche RER, écoles, commerces, Mairie, bois, calme, appart. 5 pièces + studio avec trav. Jardin. 100000 F. Tél. : 48-77-59-83.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-65-17-60.

villas

SAINT-NAZAIRE

VAR

Belle villa 130 m<sup>2</sup> habitables dépendances, garage, piscine sur nouveau lot, vue panoramique mer, Grand standing, 100000 F. Tél. : 43-00-00-00. 10-92-05-05-05 - 30-67-82-87.











1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 284: 2689-2695.



## AU COURRIER DU Monde

## PROCHE-ORIENT

## Le Liban de nouveau sacrifié

La trêve fragile qui connaît le Liban depuis bientôt trois ans et qui permettrait à l'ensemble de la population de retrouver son souffle est aujourd'hui remise en cause. Encore une fois, le pays est sacrifié pour des conflits qui le dépassent : choisis comme État-tampon dans le conflit israélo-arabe depuis la fin de la dernière guerre israélo-arabe d'octobre 1973, il doit subir aujourd'hui les conséquences du blocage du processus de paix engagé par les Américains à travers la Conférence de Madrid en octobre 1991. Encore que le terme « processus de paix » soit un euphémisme, le gouvernement américain ayant fait des promesses contradictoires aux Arabes et aux Israéliens, retrouvant ainsi la politique même qu'avait faite la Grande-Bretagne au début du siècle, lorsqu'elle était puissance coloniale hégémonique dans tout le Moyen-Orient.

Le conflit israélo-arabe a coûté à la communauté internationale au cours des vingt dernières années plus de 175 milliards de dollars en aides diverses à l'Égypte, à la Syrie, à la Jordanie et à Israël, avec 4 % de la population des États concernés, a reçu 40 % de cette aide. Avec ce montant, largement consacré aux achats d'armements, le Proche-Orient aurait pu être transformé en paradis au lieu de ces scènes de désolation libanaise que l'on voit pour la centième fois depuis vingt-cinq ans, tout comme nous voyons les scènes banalisées de violence de Gaza ou de Cisjordanie.

Comment peut-on penser un seul instant qu'en semant avec cet acharnement la terreur et la désolation dans des populations civiles au sud du Liban, mais aussi en Cisjordanie et à Gaza, on prépare la paix et on délie le processus de négociations. Tout homme sensé, qui ne cherche pas à vivre dans la facilité de l'illusion pour faire taire sa conscience, sait bien que l'opération cyniquement dénommée « règlement de comptes » plante les germes d'une démultiplication du terrorisme, de même qu'il y a quelques mois l'expulsion au sud du Liban des quatre cent quinze Palestiniens accusés d'intégrisme reli-

gieux n'a engendré qu'un regain de violence dans les territoires occupés qui ont amené Israël à boucler la Cisjordanie et Gaza, aggravant les souffrances de la population. Pourquoi ce qui a été donné au Cambodge, après des années de souffrances où ce pays s'est trouvé pris comme État-tampon lui aussi dans le cadre du conflit indo-chinois, doit-il être refusé au Libanais, à savoir des élections véritablement libres sous contrôle total des Nations unies et un retrait des armées étrangères du sol libanais. N'est-ce pas parce que l'on considère que l'ordre communautaire y est intouchable, puisque les communautés sont les pions avec lesquels se déroulent les parties d'échecs sur la scène moyen-orientale et que des élections libres sur la base d'une loi électorale laïque risqueraient de bouleverser toutes les données régionales.

Pour ceux dont le souci est la sécurité de l'État d'Israël, pensent-ils sérieusement que la répression militaire permanente et violente des populations libanaise et palestinienne peut mener à la paix ? Pensent-ils vraiment, en leur âme et conscience, que la non-application par l'État d'Israël des principes généraux du droit international, des conventions de Genève et des résolutions des Nations unies, ne finira pas à la longue, non seulement pas miner l'existence même de cet État, mais aussi par alimenter l'antisémitisme dans le monde ?

Les trois cents mille Libanais jetés sur les routes par l'opération « Règlement de comptes » et tous les morts et blessés attendent, tout comme les Bosniaques, qu'on découvre leur humanité et que l'on ne se contente pas de parler d'un air entendu de « chutes » et de Hezbollah avec qui il est légitime d'en découdre dans l'impureté quelle circonstance. N'oublions pas qu'il y a eu dans ce petit pays plus de 150 000 morts depuis 1975 et qu'il lui est même interdit de souffler pour panser ses blessures. Si c'est ainsi que les gouvernements israélien et américain pensent la sécurité au Moyen-Orient, le feuilleton tragique est loin d'être achevé.

GEORGES CORM

Paris

## TRAIT LIBRE



Dessin paru dans « le Guardian » du 29 juillet.

## ONU

## Un dénigrement à la mode

CRITIQUER l'ONU et son impuissance en ex-Yugoslavie ou ailleurs devient une mode. Il est vrai que, depuis sa création en 1945, l'organisation en a vu d'autres : accusée d'être pro-américaine pendant la guerre de Corée, anti-occidentale lors de la décolonisation, pro-soviétique par la suite, et à nouveau pro-américaine depuis la guerre du Golfe, n'a-t-elle pas été en fait le simple reflet de l'évolution des relations internationales ?

Il fut un temps où le seul argument de ses défenseurs était le rôle de forum qu'elle pouvait jouer lorsque les tensions s'avivaient. Aujourd'hui, la multiplication de ses interventions militaires ou humanitaires a permis de dépasser ce rôle, mais cette évolution, récente, reste fragile. L'ONU accomplit des prouesses avec un budget ridicule, alimenté par des États qui paient rarement l'intégralité de leurs cotisations.

A l'heure où l'on assiste à un regain des égoïsmes nationaux, animés par une crise économique de plus en plus profonde, l'ONU a besoin de critiques constructives, elle n'a pas besoin d'observateurs se comportant en enfants gâtés.

ANDRÉ URBAN

Paris

## BOSNIE

## La loi du plus fort

VOILA, il suffisait d'attendre. La guerre a détruit les corps et surtout les cœurs. Une solution va être trouvée, celle dictée par la force.

Sarajevo meurt chaque jour un peu plus. Privée d'électricité, de gaz, de carburant, la ville assiégée résiste, mais nul n'aurait le matin à la recherche de quelques litres d'eau (souvent polluée) ne sait s'il échappera aux tirs des snipers. Depuis quelques jours, les combats se rapprochent sur le mont Igman, augmentant la menace sur la ville.

En Bosnie centrale, dans les villes où Musulmans et Croates vivaient encore ensemble il y a quelques mois, les combats font rage, entraînant déplacements de population et nettoyage ethnique. Quand chaque aura été chassé, meurtre par l'autre, que restera-t-il sinon le coopté odieux d'une Bosnie-Herzégovine divisée en trois États ethniques ?

Comment expliquer aux femmes et aux hommes élevés à l'aune de notre culture que l'Europe de la fin du vingtième siècle leur propose ce que nous n'accepterions à aucun prix pour nous ? Mais là aussi, il suffit d'attendre que chaque enfant ait la mémoire gravée par le sang des siens et la peur de l'autre, pour que la raison soit pour longtemps proscrite.

Dès le début du conflit, des Musulmans de Bosnie se sont tournés vers l'Europe, espérant le secours des sociétés dont ils se sentaient le plus proche. Ils refusaient de se laisser assimiler au monde

extrémiste des islamistes, tout en prêchant et redoutant sa progression. Aujourd'hui, des milliers de musulmans venus d'ailleurs sont présents. Il suffira de quelques mois pour renforcer ceux qui réduisent ce conflit à une nouvelle confrontation entre le monde islamique et le monde chrétien.

Alors, lorsque tout sera simple dans les Balkans – une nouvelle fois devenue zone sans espoir, – le plus fort imposera définitivement sa loi. Mais comment oublier dans la langue de notre été les démocrates serbes, croates et musulmans se battent encore aujourd'hui pour défendre une conception de la vie à laquelle nous tenons tant pour nos enfants ? Comment, face à notre démission collective, ne pas craindre pour notre pays, un jour peut-être, la loi du plus fort, sans qu'aucune puissance étrangère ne nous vienne en aide ?

Ne pas répondre aujourd'hui laisse entrevoir la tristesse de notre avenir.

NATHALIE DUHAMEL

Action internationale

contre la guerre, Paris

## BELGIQUE

## Des voisins francophones

J'AI cinquante-cinq ans et je vous lis quotidiennement depuis... trente-huit ans. J'ai été très intéressé par votre éditorial du 16 juillet consacré à la Belgique fédérale, qui pose la vraie question : un bon divorce ne serait-il pas préférable à une séparation des biens ?

En tant que déjà vieux militant autonomiste wallon, je vous donne mon sentiment : le nationalisme flamand ne se contentera pas longtemps du fédéralisme et il y a beaucoup à parier que la Flandre abordera le siècle prochain avec le statut d'État indépendant. Du coup, la Wallonie ne pourra rester « belge » toute seule ! Actuellement, dans le mouvement wallon, deux tendances se dessinent : l'une indépendantiste et l'autre « rattachiste » à la France sous une forme ou l'autre d'association privilégiée. Depuis quelques années, la tendance « rattachiste » progresse et reçoit l'appui de certaines personnalités francophones comme Jean-Pierre Chevènement, Philippe de Saint Robert, etc.

Voici une petite trentaine d'années, Michel Debré manifestait de temps à autre son intérêt pour la cause wallonne et celle des francophones de Belgique.

Mon souhait est que les élites francophones prennent mieux conscience du problème wallon et bruxellois : quelque 400 000 francophones sont liés à la France par la langue et la culture et sont, bien souvent, purement ignorés dans les hautes sphères parisiennes et dans la diplomatie officielle. Les Wallons seraient-ils moins intéressants pour la France que les Haïtiens – pour lesquels j'ai beaucoup de respect ?

MICHEL GEORIS

Gilly (Belgique)

## NICARAGUA

## « Si près des États-Unis... »

DANS votre éditorial du 24 juillet, intitulé *Solitaire perdu au Nicaragua*, vous attribuez notamment à « onze années de mauvaise administration sandiniste » les difficultés actuelles de ce pays. Peut-être auriez-vous pu rappeler par la même occasion que ces onze années ont vu les États-Unis infliger au Nicaragua une politique – menée à visée plus ou moins découverte – de blocus et de guerre. Sans prétendre que les gouvernements sandinistes se sont montrés irréprochables, vous conviendrez sans doute que dans ce sous-continent « si loin de Dieu, si près des États-Unis » (l'expression est de Cuthbert Cardenas) le fait n'est pas mineur.

Par ailleurs, le « rétablissement » de la démocratie au Nicaragua remonterait selon vous à février 1990, c'est-à-dire à la défaite des sandinistes. Précisément, ce sont les sandinistes qui ont organisé ces élections (tout comme les précédentes consultations électorales, du reste), et ce sont ces mêmes sandinistes qui se sont – selon l'expression consacrée – soumis au verdict des urnes. La chose n'est pas si fréquente dans la région qu'elle permette de penser que si la démocratie est de retour au Nicaragua (impuissante certes, mais de retour), c'est bien et bien aux sandinistes qu'on le doit – ce que leur défaite, serait-on tenté d'écrire, prouve par l'absurde.

THIERRY REBOUD

Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle)

## RETRAITES

## Un service militaire pour rien

J'AI été surpris par le peu de place consacrée dans le « Monde » daté 11-12 juillet au fait que la durée du service militaire ne sera plus prise en compte dans le calcul de la retraite. Cette nouvelle disposition a trois graves conséquences, par ordre croissant d'importance :

1) C'est une mesure qui entraîne une régression dans la protection sociale.

2) C'est une disposition probablement illégale – du moins espérons-le – car elle distingue deux barèmes de retraite en fonction du sexe des bénéficiaires : une femme qui aura travaillé de 18 à 60 ans aura droit à 43 annuités, contre 42 pour un homme qui aura fait la même carrière, l'État ayant obligé ce dernier à s'absenter environ un an de son travail.

3) Sur le plan moral surtout, c'est vraiment de moquer de notre jeunesse : on demande à un jeune homme de donner un an de sa vie à l'État, pour lui apprendre à donner éventuellement sa vie tout court, et on n'a même pas l'honnêteté de lui en témoigner la plus élémentaire reconnaissance.

On s'étonnera que le service ne motive pas les jeunes !

CLAUDE MOREAU

Clermont-Ferrand

## CHOMAGE

## Mille travaux à créer

M. MITTERRAND, lors de son intervention du 14 juillet, a affirmé, à propos du chômage, que, depuis douze ans, on avait tout essayé. Avec le respect que je dois au président, je suis au regret de le contredire.

A-t-on suffisamment exploré les possibilités offertes par les travaux manuels ?

Serait-ce utopique ou déraisonnable d'imaginer que nous (l'État) pourrions demander à tous les propriétaires de biens immobiliers, de quelque nature qu'ils soient, d'assurer, au moins une fois tous les cinq ans, tous les travaux relatifs à leur entretien extérieur, c'est-à-dire les peintures, les ravalements, les différents travaux de maçonnerie, menuiserie ou ferronnerie ?

Voilà à n'en point douter des centaines de milliers d'emplois nouveaux et stables. Des milliers et des milliers de touristes, en nombre encore beaucoup plus grand ? La situation se redresserait non pour passer au stade suivant : la réhabilitation de notre capital végétal. Beaucoup de main-d'œuvre serait nécessaire pour curer, pour débroussailler, pour fleurir, pour jardiner, pour entretenir les chemins et les routes, les bois et forêts, mais aussi les fleuves et rivières... et j'en passe.

Pour les propriétaires dont les moyens financiers seraient insuffisants, on pourrait imaginer des prêts à taux très réduit ou des avances du Trésor public, remboursables sur cinq ans. Il y a peu de temps, l'État prêtait de l'argent à 1 % pour aider au reboisement. Quand on veut...

ANDRÉ SEIGNEUR

retraité, Melun.

## ENSEIGNEMENT

## Un peu de psychologie

LES déclarations de François Bayrou dans le *Monde* du 15 juillet à propos de l'avenir des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) illustrent à merveille le désarroi de l'institution auquel le ministre souhaite porter remède. Le déficit scientifique de ces instituts est encore très jeune, qui ne demande qu'à se résorber à condition d'y permettre l'émergence d'un milieu de professionnels de la recherche universitaire, ne sera sans doute pas comblé par les transformations en cours. D'une part, François Bayrou souhaite faire porter la formation de tous les stagiaires des IUFM sur « ce qu'est l'évolution d'un enfant ou d'un adolescent depuis la maternelle jusqu'à l'université, sur son évolution psychologique et affective, son rapport au concret et au concept, sa manière d'appréhender le temps ». Soit. Mais faut-il alors

revenir à un recrutement des stagiaires, y compris des futurs instituteurs, au niveau du DEUG, alors même que l'obligation de la licence donnait la possibilité à de nombreux diplômés des IUFM de psychologie d'embrasser la carrière d'enseignant du premier degré ? N'y a-t-il pas comme une hypocrisie à défendre ici ce que l'on condamne là ?

Le ministre de l'Éducation nationale répond à un principe de réalité politique. Les anciennes écoles normales qui se sont fondues dans les IUFM comptaient parmi leurs formateurs bon nombre de philosophes reconvertis à la psychologie, à cause de la crise des carrières de leur discipline dans les années 70. Or, à déconfort, le recrutement par les IUFM des étudiants formés à la psychologie parce que les anciens professeurs de philosophie des écoles normales, spécialistes auto-proclamés de psychologie, n'ont pas pu ou ont construit une autorité scientifique devant leur nouveau public formé par les départements de psychologie des universités, qui sont actifs en France et capables de compétitivité internationale. Une fois de plus, une prime est donnée par l'actuel ministre de l'Éducation aux vieux réseaux d'influence issus des anciennes écoles normales.

ALAIN SUBERCHICOT

professeur à l'université

Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand

## SNCF

## Moins cher en première

PUIS-JE suggérer à mes compatriotes une lecture comique (?) pour l'été ? Il s'agit de l'opuscule, distribué gratuitement par la SNCF, « TGV-Atlantique, horaires et guide pratique. Mai-septembre 93 ». On y peut lire, page 61, que les prix réduits (cartes Kiwi, Carisimo 50, Vermeil) sont, en « niveau 3 » (le jargon d'est pas de moi) et pour certaines destinations (Le Mans, Saclay, Tours, Angers, Châtelleraut, etc.) « égaux ou plus élevés en seconde classe qu'en première » !

Quant à bien d'autres destinations, la différence est minime : +3 F de différence première classe-seconde classe pour Paris-Poitiers : 335 km.

Pas de traces évidemment des prix par kilomètre... mais on peut apprécier les variations relatives de prix « niveau 1/ouveau 3 », beaucoup plus élevées pour les secondes que pour les premières.

Quand on sait que les TGV ont une « structure indéformable » (multigrattement 3 voitures de première classe, sauf à changer les aménagements intérieurs), que de gaieté d'espérance s'il prenait à tous ces « prix réduits » l'envie de payer moins pour plus de confort !

Rien de lui étant impossible, notre SNCF n'étonnera plus personne. N'est-il pas vrai que le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous ?

MICHELLE DUMAIL-BRETONNEAU

Paris

## MAGASINS

## Le dimanche et même la nuit

LES avantages de l'ouverture des magasins les jours fériés et, pour quoi pas, la nuit, ont été dit au-delà des heures rigides imposées aujourd'hui, sont évidents, et il est ridicule de défendre, au nom de principes éculés, des lois surannées et inadaptées à notre société. Non seulement cette ouverture créerait davantage d'emplois si le législateur le souhaitait, il suffirait, en effet, d'interdire d'employer le personnel en place pour effectuer des heures supplémentaires, – mais la vie du citoyen se trouverait grandement facilitée. Cela permettrait d'aménager son temps avec une souplesse inconnue jusqu'à ce jour et ce d'autant plus que l'étalement des heures et des jours pour effectuer ses achats aurait un effet bénéfique sur la circulation automobile.

Devant le contexte socio-économique actuel, lorsque le malin doit pour sortir de la crise dévoter l'imagination, il faudrait se demander au nom de quoi on peut encore lutter pour le maintien des *status quo* dépourvus de sens. Il serait temps que la solidarité cesse d'être une notion abstraite, se concrétisant uniquement par un prélèvement sur les feuilles de paie des salariés.

D. D. VIZA

Paris

## HOPITAUX

## Médecins étrangers au rabais

DANS son édition du 17 juillet, le *Monde* avait attiré l'attention de ses lecteurs sur la situation, dans nos hôpitaux, des médecins attachés étrangers, dont le rattachement des gardes avait été diminué de 60 %, c'est-à-dire établi à un niveau nettement inférieur à celui des médecins français, pour le même travail. Cette mesure vient d'être rapportée (le *Monde* du 20 juillet). La situation des internes des hôpitaux à titre étranger est encore plus choquante. Ces médecins ont dû passer un concours d'entrée, le nombre de postes étant limité. Ils ont été réservés, pour quatre ans, un emploi d'interne des hôpitaux dans un service hospitalier. Ils ont alors les mêmes obligations, les mêmes responsabilités que les internes français. Mais, du point de vue de la rémunération, ils sont considérés comme faisant fonction d'interne, et à ce titre perçoivent mensuellement 4 808 F brut, au lieu de 6 700 F pour leurs collègues français. Il n'est pas prévu de progression de leur traitement, alors que les internes français perçoivent mensuellement 7 588 F dès la deuxième année et 10 798 F les deux années suivantes. Bien que ces médecins étrangers reçoivent une feuille de paie où figurent les cotisations sociales habituelles, l'Office des migrations refuse de considérer cette rémunération comme un salaire, cela en contradiction avec une circulaire du 1<sup>er</sup> juin 1987 (n° 463), confirmée par la circulaire n° 196 du 25 mars 1988, émanant de la direction de la population et des migrations. Étant non-salariés, ces médecins d'ont pas droit à certaines prestations sociales. De surcroît, leur rémunération étant inférieure à 7 500 F par mois, ils ne peuvent faire venir leur famille, et cela durant quatre ans.

Compte tenu du très petit nombre d'étrangers admis à se spécialiser en France, l'économie ainsi réalisée est insignifiante. Mais ne serait-ce pas plutôt du mépris ?

D. PIERRE AGACHE

professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Besançon

Le Monde

Édité par le SAIE Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lacombe, gérant directeur de la publication

Bruno Fraipont, directeur de la rédaction

Jacques Gélis, directeur de la gestion

Manuel Luciani, secrétaire général

Rédacteur en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(indiqués au directeur de la rédaction)

Thierry Fournier

Philippe Harman

Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1980)

Jacques Faure (1980-1982)

André Lemaire (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET ABONNEMENTS :

18, RUE LAQUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 18

Tél. : (1) 40-85-25-26

Télécopieur : 40-85-25-25

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94093 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-35-25-25

Télécopieur : 40-30-30-10

## Guerres

## IMAGES

Q

Les images de la guerre au Liban ont été très nombreuses ces dernières semaines. Elles ont montré la violence des combats, la destruction des villes, la souffrance des populations civiles. Elles ont aussi montré la résistance des libanais, leur courage, leur espoir. Elles ont été un témoignage de la réalité, un appel à la paix.

Les images de la guerre au Liban ont été très nombreuses ces dernières semaines. Elles ont montré la violence des combats, la destruction des villes, la souffrance des populations civiles. Elles ont aussi montré la résistance des libanais, leur courage, leur espoir. Elles ont été un témoignage de la réalité, un appel à la paix.

Les programmes complets de la chaîne et de l'antenne sont disponibles sur demande. Les programmes sont diffusés en français et en arabe. Les programmes sont diffusés en français et en arabe.

## Vendredi 30 juillet

## TF 1

## SOLDES

20.36 Télévision : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.

22.08 Sport : Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban. Les images de la guerre au Liban.



# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 31 juillet

## TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Les dragons de Komodo, de Jean-Paul Cornu.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.10 Divertissement : Ciné gags (à 17.40).
- 14.15 La Une est à vous.
- 17.45 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.15 Série : Beverly Hills.
- 19.05 Tirage du Loto (à 19.30).
- 20.00 Journal, Météo, Météo et Trafic infos.
- 20.40 Variétés : Succès fous de l'été. Des tubes d'hier et d'aujourd'hui.
- 22.20 Téléfilm : Peter Gunn. De Blake Edwards. Guerre des gangs à Chicago.
- 23.50 Magazine : Formule foot. Championnat de France.
- 0.25 Journal et Météo.

## FRANCE 2

- 13.25 Documentaire : Rêves d'ailleurs. Alexandre David-Néel.
- 14.20 Magazine : Animalie.
- 15.10 Magazine : Sport passion. Coupe d'Europe de gymnastique rythmique et sportive. Cyclisme : Jétroscopie du Tour de France.
- 17.35 Téléfilm : La Nuit africaine. De Gérard Guillemin. Cécile contre le médecin colonial Jamet, vainqueur de la maladie du sommeil au Cameroun.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Téléfilm : L'Alerte rouge. Une compagnie de pompiers volontaires. Rediffusion.
- 0.05 Journal et Météo.
- 0.20 Magazine : Le Cercle du minuit. Les meilleurs moments de la semaine.

## FRANCE 3

- 13.55 Magazine : Couleur pays. La Côte d'Opale.
- 17.35 Série : Matlock.
- 18.25 Jeu : Questions.

## TF 1

- 12.00 Jeu : Millionnaire.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.53 Météo, Trafic infos et Journal.
- 13.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.00 Série : Hooker.
- 15.45 Série : La loi est la loi.
- 16.30 Série : Starsky et Hutch.
- 17.15 Disney Parade.
- 18.20 Les millions de copains.
- 19.10 Série : Duo d'enfer.
- 20.00 Journal, Météo et Météo.
- 20.35 Cinéma : Le Cri du hibou. Film français de Claude Chabrol (1987).
- 22.25 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.35 Cinéma : Impassé, danger immédiat. Film britannique de Sidney J. Furie (1981).
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.30 Concert : Abdel Rahman El Bacha. Récital de piano : Sonate n° 3, de Schumann ; Gaspard de la nuit, de Ravel.

## FRANCE 2

- 12.00 Magazine : Envoyé spécial. Entre-Unis : traitement de choc. La Malmaison (rediff.).
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Série : Schimanski.
- 14.50 Série : C'est quoi, ce petit boulot ?
- 16.25 Variétés : Les Estivales de la chanson aux Champs. Scène de vos amours.
- 17.35 Magazine : Euréka ! J'ai tout faux. D'Alain Robert. 4. Quoi de neuf docteur ?
- 18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Equitation : Athlisme : Résumés : images de la semaine : Football : Voile : Moto.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.45 Cinéma : La Poursuite sauvage. Film américain de Daniel Mann (1972).
- 22.35 Cinéma : M. le président-directeur général. Film français de Jean Girault (1986).
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.15 Concert : Le Tour

## FRANCE 3

- 13.55 Magazine : Couleur pays. La Côte d'Opale.
- 17.35 Série : Matlock.
- 18.25 Jeu : Questions.

## pour un champion.

- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.08 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : Yacapa. Hugodolère.
- 20.35 Téléfilm : Le Piège. De Serge Moati. Une adaptation du roman d'Emmanuel Bove.
- 22.25 Journal et Météo.
- 22.50 Magazine : Pégase. Antenne d'une mission orbitale : Championnat d'Europe de voile 1991 : La mission Amiral.
- 23.40 Documentaire : Les Étoiles d'Hollywood. Le film inédit : L. Claudius. De S. Gurnall, commentaire de Dirk Bogarde (v.o.).

## CANAL PLUS

- 13.30 Sport : Rugby. Australie-Angleterre du Sud, en direct de Sydney.
- 15.15 Téléfilm : Un innocent sur mesure. De Paul Verhoeven.
- 16.45 Surprises.
- 17.05 Les Superstars du catch.
- 18.05 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.30.
- 18.30 Série animée : Batman.
- 18.55 Série animée : Fish Police.
- 19.15 Canaille peluche.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : L'Affaire Kate Willis. De Lou Antonio. Une femme chirurgien après l'homme qui l'a volée.
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.05 Sport : Pétaque. Finale du Trophée Canal +.
- 23.00 Magazine : Jour de foot. Championnat de France.
- 23.45 Cinéma : Ghoulies 3. O. Film américain de John Carl Buechler (1990).

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte (rediff.).
- 17.55 Documentaire : Anatomie d'un volcan. De Jacques Cousteau et Jean Croné.
- 19.00 Magazine : Via Regio. Légendaire défense interdite.

## FRANCE 3

- 12.00 Jeu : Millionnaire.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.53 Météo, Trafic infos et Journal.
- 13.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.00 Série : Hooker.
- 15.45 Série : La loi est la loi.
- 16.30 Série : Starsky et Hutch.
- 17.15 Disney Parade.
- 18.20 Les millions de copains.
- 19.10 Série : Duo d'enfer.
- 20.00 Journal, Météo et Météo.
- 20.35 Cinéma : Le Cri du hibou. Film français de Claude Chabrol (1987).
- 22.25 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.35 Cinéma : Impassé, danger immédiat. Film britannique de Sidney J. Furie (1981).
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.30 Concert : Abdel Rahman El Bacha. Récital de piano : Sonate n° 3, de Schumann ; Gaspard de la nuit, de Ravel.

## FRANCE 2

- 12.00 Magazine : Envoyé spécial. Entre-Unis : traitement de choc. La Malmaison (rediff.).
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Série : Schimanski.
- 14.50 Série : C'est quoi, ce petit boulot ?
- 16.25 Variétés : Les Estivales de la chanson aux Champs. Scène de vos amours.
- 17.35 Magazine : Euréka ! J'ai tout faux. D'Alain Robert. 4. Quoi de neuf docteur ?
- 18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Equitation : Athlisme : Résumés : images de la semaine : Football : Voile : Moto.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.45 Cinéma : La Poursuite sauvage. Film américain de Daniel Mann (1972).
- 22.35 Cinéma : M. le président-directeur général. Film français de Jean Girault (1986).
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.15 Concert : Le Tour

## FRANCE 3

- 13.55 Magazine : Couleur pays. La Côte d'Opale.
- 17.35 Série : Matlock.
- 18.25 Jeu : Questions.

## CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 13.30.
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.
- 13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde.
- 13.30 Décade pas Bunny.
- 14.25 Animaux superstars.
- 14.30 Documentaire : Association de bienfaiteurs. De Malcolm Perry.
- 15.05 Téléfilm : Un mensonge de Sander Stern.
- 16.35 Magazine : L'œil du cyclone. De Lucie Viala.
- 17.05 Sport : Pétaque. Finale du Trophée Canal + (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Sup de fric. Film français de Christian Gion (1992).
- En clair jusqu'à 20.30.

## Chasse aux dauphins dans la mer Noire

- 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités américaines et soviétiques de la semaine du 31 juillet 1993.
- 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. Les causes de la famine en Afrique.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Un voyage andalou. De Jana Bokova. L'histoire du carter flamenco.
- 22.35 Téléfilm : Boeus. De Friedmann Fromm. Nick et Paul se défendent bec et ongles pour ne pas devenir adultes.
- 0.00 Musique : Montreux Jazz Festival.
- 0.25 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

## M 6

- 13.50 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Département S.
- 15.40 Série : Amicalement vôtre.
- 16.35 Musique : Flashback. Spécial chansons à message.
- 17.00 Magazine : Culture rock. La saga de Pink Floyd.
- 17.30 Série : Le Saint.
- 18.25 Magazine : Turbo. Spécial Ferrari.
- 19.00 Série : Orbes de dames.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Loin de ce monde.
- 20.35 Divertissement : Tranche de rire.
- 20.50 Téléfilm : Les Disparues d'Edimbourg. De Thaddeus O'Sullivan. Une jeune journaliste reprend une enquête sur le vol d'une fille.
- 23.10 Téléfilm : Officier et top-model. De Riza Badji. Une femme policier suspendue après avoir dévoilé ses charmes dans un magazine.

## FRANCE-CULTURE

- 18.35 Oramatique. Les Frères Karamazov, de Dostoevski, adaptation de Jacques Copéau et Jean Croné.
- 21.35 Musique.

## Dimanche 1<sup>er</sup> août

- de France en musique. L'Orchestre de Poitou-Charentes. Concerts de Mozart, Beethoven, Camille de Chazay.

## FRANCE 3

- 12.03 Magazine : Estivales. Rensdez chante en poësis ch'ami; Soufflons c'est jouer.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Série : Desperado.
- 14.35 Documentaire : Au pays des kangourous. Colatures sous-mannes.
- 15.28 Tierscé.
- 15.40 Les Minikrems.
- 18.00 Série : Hôtel de police.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.08 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : Yacapa. à Michel Berger.
- 20.40 Variétés : Hommage à Noël Novembre. Richard Berry, Laurent Voulzy, Alain Chénou, Alain Bashung, Danièle Teli, Cannelle, Evelyne Boyly, Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday.
- 21.50 Magazine : Reportages : Boutan, dernier royaume himalayen; Portrait de Gaston Rebuffat; Michel Laloë et le potok, race de petit cheval pyrénéen; Cor d'été.
- 22.35 Journal et Météo.
- 23.00 Magazine : Le Divan. Invité : Alain Ayache.
- 23.25 Cinéma : La Ciociara. Film italo-français de Vittorio De Sica (1960) (v.o.).

## CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 13.30.
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.
- 13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde.
- 13.30 Décade pas Bunny.
- 14.25 Animaux superstars.
- 14.30 Documentaire : Association de bienfaiteurs. De Malcolm Perry.
- 15.05 Téléfilm : Un mensonge de Sander Stern.
- 16.35 Magazine : L'œil du cyclone. De Lucie Viala.
- 17.05 Sport : Pétaque. Finale du Trophée Canal + (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Sup de fric. Film français de Christian Gion (1992).
- En clair jusqu'à 20.30.

- 19.25 Flash d'informations.
- 19.30 Ça cartoon.
- 20.20 Sport : Football. Cannes-Marseille.
- 22.30 Flash d'informations.
- 22.35 Corridas. Présenté par Jean-Louis Burget, Pierre Albaladejo et Simon Casas.
- 23.55 Magazine : L'Equipe du dimanche. Éliminatoires de la Coupe du monde de football : Athlisme : Meeting de Cologne.

## ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.
- 17.00 Téléfilm : Bonheur. De Friedemann Fromm (rediff.).
- 18.25 Documentaire : Des images qui ont fait l'Histoire. Black Power (rediff.).
- 18.35 Documentaire : Portraits. D'Alain Cavalier. La Cordillère (rediff.).
- 19.00 Série : American Supermarket. Jeunes Mania (rediff.).
- 19.35 Magazine : Mégamix. Charles et les Lulus, Kali, Willy Deville, Yuravi et Barbario.

## FRANCE 3

- 12.00 Jeu : Millionnaire.
- 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.53 Météo, Trafic infos et Journal.
- 13.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.00 Série : Hooker.
- 15.45 Série : La loi est la loi.
- 16.30 Série : Starsky et Hutch.
- 17.15 Disney Parade.
- 18.20 Les millions de copains.
- 19.10 Série : Duo d'enfer.
- 20.00 Journal, Météo et Météo.
- 20.35 Cinéma : Le Cri du hibou. Film français de Claude Chabrol (1987).
- 22.25 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.35 Cinéma : Impassé, danger immédiat. Film britannique de Sidney J. Furie (1981).
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.30 Concert : Abdel Rahman El Bacha. Récital de piano : Sonate n° 3, de Schumann ; Gaspard de la nuit, de Ravel.

## FRANCE 2

- 12.00 Magazine : Envoyé spécial. Entre-Unis : traitement de choc. La Malmaison (rediff.).
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Série : Schimanski.
- 14.50 Série : C'est quoi, ce petit boulot ?
- 16.25 Variétés : Les Estivales de la chanson aux Champs. Scène de vos amours.
- 17.35 Magazine : Euréka ! J'ai tout faux. D'Alain Robert. 4. Quoi de neuf docteur ?
- 18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Equitation : Athlisme : Résumés : images de la semaine : Football : Voile : Moto.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.45 Cinéma : La Poursuite sauvage. Film américain de Daniel Mann (1972).
- 22.35 Cinéma : M. le président-directeur général. Film français de Jean Girault (1986).
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.15 Concert : Le Tour

## FRANCE 3

- 13.55 Magazine : Couleur pays. La Côte d'Opale.
- 17.35 Série : Matlock.
- 18.25 Jeu : Questions.

## CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 13.30.
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.
- 13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde.
- 13.30 Décade pas Bunny.
- 14.25 Animaux superstars.
- 14.30 Documentaire : Association de bienfaiteurs. De Malcolm Perry.
- 15.05 Téléfilm : Un mensonge de Sander Stern.
- 16.35 Magazine : L'œil du cyclone. De Lucie Viala.
- 17.05 Sport : Pétaque. Finale du Trophée Canal + (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Sup de fric. Film français de Christian Gion (1992).
- En clair jusqu'à 20.30.

## M 6

- 12.20 Série : Me sorcière bien-aimée.
- 12.55 Série : Equalizer.
- 13.50 Série : Cosmos 1999.

## mobéco

GROSSISTE  
VEND AUX PARTICULIERS  
A PRIX DE GROS

ET JUSQU'A  
**50 %** moins cher  
du prix  
magasin

**MATELAS  
SOMMIERS**

Toutes dimensions  
(fixes ou réglables)  
SIMMONS - TRÉCA - EPEDA  
MÉRIMOS - DUNLOPILLO  
BULTEX etc...

Détaxe à l'exportation

**GARANTIE 5 ANS**

LIVRAISON GRATUITE

ouvert 7 J/7 de 10 h à 20 h

à Paris M<sup>o</sup> Télégraph

Tél. : (16-1) 42-08-71-00.

22.00 Mauvais genre. Les muses. 1. Clio - L'histoire.

22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Avec Jack DeJohnette, banjo.

0.05 Clair de nuit. Christian Bachelin, poète (rediff.).

## FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée concert. Proseme par Philippe Herremans. A 20.15, concert en direct de Wargburg. Quatuor à cordes en ré majeur, de Haydn; Quatuor à cordes n° 1, de Chostakovich; Quatuor à cordes n° 2 en fa majeur op. 22, de Tchaïkovski, par le Quatuor Werner.

23.00 Récital (donné le 27 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) œuvres de Mozart, Rossini, Liszt, Wagner, par Lella Cuberli, soprano, Ronald Schneider, piano.

0.35 Bleu nuit. Par Xavier Prevost. Festival de Montpellier. Le Quintette du trompettiste Maurice Gourgues et du pianiste Jean-Yves Poupin.

14.50 Série : L'Haure du crime.

15.35 Magazine : Fréquentar. William Sheller.

16.35 Musique : Flashback. Spécial guitare.

17.10 Série : Airport unité spéciale.

18.00 Série : Clair de lune.

19.00 Série : Bookers.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Loin de ce monde.

20.35 Sport 6 (à 1.05).

20.45 Téléfilm : Tout peut être heureux. D'Arthur Allan Seidelman. Une femme boulimique.

22.30 Magazine : Culture pub. Spécial audience.

23.00 Cinéma : Penombra. Film italien d'Alex Romano.

0.30 Six minutes première heure.

0.40 Magazine : Metal express.

## FRANCE-CULTURE

19.00 Le Bon Plaisir de... Valérie Novarine (rediff.).

22.00 Mauvais genre. Les muses. 2. Europe - La musique.

22.35 Musique : Le Concert (donné le 20 juillet dans la cour de l'hôpital Sainte-Marthe, à Avignon) : Centre Acanthes. Œuvres de Bartók, Gershwin, Huber, par l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Pascal Raphé.

0.05 Clair de nuit (rediff.).

## FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 18 février à Genève) : Polyeste, ouverture, de Dukas; Symphonie n° 1 en ut majeur, de Beethoven; Poème de l'amour et de la mort, de Chausson, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Armin Jordan; Felicity Lott, soprano.

21.00 Concert (en direct de l'Eglise Saint-Pierre de Prades, hommage à Pablo Casals) : suite pour violoncelle seul n° 4 en mi bémol majeur BWV 1010, Suite pour violoncelle seul n° 1 en sol majeur BWV 1007, Suite pour violoncelle seul n° 3 en ré majeur BWV 1012, de Bach.

0.35 Yameha Junior Original Concert. Conçue par le 8 avril, salle Pleyel : jeunes compositeurs.

## Guerres

QUAND les images de l'actualité deviennent trop incohérentes il faut avoir le réflexe de consulter ARTE. On y découvre parfois le fil qui conduit à la compréhension du désordre ambiant. Tel était le cas jeudi soir où, sur toutes les autres chaînes, les scènes rituelles de violence guerrières, diffusées du Liban et de Bosnie, faisaient une concurrence déloyale au couple Veil-Balladur qui s'employait à prolonger la trêve sur le front des banlieues.

ARTE consacrait en effet une soirée thématique aux « champs de bataille », prétendus « champs d'honneur », et l'on y enseignait mille choses que l'on devrait vulgariser à l'école pour le bonheur des générations futures.

Cela commençait par une superbe reconstitution historique de la bataille de Culloden, qui régla définitivement, en une heure et huit minutes, le 19 avril 1746, le sort des Highlanders catholiques réfugiés à l'irresponsable Charles Édouard Stuart et massacrés par l'armée protestante du sinistre duc de Cumberland, troisième fils du roi George II d'Angleterre. Ce film de 1967 était édifiant parce qu'il démontrait comment, pour se sécuriser, la mémoire collective en l'occurrence la tradition écossaise - peut transformer la plus pitoyable des échecs en rébellion romantique. Cela se terminait par la guerre du Golfe, en passant, forcément, par Verdun. Il émanait de ce condensé d'histoire une belle lumière démythi-

ficante sur les bourrages de crâne en tout genre qui se perpétuent de père en fils aux quatre coins du monde.

L'une des plus grosses fautes utilisées par les chefs de guerre qui exercent un commandement ébaoui, tellement absolu qu'il prend généralement des formes patriarcales, consista à se référer à des inspirations prétendument mystiques pour ordonner le sacrifice de leurs meilleurs soldats. On a vu Hitler y recourir sans barguigner à Stalingrad, dans le dron fil d'Agamemnon et d'Ivan la Terrible. Napoléon n'était pas en reste lorsqu'il persuadait ses grenadiers que c'était un honneur de mourir à son service.

Le plus bizarre est que ce « truc » continue de marcher là où il est le plus éculé. Par exemple en Israël et au Liban. Quand elles bercent tendrement leurs enfants dans leurs bras tout en parlant de « résister jusqu'au bout » dans l'espoir soit de vivre là où elles ont planté leurs racines, soit de retourner sur leurs terres ancestrales, les mères d'Israël et de Palestine nourrissent avec un fervent égal des sentiments ambivalents qui préparent fatalement le sacrifice de leurs propres enfants. C'est particulièrement paradoxal, dans ces contrées ambiguës, parce que ce type de comportement est depuis longtemps réprouvé. On l'appelle le « complexe d'Abraham ».

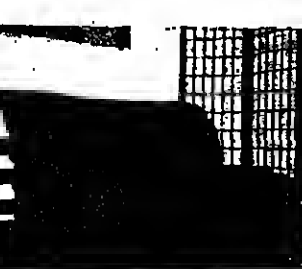
ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 30 juillet

### TF 1

**SOLDES**  
du 26 juin au 31 juillet



LE DOS AGILE vous propose jusqu'à épuisement de son stock : Futon 1 place à partir de 2 000 F - 2 places à partir de 2 800 F - 190 F de port.

Plié, c'est un canapé accueillant, déplié, c'est un lit ferme et confortable.

**LE DOS AGILE**

77, Bd Auguste-Bastaq, 13. Tél. 45-81-45-14.

20.45 Feuilletton : Les Grandes Mésées. De Jean Segols (4<sup>e</sup> épisode). Des vérités qui font mal.

22.26 Magazine : Coucou, c'est nous ! Les meilleurs moments.

23.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

### FRANCE 2

20.45 Série : Toggart. Les Diamants. Sur la piste d'un voleur.

22.30 Documentaire : L'Encyclopédie audiovisuelle. 4. Kalfas, de Stig Rybozkyński. Incursion dans l'univers de l'acteur du Proche à l'aide d'effets spéciaux très élaborés.

23.20 Journal et Météo.

23.40 Concert : Michel Jonasz eu Zénith. Enregistré en novembre dernier (rediff.).

### FRANCE 3

20.45 Magazine : Thalessa. La Boie du Dragon.

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Portugal : Ode Tourada ; Afrique du Sud : les derniers murs de Nodole ; France : le royaume des menteurs du Gabon.



Tout en réclamant leur intégration dans le nouveau régime

## Les Khmers rouges ont à nouveau massacré des pêcheurs vietnamiens au Cambodge

Les Khmers rouges ont à nouveau massacré des pêcheurs vietnamiens. Ceux-ci étaient revenus sur le Tonlé-Sap (le Grand Lac), dont ils s'étaient enfuis avant les élections. Vingt-quatre d'entre eux au moins auraient été tués au début du mois de juillet, au cours de quatre incidents séparés, dans la région de Kompong Chhnang, à l'embouchure du lac. Les Khmers rouges ont d'autre part bombardé au mortier, vendredi 30 juillet, une unité néerlandaise des forces de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies) dans le nord-ouest du pays.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Parmi les dernières victimes des hommes de Pol Pot figurent quatre enfants et cinq femmes. Dans l'un des cas, les corps de cinq membres d'une même famille ont été récupérés par des policiers de l'APRONUC. Dans un autre, trois corps ont été retrouvés alors qu'ils flottaient sur les eaux. Les forces de Phnom-Penh — composées, dans ce secteur, de troupes de l'ancien régime de Hun Sen — ne sont pas intervenues ; en règle générale, elles ne protègent les communautés vietnamiennes que lorsque ces dernières leur versent de l'argent.

À la suite du grave revers subi en mai, lorsque 90 % des Cambodgiens se sont rendus aux urnes contre leur volonté, les Khmers rouges ont repris leur politique de dialogue avec les nouvelles autorités de Phnom-Penh. Dans un revirement qui a dû leur coûter cher, ils ont reconnu l'Assemblée élue et amorcé des discussions avec le chef de l'Etat, le prince Norodom Sihanouk et le gouvernement provisoire formé au début du mois et dirigé par le prince Ranariddh et Hun Sen. Mais, dans une négociation qui n'a encore débouché sur rien, ils ne conservent que deux véritables leviers sur la situation : rassembler une garnison d'une dizaine de milliers d'hommes et exacerber le fond de xénophobie khmer à l'égard des Vietnamiens.

Entre-temps, les Vietnamiens qui s'étaient enfuis après les massacres du début de l'année sont revenus. C'est notamment le cas des pêcheurs du Tonlé-Sap, des gens pauvres qui comptent parmi les plus anciens résidents étrangers du Cambodge. Les pêcheurs sont revenus pour trois raisons : ils étaient à bout de ressources, la situation a été calme pendant plusieurs

semaines et la saison des grandes pêches s'annonce. Partis à la veille des élections, de nombreux Vietnamiens de Phnom-Penh ont également regagné la capitale cambodgienne, surtout parce qu'ils s'étaient retrouvés sans le sou après quelques semaines d'absence.

Après plusieurs semaines de silence sur le sujet, une émission de la radio khmère rouge en date du 18 juillet, soit une dizaine de jours après les nouveaux massacres connus, a marqué le début de la nouvelle campagne anti-vietnamienne. Hanni a été accusé d'accélérer le retour des Vietnamiens dans la région du Tonlé-Sap. La radio a encouragé les populations locales à prévenir ces retours, y compris par la force. Des unités khmers rouges avaient déjà donné l'exemple dans la région centrale de Kompong-Chhnang.

Le gouvernement national provisoire du Cambodge (GNPC), dont les coprésidents sont actuellement en visite officielle au Laos, a « condamné avec force » et « exprimé ses profonds regrets » dans un communiqué diffusé vendredi. De son côté, l'APRONUC, au courant de ces massacres depuis le 10 juillet, a confirmé le même jour la mort de huit personnes.

Coincés entre deux donnes

Les nouvelles, souvent déformées ou grossies, commencent à circuler parmi la communauté vietnamienne de Phnom-Penh, qui sait également qu'environ deux cents familles de bateliers vietnamiens, qui souhaitent regagner le Cambodge, sont bloquées depuis des semaines sur le Bassac (l'un des bras du Mékong), entre les douanes fluviales khmères et vietnamiennes. Ces gens n'auraient plus de quoi s'alimenter. Après avoir visé leurs papiers d'identité cambodgiens, les autorités vietnamiennes les ont laissés franchir la frontière. Mais, pour des raisons qu'on ignore, car le trafic demeure libre sur le Mékong, les douaniers cambodgiens n'ont pas autorisé ces familles à rentrer au Cambodge, à l'exception de quelques-uns d'entre elles qui ont pu déboursier des sommes énormes pour elles (entre 35 et 250 dollars). L'APRONUC a critiqué, vendredi, l'attitude des autorités khmères et annoncé que l'ONU envisageait de fournir une aide à ces malheureux.

Le temps de retard dans la dénonciation des nouveaux massacres pourrait être lié à l'amorce d'un dialogue entre les Khmers rouges et le GNPC en vue d'une « réconciliation nationale ». Pour l'instant, s'estimant, à juste titre,

en position de force, le GNPC pose deux conditions : que les hommes de Pol Pot ouvrent leurs zones et respectent le cessez-le-feu jusqu'à la formation d'un gouvernement définitif dans un délai de deux mois. Au cas où ces conditions seraient remplies, Phnom-Penh envisagerait quel rôle légal donner aux Khmers rouges au sein ou à l'extérieur d'un gouvernement.

Les Khmers rouges sont encore loin d'avoir répondu positivement. Depuis leur occupation du temple de Préah-Vihear, isolé dans le nord à la frontière thaïlandaise, ils ont lancé quelques petites attaques et détruit un tronçon de voie ferrée dans le nord-ouest. Le gouvernement a, du coup, dépêché huit cents hommes pour renforcer la protection des temples d'Angkor, situés dans la même région. En outre, les Khmers rouges dénoncent le GNPC, estimant notamment que le Cambodge demeure

sous le contrôle du Vietnam. Enfin, redevenus « légalistes » après avoir systématiquement violé les accords de Paris, ils réclament le « quadripartisme » — la coalition entre eux et les trois partis qui forment aujourd'hui le GNPC — vieille recette qui leur permettrait, si elle était acceptée (ce qui semble exclu), de conserver leur autonomie, notamment militaire.

Les échanges de vues ne doivent reprendre, de toute façon, qu'en septembre. Entre-temps, sauf si des condamnations énergiques font reculer les Khmers rouges, les massacres de Vietnamiens devraient se poursuivre en lisière des zones encore contrôlées par les Khmers rouges, notamment aux bords du Tonlé-Sap.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'élection partielle de Christchurch en Grande-Bretagne

## Le parti de M. Major a essuyé une cuisante défaite

Le parti conservateur a essuyé une cuisante défaite, jeudi 29 juillet, lors de l'élection partielle de Christchurch. La très nette victoire du candidat démocrate-libéral constitue un nouveau revers pour John Major.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement s'attendait à un désastre, et les résultats, si l'on peut dire, dépassent cette attente : les électeurs de Christchurch, cette petite station balnéaire située dans le comté du Dorset, sur la côte sud de l'Angleterre, ont infligé une cuisante défaite au parti de John Major, dont le candidat, Bob Hayward, ne recueille que 31,36 % des suffrages (16 731 voix), face à son challenger démocrate-libéral Diana Maddock, qui obtient 62,17 % des suffrages (33 164 voix).

Le Parti travailliste conserve la troisième place, mais avec le score humilant de 2,72 % des suffrages. Ce sont là des résultats qui attirent les superlatifs : il s'agit du plus large revirement d'opinion au détriment des conservateurs depuis la guerre, de leur résultat électoral le plus mauvais en quarante ans, dans une circonscription qui était pourtant considérée comme l'une des plus sûres pour le parti Tory.

Alors que celui-ci détenait une majorité de 23 015 voix, Mme Maddock l'emporte avec 16 433 voix d'avance, ce qui signifie une progression de quelque 35 % du score du parti de Paddy Ashdown dans cette circonscription. Une telle victoire rappelle celle de Newbury,

LAURENT ZECCHINI

Le suicide de Vince Foster

## L'ami d'enfance de Bill Clinton était surmené et déprimé

La cause du suicide de Vince Foster, conseiller juridique adjoint de la Maison Blanche et ami d'enfance de Bill Clinton, semble désormais connue. Vince Foster s'est donné la mort le 20 juillet, sur les bords du Potomac, en se tirant une balle dans la tête. Le président Clinton a tenté pendant plusieurs jours de dissocier ce geste désespéré des fonctions occupées depuis janvier par Vince Foster.

Il apparaît au contraire que le conseiller juridique adjoint, s'estimant responsable de plusieurs erreurs de jugement commises par le président, notamment dans l'affaire du bureau des voyages de la Maison Blanche, s'est suicidé parce qu'il était à la fois surmené et déprimé. M. Clinton connaissait l'état de son ami d'enfance, contrairement à ce qu'il a fait dire par son porte-parole. Une note laissée par Vince Foster, et qui n'a pas été rendue publique, donne peut-être les clés de son geste.

M. Myers, porte-parole de la Maison Blanche, a affirmé jeudi 29 juillet que le département de la justice avait demandé que cette note ne soit pas publiée « parce qu'elle faisait partie d'une enquête en cours ». La note, manuscrite et

déchirée, se trouvait dans un portefeuille. Elle a été découverte lundi dans le bureau de Vince Foster par un collaborateur qui rangeait les objets personnels du disparu. Elle n'a été remise aux autorités que mardi soir, près de trente heures plus tard.

D'après Dee Dee Myers, ce retard a été provoqué par le fait que la veuve de Vince Foster n'était pas encore rentrée d'Arkansas où il a été inhumé, et que le président Clinton se trouvait alors à Chicago. « Nous voulions faire en sorte que la famille et le président soient informés », a-t-elle dit. Un porte-parole de la police a confirmé que la note avait bien été écrite par Vince Foster.

La nomination de Ruth Ginsburg à la Cour suprême des Etats-Unis. — M. Ginsburg est désormais assuré du vote positif du Sénat pour la confirmation de sa nomination à la Cour suprême. La commission judiciaire du Sénat a en effet approuvé, jeudi 29 juillet à l'unanimité, cette nomination. Cette décision doit maintenant être entérinée par le Sénat en séance plénière. — (AFP)

Portant à 3 185 800 le nombre des demandeurs d'emploi

## 44 600 chômeurs de plus en juin

Mauvaise nouvelle : le chômage s'est terriblement aggravé à la fin du mois de juin, selon les statistiques qui devaient être redonnées publiques vendredi 30 juillet en fin d'après-midi. En un mois, la hausse a été de 1,4 %, ce qui correspond à 44 600 chômeurs supplémentaires, en données corrigées des variations saisonnières. Le total des demandeurs d'emploi est ainsi porté à 3 185 800, nouveau record historique, soit une augmentation de 261 100 par rapport à 1992, à la même date.

Pour le cinquième mois consécutif, le chiffre se tient au-dessus de la barre des 3 millions et ne devrait pas redescendre de sitôt. Dans les mois à venir, compte tenu des plans de réduction d'effectifs annoncés (qui ne sont pas tous entrés en application), des progressions mensuelles de l'ordre de 50 000 sont à prévoir. Désormais, il est envisageable que le sommet des 3,4 millions de chômeurs soit atteint à la fin de l'année, alors que les plans Balladur n'auront pas commencé à produire leurs effets.

La brutale dégradation du mois

A. Le.

de juin, qui survient après le léger ralentissement enregistré en mai dans le rythme de détérioration, renoue avec la tendance observée en mars (+1,4 %) et en avril (+1,5 %). Selon des premières indications, elle serait notamment due à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, exceptionnelle en volume, et particulièrement précoce. L'an passé, au contraire, le même mouvement s'était trouvé retardé et n'était intervenu qu'en août, septembre et octobre.

Il semble que la perception de la mauvaise conjoncture ait pu précéder les inscriptions à l'ANPE, dès la fin de l'année scolaire. Un autre signe va dans le même sens : depuis quelques semaines, le nombre de candidats pour un contrat emploi-solidarité (CES), successeur des TUC, tend à dépasser le nombre de places disponibles, pourtant porté à 650 000 par le gouvernement. Dans certaines localités ou départements, les demandes seraient supérieures de 30 % aux quotas prévus.

Mort de Kashiko Kawakita

## fondatrice de la cinémathèque japonaise

Kashiko Kawakita, présidente-fondatrice du Japan Film Library Council est décédée, à Tokyo, le 27 juillet. Elle était âgée de quatre-vingt-cinq ans.

Connue à l'étranger comme « la grande dame du cinéma japonais », elle était la veuve de Nagamasa Kawakita, qui fut le principal importateur japonais de classiques français et européens avant la guerre, en fondant la compagnie Towa. Parcourant le monde entier avec son mari, elle séjourna dans les années 50 à Londres, découvrant les activités du British Film Institute, puis à Paris, où eut lieu sa rencontre décisive avec Henri Langlois et Mary Meterson, à la Cinémathèque française. C'est ce contact qui l'encouragea à créer une véritable cinémathèque, le Japan Film Library Council, dans un pays où la notion de conservation des films était alors inexistante. Plus tard fut fondé le National Film Center (dépendant du Museum of Modern Art). C'est également sous son impulsion que furent présentés à l'étranger de très nombreux films du patrimoine cinématographique nippon.

Membre de nombreux jurys (dont celui de Cannes en 1963), Kashiko Kawakita, infatigable ambassadrice du cinéma japonais avec sa fille Kazuko, disparue le 7 juin dernier (le Monde du 9 juin), avait créé le Prix Kawakita après la mort de son mari en 1981, récompensant des personnalités ayant contribué au renouveau du cinéma japonais à l'étranger. Sa disparition marque la fin d'une brillante période du cinéma japonais. Ses obsèques officielles auront lieu le 10 août à Tokyo.

MAX TESSIER

Pierre Mauroy et Paul Quilès

rendent hommage à Jean Jaurès. — Renuant avec la tradition socialiste, Pierre Mauroy et Paul Quilès ont rendu, jeudi 29 juillet, un hommage à Jean Jaurès, devant le café du Croissant. Ces la, à l'angle de la rue Montmartre et de la rue du Croissant, dans le deuxième arrondissement de Paris, que le chef de file des socialistes français fut assassiné par Raoul Villain le 31 juillet 1914. M. Mauroy, président de la Fondation Jean-Jaurès et de l'Internationale socialiste, et M. Quilès, député de la circonscription de Jaurès, celle d'Albi-Caroux, dans le Tarn, ont déposé des gerbes de fleurs au côté de celle qu'avait déjà fait porter l'Humanité, quotidien du PCF après avoir été celui des socialistes, fondé par Jaurès.

## LASSERRE

Fermeture le 31 juillet après le dîner

Réouverture le 31 août

Prénotant

## « l'esprit de responsabilité » M. Longuet invite les dirigeants de la majorité à éviter les « démarches individuelles »

Edouard Balladur a reçu, jeudi 29 juillet, au petit déjeuner, Raymond Barre et, au déjeuner, Valéry Giscard d'Estaing. Ces deux rencontres, selon l'entourage du premier ministre, ont été consacrées à un tour d'horizon de la situation politique, économique et sociale.

Dans un entretien publié par le Figaro du 30 juillet, Gérard Longuet, interrogé sur les critiques de certains responsables de la majorité comme MM. Barre, Giscard d'Estaing, Séguin ou de Villiers, assure que « plus on se rapproche de l'élection présidentielle, plus le poids d'un gouvernement, soutenu par l'opinion publique, l'emportera sur la notoriété ou l'agitation de tel ou tel « électron libre ».

« Le sens de l'effort collectif »

Après avoir estimé que M. Balladur « apparaît comme l'homme de la situation », M. Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et président du Parti républicain, déclare : « L'éthique de responsabilité doit être la règle de tous les dirigeants de la majorité. Cette éthique, c'est l'esprit de responsabilité, le sens de l'effort collectif et le refus des démarches individuelles. »

Précisant que l'existence politique de ceux qui ne sont pas au gouvernement « se mesure à l'anneau des propositions construites, réfléchies, offertes, opérationnelles et non d'impressions aussi sonores que creuses », il ajoute : « Nous serons jugés collectivement. »

Pour les élections européennes, dont il dit « qu'on ne pourra parler sérieusement et utilement » que fin 1993-début 1994, M. Longuet explique : « Si la politique européenne du gouvernement réussit, il sera légitime et aisé de défendre une politique européenne. Si cette politique échoue, la voie peut s'ouvrir pour ceux qui diront « non » à l'Europe. Et l'éclatement de la majorité sur ce thème, sera une réelle menace. »

Le Parti républicain estime que M. Balladur a fait « le bon choix ». — Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, a déclaré, mercredi 28 juillet, que le premier ministre a fait « le bon choix » en affectant le surplus de l'emprunt « à la relance de l'activité économique et à l'emploi ». Il se félicite de « la bouffée d'oxygène » ainsi apportée aux entreprises et des crédits « dont vont bénéficier les collectivités territoriales », crédits qui « constituent une avancée significative et essentielle pour le développement de l'apprentissage et de la formation professionnelle ». Toutefois, il souhaite un « coup de pouce » aux collectivités locales pour « l'aménagement du territoire et la relance des PME ».

## SOMMAIRE

### SUR LA ROUTE DES CROISADES

11. — Eskisahr, djihad et « guerre juste » ..... 2

### ÉTRANGER

L'opération israélienne au sud du Liban ..... 3  
Israël : l'acquiescement de John Demjanjuk ..... 3  
A Genève, Les négociateurs internationaux proposent la création d'une « Union des Républiques » bosniaques ..... 4  
Japon : Yohai Kono succède à Kichirō Miyazawa à la tête du Parti libéral-démocrate ..... 5

### POLITIQUE

Les minoritaires du PS défendent une ligne « miterrandiste » et européenne ..... 7

### COMMUNICATION

Canal Plus dans la ligne de mire du gouvernement ..... 7  
Le GIE L'Express-La Pointe reçoit l'aval de M. Alphandéry ..... 7

### SOCIÉTÉ

Laa assassins présumés d'une adoléscente pris au examen et écroués à Metz ..... 8  
L'écologiste Eric Petetin, en prison pour quinze mois ..... 8  
M. Balkany veut renforcer les pouvoirs des policiers municipaux ..... 9

### CULTURE

Arts : une rétrospective Cézair, à Marseille ..... 15  
Salzburg : Les Parsas, mis au scène par Peter Salara ..... 16

Le spectateur : « La vie de château », par Michel Braudet ..... 16

### ÉCONOMIE

Le gouvernement a désigné les membres de la nouvelle commission de privatisation ..... 18  
Le rapport annuel sur la concurrence et les fraudes ..... 18  
Les remous autour du franc et les tensions au sein du SME ..... 19

### COURRIER DU MONDE

22

### SANS VISA

• Foz-de-Iguaçu, des chutes en or • Le pigeon dans l'assiette • Extinction des Bouchees-du-Rhône • Las Jaux ..... 11 à 14

### Services

Abonnements ..... 20  
Admissions aux grandes écoles ..... 10  
Agrégations ..... 10  
Annonces classées ..... 18  
Cartes ..... 10  
Jeux ..... 22  
Marchés financiers ..... 20-21  
Météorologie ..... 16  
Radio-télévision ..... 23  
Spectacles ..... 17  
Week-end d'un chineux ..... 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Le Monde » daté 30 juillet 1993 a été tiré à 464 648 exemplaires.

30 000 000



## MOODE D'EMPLOI

## LOGEMENT

## « Coup de froid » sur les locations à Paris

Dans l'agglomération parisienne, les candidats pour louer un appartement se font moins nombreux, plus exigeants. Mais les prix ne baissent pas

La crise de l'immobilier, qui s'est étendue jusqu'ici limitée aux opérations d'achat et de vente, ferait-elle tache d'huile? Plusieurs signes concourent à montrer que le secteur locatif commence à être touché à son tour dans la capitale et ses abords immédiats.

Cependant, les chiffres publiés par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) montrent que l'on n'assiste pas encore à une baisse des loyers. Loin de là : en moyenne, ils ont encore augmenté de 6,7 % en 1992 pour Paris intra-muros et de 6,3 % en proche banlieue (1), ce qui porte le loyer du mètre carré à 76,50 francs et 61,40 francs respectivement. En 1991, les hausses avaient été un peu plus fortes : 7 % pour Paris et 6,7 % en banlieue.

Mais c'en est fini des candidats locataires se bousculant dans les escaliers des immeubles. Certains appartements restent vacants plusieurs semaines et ne trouvent preneur, ou tout d'un certain temps, que moyennant des baisses de prix. Le phénomène, jusqu'ici limité aux très haut de gamme, semble toucher des appartements plus petits. Certains agents immobiliers assurent, exemples chiffrés à l'appui, que des studios et des deux-pièces de bonne qualité, proposés à des prix raisonnables, restent sur le marché : « Nous faisons passer les annonces plusieurs fois. Parfois, nous ne recevons même pas d'appel. »

**MARCHANDAGE** • Même la clientèle « de proximité » (apprentis, employés chez des commerçants...), toujours à la recherche de petites surfaces dans le quartier, fait défaut. Et les candidats, quand il y en a, visitent à plusieurs reprises avant de se décider, marchandant le prix demandé ou réclamant telle ou telle amélioration du logement proposé.

Jusqu'ici, les propriétaires se heurtaient à un problème de solvabilité des locataires : comme ils réclamaient fréquemment de leurs locataires potentiels un revenu égal à quatre fois le loyer ou, à défaut, de solides cautions familiales, il faut gagner plus de 30 000 francs par mois pour louer un appartement de 100 mètres carrés au prix moyen du mètre carré. Avec un revenu mensuel de 12 000 francs, on ne peut s'offrir qu'un petit deux-pièces d'une quarantaine de mètres carrés.

Maintenant, il semble que la demande elle-même commence à se dérober. Certains profes-

male. Pour lui, c'était la situation antérieure qui était normale. Il ne discernait pas à part qu'un « assésment » sur les loyers des nouvelles locations.

Un point de vue qui corrobore totalement l'analyse de l'OLAP : dans Paris intra-muros, l'arrivée de nouveaux locataires se traduisait l'an passé par une hausse de 16,3 % du loyer, contre plus de 20 % en 1991. En banlieue, ce chiffre n'était plus que de 13,6 % (au lieu de 18,4 %). Ce qui portait quand même à 91,20 francs le mètre carré le loyer payé à Paris par les locataires ayant emménagé en 1992... et obligeait le même ménage gagnant 12 000 francs par mois à se contenter de 33 mètres carrés! En proche banlieue, le tarif était de 70 francs le mètre carré.

Selon Alain Papadopoulos, directeur du département administration de biens de Century 21 France, « les propriétaires sont contents lorsqu'ils ont relâché avant le départ du locataire précédent et lorsqu'ils ont pu appliquer l'indice » (du coût de la construction). Et c'est, ceux qui jouent leur bénéfice insuffisant ou peuvent donc plus profiter d'un changement de locataire pour opérer un rattrapage.

Pour Alain Papadopoulos, c'est plutôt à l'usage du marché que l'on assiste, les occupants évitant de déménager. Et le seuil psychologique des 100 francs du mètre carré est de plus en plus difficile à franchir. Parallèlement, explique-t-il, les bailleurs — qui ont dû faire leur deuil de tout dessous de table et autres commissions en liquide — acceptent plus facilement qu'auparavant l'idée de baisser leurs prix. Mais, ajoute-t-il, sur les studios et les deux-pièces, ces cas restent « isolés » : « Le gel commence à partir du trois-pièces. »

Françoise Vaysse

(1) C'est-à-dire toutes les communes des Hauts-de-Seine et les communes proches de Paris situées en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et les Yvelines.



## HUMEUR • par Josée Doyère

## Vous avez dit mo-dé-rée?

VOUS avez vu? Merdi dernier, le ministre du logement — Hervé de Charette — s'est fendu d'un communiqué sur la hausse des loyers en 1992. Cette hausse — 6,7 % à Paris — il le juge « modérée ». Non, mais je rêve. Pincez-moi, que je me réveille! Mo-dé-rée. Vous avez bien lu. Ah! « par rapport à 1991 », où il avait augmenté de 7 %! Ça change tout, puisque tout est relatif. Ajoutons qu'en banlieue c'est du même genre.

Il se moque, M. de Charette! ou il ne connaît pas le sens des mots, ce qui est grave pour un ministre de la République! ou encore — mais je ne veux pas y croire — il trouve vraiment que le niveau atteint par les loyers en région parisienne n'est pas encore assez élevé! ou enfin, il fait son métier en dépit du bon sens, pour laisser son ministère formuler de telles énormités!

Modérée, la hausse des loyers, quand l'inflation, maîtrisée, n'a été que de 2 %? Modérée, la hausse des loyers, quand la progression du salaire horaire ouvrier a été de 3,6 %? Modérée, la hausse des loyers, quand l'indice trimestriel du coût de la construction — sur lequel les loyers sont accrochés le plus part du temps — n'a pas dépassé 3,5 %?

Modérée, la hausse des loyers, quand le Tour-Paris immobilier ne cesse de gémir sur la crise, sur la baisse du prix des logements anciens (11,1 % en 1992, selon les notaires)?

Tout ce parce qu'en moyenne les propriétaires parisiens ont lâché trois dixièmes de point sur la hausse déjà frénétique de l'année précédente. Et encore, depuis plusieurs années, un décret — très peu respecté, on est bien obligé de le constater — interdit au moment du renouvellement des baux le rajustement du loyer « au-dessus de l'index ». Qu'est-ce que cela aurait été, sans ça!

Le cri de colère, commerçants et industriels constatent que leurs clients recherchent les petites prix pour leurs achats courants. Il y a une chose certaine : pour se trouver un toit, les candidats à la location peuvent toujours chercher. Le petit prix, c'est comme le fourmi de 18 mètres de Robert Desnos, ça n'existe pas! Tout à l'heure, j'ai vu dans la vitrine d'un agent immobilier l'annonce d'un « petit studio » (il n'y avait pas la surface... Mais pour un agent immobilier qualifié un studio de « petit »... « emmenagé » (tout de même il dena le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour le bagatelle de... 2 000 francs par mois. Et tout à côté, un autre, traité de « beau studio », dans le 6<sup>e</sup>, pour... 4 000 francs. Et il faut gagner quatre fois le montant du loyer pour avoir la chance d'être accepté comme locataire. Rien d'étonnant qu'on ne se bouscule plus dans les escaliers pour être l'heureux élu. Si le montant des loyers continue à monter « modérément » en 1993, bonjour les dégâts pour les locataires de ces palais!

Si la conjonction se fait plus clémentine, si la reprise tant attendue se manifeste en 1994, on peut tout craindre d'une évolution des loyers qui a fait preuve d'autant de « modération » en période de crise.

## NOTES DE LECTURE

**LA MÉDECINE SCANDALE**  
de Patrick Coquidé.  
Flammarion, 329 pages, 120 F.

De l'affaire du sang contaminé aux bavures médicales en passant par les dessous de table et les gaspillages organisés au détriment de l'assurance-maladie, le corps médical français n'est pas à la fête. Le livre de Patrick Coquidé, journaliste au Point, résume tous les griefs aux quels doit faire face une profession dont le succès médiatique de certains de ses représentants dissimule à peine la triste progressive de son statut social privilégié.

Malgré les apparences, cet ouvrage n'est pas une mise au point, un appel à davantage de modestie. « Arrêtons de croire que les hommes et les femmes qui évoluent dans le monde de la santé sont fondamentalement différents des autres. Il y a la même proportion de profiteurs, d'escrocs et de margoulins qu'ailleurs », écrit-il. L'émoussure des « combines », des rentes de situation ou des petites et grandes louches de l'exercice — libéral ou non — de la médecine insupportable sans doute nombre de disciples d'Hippocrate. Fort heureusement, l'auteur cherche à expliquer comment certaines pratiques ont pu se développer. Après d'autres, il met au jour un ensemble de complexités politico-administratives et commerciales.

Conclusion : « Un Etat qui ne joue pas son rôle de régulateur, des lobbies qui en profitent, une Sécurité sociale qui se laisse faire. Le décor est planté pour qu'éclatent les scandales de la médecine. » Dommage pourtant que ce diagnostic précis ne fournisse guère de pistes sur ce que devraient être, demain, les règles du jeu d'une médecine plus saine.

J.-M. N.

**DROIT SOCIAL**  
Les cotisations de sécurité sociale  
numéro spécial, juin 1993,  
115 pages, 105 F.

Au moment où l'on s'efforce de remettre à flot le régime général de sécurité sociale (en attendant d'autres, guère mieux portants) par des économies mais aussi par des recettes nouvelles, le numéro spécial

de la revue *Droit social*, consacré aux cotisations de sécurité sociale (au sens large) et sous tous les angles, ne manque pas d'intérêt. Il rappelle d'abord que celles-ci sont un prélèvement sur les rémunérations, et, comme le dit Jean-Jacques Dupeyron, la distinction entre cotisations patronales et cotisations salariales n'est qu'une illusion, les cotisations dites patronales étant seulement plus indolores.

Autre « tour de passe-passe » : le plafond de cotisation, autrefois justifié par le fait que seuls étaient assujettis les revenus les plus faibles, il rend aujourd'hui le cotisation dégressive. Un des motifs, avec la multiplication des emplois exonérés, pour chercher de nouveaux financements, comme la CSG. Où s'arrête, d'autre part, l'assiette des cotisations? Les frais de mission, les indemnités de licenciement en font-ils partie? Le recouvrement des cotisations, fort contraignant, avec la crise économique, devient aussi objet de conflits, ce dépit des efforts de coopération avec les entreprises entamés dans la décennie 80.

G. H.

## AGENDA

**MARDI 6 JUILLET**, Paris. Début de la concertation sur la préparation de la loi quinquennale sur l'emploi.

**MERCREDI 7 JUILLET**, Paris. Assurance-chômage : nouvelle réunion patrono-syndicats. Lille. Lancement de la campagne du CNPF sur l'emploi des jeunes. Tokyo. Sommet du Groupe des Sept (G-7). A l'ordre du jour, l'aide à la Russie et aux pays en développement, l'économie mondiale et les négociations commerciales du GATT (jusqu'au 9).

**SAMEDI 10 JUILLET**, France. Clôture de l'emprunt d'Etat dit emprunt Balladur.

**LUNDI 12 JUILLET**, France. Annulation de 28 centimes du prix de tous les carburants. Bruxelles. Conseil économique et financier de la CEE.

## LA COTE DES MOTS

## Blue [-] chip

« Continuant en progression, le marché néerlandais a, cette semaine, évolué à la hausse, principalement grâce à ses blue-chips. » Ces « chips »-là n'ont rien à voir avec les minces rondelles de pommes de terre frites que l'on consomme froides ou réchauffées et pour lesquelles on a proposé un équivalent français : *croustilles*. Non, il s'agit bien d'un nom composé appartenant au domaine de la Bourse et des finances.

La définition officielle (proposée *Journal officiel* du 31 janvier 1990) est la suivante : « Titre coté d'une société à forte capitalisation boursière, réputée pour sa sécurité et assurant généralement un dividende régulier à ses actionnaires », tandis que l'administration, dans le même article, donne « valeur de père de famille » comme synonyme à adopter en français.

Blue-chip n'est pas à confondre avec *glamour stock*, location qui s'applique à une « valeur vedette » ou « valeur de croissance », censée disposer d'un fort potentiel de plus-value. Pourtant certains dictionnaires accordent au mot *blue-chip* le sens de « valeur de premier ordre »... ce qui n'est pas équivalent à « placement sûr, de tout repos », qui convient à la prudente démarche d'un père de famille — dont on s'accorde à penser qu'il gère sagement son patrimoine. Sans rechercher de minifigures (et illusives) profits.

L'usage, dans le milieu de la Bourse et de la finance, donne clairement la préférence à l'acception la plus valorisante de *blue-chip*. Cependant, l'ambiguïté de sens qui demeure incite à préférer à cet anglicisme des formulations françaises, tout aussi... croustillantes.

Jean-Pierre Collignon

## LIVRES

## Darwinisme économique

Pour Peter Drucker, dans la gestion comme dans la production, la possession du savoir l'emporte de plus en plus sur celle de l'argent. Par son efficacité

**AU-DELA DU CAPITALISME**  
de Peter Drucker.  
Dunod, 240 pages, 148 F.

« TOUTES les idées qui deviennent à la mode chez les intellectuels sont déjà mortes. Ils se trompent toujours car ils croient à la clarté, or, lorsqu'un phénomène devient clair, il est faux. » A quatre-vingt-trois ans, Peter Drucker n'a rien perdu de son goût du paradoxe. Car son dernier livre a précisément l'imposante ambition de rendre clair l'ensemble des phénomènes sociaux, économiques et politiques présents, en les replaçant dans une perspective historique.

Et c'est lumineux. Peut-être faut-il l'admettre : le livre est lumineux, surtout pour des intellectuels! Car cette fois le « *pape du management* » — selon son éditeur — se pose en humaniste, passionné d'histoire et de culture autant que d'économie.

**MUTATIONS** • Que dit-il? Que le monde actuel traverse une de ces grandes mutations qui, tous les deux ou trois siècles, bouleversent de fond en comble la société — et qui per ailleurs explique la crise actuelle. Comme au quinzième siècle lorsque les « grandes découvertes » et la Renaissance révolutionnent le champ des connaissances, comme au dix-huitième, lorsque la révolution industrielle et la machine à vapeur donnent naissance au capitalisme et aux « temps modernes », en cette fin de vingtième siècle une métamorphose est en cours qui, en l'espace de quelques dizaines d'années — d'ici à 2010 ou 2020, — donnera naissance à une nouvelle société.

Cette nouvelle société, Peter Drucker la nomme « *postcapitalisme* », parce qu'elle n'est fondée sur les lois du marché, mais que le capital et le travail n'y jouent plus

un rôle fondamental. Les grands capitalistes du début du siècle disparaissent, remplacés par les investisseurs institutionnels. Les caisses de retraites, en particulier, contrôlent la moitié du capital ou actions des grandes entreprises américaines et sont gérées par « une nouvelle race de capitalistes, salariés anonymes et sans visage, les analystes financiers et les gérants de portefeuille », bref les « *managers* ». Quant aux travailleurs — les anciens « *prolétaires* » de Karl Marx — ils sont devenus « une classe moyenne prospère », les employés des services remplacent progressivement les ouvriers traditionnels.

Cette société « *postcapitaliste* » est déjà et sera de plus en plus une « *société du savoir* ». « Le facteur de production décisif, la ressource réelle qui commande tout, ce n'est plus le capital, ni la terre, ni le travail. C'est le savoir », assure Peter Drucker. La productivité et l'innovation, « qui sont toutes deux les applications du savoir au travail », ont permis le décollage des cent dernières années dans les pays développés; étape ultime de cette évolution, le savoir aujourd'hui « s'applique ou s'applique lui-même » : c'est la « *révolution du management* », déclenchée au milieu de ce siècle — avec l'aide de l'informatique et des nouvelles techniques de communication —, qui bouleverse la société.

Première conséquence de cette mutation : les groupes sociaux dominants sont les « *travailleurs du savoir* » (intellectuels et managers, techniciens et employés des services). Contrairement aux travailleurs du système capitaliste, ils sont propriétaires des moyens de production (via les caisses de retraite) et des outils de production (le savoir que chacun porte en lui).

Deuxième conséquence : le pivot de la société n'est plus l'en-

Véronique Maurus

## PRIVATISATION

## Mexique

L'énorme programme de privatisation mais aussi aux acheteurs.

« Le Mexique est un pays où la privatisation est une réalité. Elle a commencé avec l'achat de la compagnie aérienne nationale par le secteur privé. C'est une étape importante. »

« Les entreprises publiques mexicaines ont une longue histoire. Elles ont été créées pour servir l'intérêt public. Mais maintenant, elles doivent être gérées de manière plus efficace. »

« Les nouvelles banques mexicaines vont jouer un rôle important dans le développement du pays. Elles vont permettre de financer les projets d'investissement. »

« La privatisation est un processus complexe. Elle nécessite une planification soignée. Mais elle est essentielle pour le développement du Mexique. »

## Divisé par cinq

Le nombre d'entreprises publiques a été divisé par cinq, passant de 1 186 en 1982 à 217 en 1993. Le coût des dépenses publiques a augmenté de 44,5 % en 1992 et de 26 % en 1993. Une bonne partie de la dette a été financée par le secteur privé.

Parmi les principales entreprises privatisées figurent les 18 banques nationales créées en 1982 (les plus importantes étant Bancomer et Bancomex).

Le Mexique est un pays où la privatisation est une réalité. Elle a commencé avec l'achat de la compagnie aérienne nationale par le secteur privé. C'est une étape importante.

« Les entreprises publiques mexicaines ont une longue histoire. Elles ont été créées pour servir l'intérêt public. Mais maintenant, elles doivent être gérées de manière plus efficace. »

« Les nouvelles banques mexicaines vont jouer un rôle important dans le développement du pays. Elles vont permettre de financer les projets d'investissement. »

« La privatisation est un processus complexe. Elle nécessite une planification soignée. Mais elle est essentielle pour le développement du Mexique. »

« Le Mexique est un pays où la privatisation est une réalité. Elle a commencé avec l'achat de la compagnie aérienne nationale par le secteur privé. C'est une étape importante. »

« Les entreprises publiques mexicaines ont une longue histoire. Elles ont été créées pour servir l'intérêt public. Mais maintenant, elles doivent être gérées de manière plus efficace. »

« Les nouvelles banques mexicaines vont jouer un rôle important dans le développement du pays. Elles vont permettre de financer les projets d'investissement. »

« La privatisation est un processus complexe. Elle nécessite une planification soignée. Mais elle est essentielle pour le développement du Mexique. »

« Le Mexique est un pays où la privatisation est une réalité. Elle a commencé avec l'achat de la compagnie aérienne nationale par le secteur privé. C'est une étape importante. »

« Les entreprises publiques mexicaines ont une longue histoire. Elles ont été créées pour servir l'intérêt public. Mais maintenant, elles doivent être gérées de manière plus efficace. »

« Les nouvelles banques mexicaines vont jouer un rôle important dans le développement du pays. Elles vont permettre de financer les projets d'investissement. »

« La privatisation est un processus complexe. Elle nécessite une planification soignée. Mais elle est essentielle pour le développement du Mexique. »

« Le Mexique est un pays où la privatisation est une réalité. Elle a commencé avec l'achat de la compagnie aérienne nationale par le secteur privé. C'est une étape importante. »

« Les entreprises publiques mexicaines ont une longue histoire. Elles ont été créées pour servir l'intérêt public. Mais maintenant, elles doivent être gérées de manière plus efficace. »

السلامة